



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13447 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- SAMEDI 23 AVRIL 1988

Le défi de Pieter Botha

Des Noirs associés à l'élection du président de la République, des Noirs élus à la gestion de leurs affaires locales, des Noirs enfin qui pourraient être cooptés au sein d'une « autorité exécutive » multiraciale sans précédent. Huitième de l'illusion : ce n'est ni la révolution ni la démocratie qui ont été proposées, jeudi 21 avril, à l'Afrique du Sud par son chef, M. Pieter Botha.

Même si les idées encore imprécises énoncées plus haut sont un jour concrétisées, ce qui est loin d'être acquis, et même s'il se trouve un Noir pour accepter un strapontin dans le gouvernement blanc — un Indien y a déjà, sans portefeuille — le monolithisme du pouvoir pale, l'hégémonie d'une communauté de cinq millions d'âmes sur une nation qui en compte six fois plus, ne sera pas sérieusement entamée.

Dans le contexte sud-africain, l'initiative de M. Pieter Botha n'en apparaît pas moins hardie. Que l'héritier politique des pères fondateurs de l'apartheid affirme tout haut qu'il « n'est pas juste » d'opposer à la majorité blanche du pays un chef d'Etat choisi complètement en dehors d'elle, c'est d'abord le fait caractéristique d'un puissant tabou local, puisque les Noirs sont théoriquement des « étrangers » en territoire blanc.

Le discours de M. Pieter Botha revient quasiment à admettre que toute solution politique du problème sud-africain est vouée à l'échec si elle ne prend pas en compte les intérêts et les aspirations de la majorité noire. Il suffit d'entendre les incriminations de l'extrême droite s'exprimer pendant l'allocution du chef de l'Etat au Parlement pour prendre la mesure de l'impact psychologique d'un tel aveu.

Après avoir mis une sourdine à son credo néo-réformiste et sévèrement accusé la répression contre les organisations anti-apartheid ces derniers mois, M. Pieter Botha a peut-être compris qu'il ne servait à rien de courir derrière les extrémistes de sa « tribu ». Les dernières élections partielles réservées aux Blancs l'ont montré : une proportion importante des électeurs — qui représentent 80 % de la communauté blanche — a abandonné à tout jamais l'organisation politique historique qui leur a permis, il y a exactement quarante ans, d'asseoir leur hégémonie sur le pays.

Le schéma de l'Afrikander est désormais connoté et, plus qu'un pas en direction des Noirs, l'initiative de M. Pieter Botha s'apparente à un véritable défi lancé à l'extrême droite. Le Parti national du chef de l'Etat va devoir désormais, s'il veut conserver le pouvoir, multiplier les concessions en direction de l'électorat anglophone, qui, lui, est en majorité libérale. Cette évolution est plutôt de bon augure pour l'avenir de l'Afrique du Sud.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 0423 0 - 4,50 F



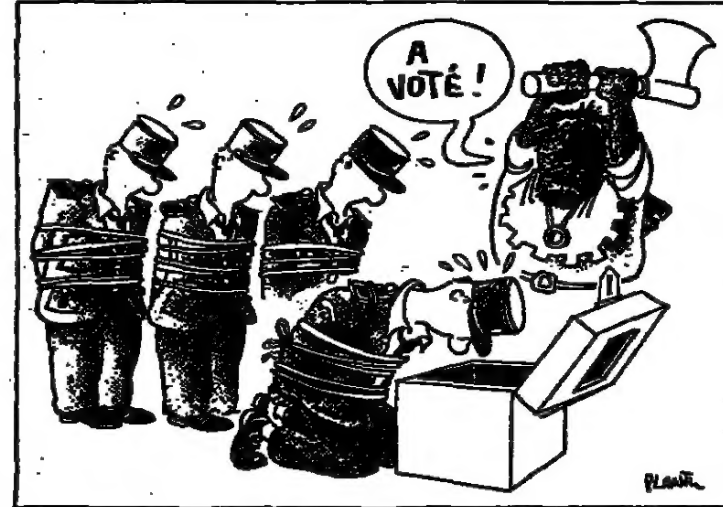
3790147004500 04230

Affrontements en Nouvelle-Calédonie à la veille du premier tour du scrutin présidentiel

Quatre gendarmes ont été tués par des indépendantistes canaques

M. Mitterrand a demandé, le vendredi 22 avril, à M. Chirac de lui « rendre compte de la situation en Nouvelle-Calédonie et des mesures prises par le gouvernement » après les affrontements qui ont eu lieu dans l'île d'Ouvéa, où quatre gendarmes ont été tués et vingt-sept pris en otage par des militants indépendantistes. Le premier ministre a réuni, vendredi matin, à l'hôtel Matignon, M.M. Balladur, Giraud, Pasqua, Pons, Parraud et Chandon.

Le bilan de l'attentat mené vendredi matin (heure locale) par un « commando » du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) contre une patrouille de gendarmes dans un îlot proche d'Ouvéa, à l'est de la Grande-Terre, puis contre la brigade installée au bord de ce lagon, est très lourd : quatre gendarmes ont été tués à l'arme blanche et les autres membres du peloton ont été emmenés en otage. Trois des assaillants, qui disposaient aussi de fusils, ont été



blessés par les tirs déclenchés en riposte.

« Le gouvernement est responsable de tous les morts ici », a déclaré le chef du mouvement indépendantiste, M. Tjibaou. La seule solution, c'est l'ouverture de discussions pour l'indépendance.

Le chef de file de la majorité locale, M. Laffleur, a menacé de représailles les dirigeants du FLNKS.

A Paris, plusieurs dirigeants socialistes, dont M.M. Dumas et

Fabius, ont condamné ces actes de violence tout en mettant en cause, eux aussi, la politique suivie en Nouvelle-Calédonie depuis deux ans : « Le gouvernement est le premier responsable », a déclaré l'ancien ministre des relations extérieures, L'Australie, pour sa part, a lancé un appel au calme en demandant aux autorités françaises de faire preuve de « mesure ».

(Lire page 7 le récit des événements par FRÉDÉRIC BOBIN et le commentaire d'ALAIN ROLLAT : « L'aveuglement »)

Réformer, privatiser, démocratiser

Le communisme chinois et le poisson salé

La session de l'Assemblée nationale populaire qui s'est tenue au début du mois a confirmé implicitement la mort du communisme chinois. Après avoir élu un nouveau chef de l'Etat, les députés ont adopté plusieurs réformes économiques.

PÉKIN
de notre correspondant

Lorsque trépassa le fondateur de l'Empire chinois au cours d'une tournée en province, en 210 avant notre ère, on lui a fait une statue et le voyage officiel se poursuivait comme si de rien n'était, la dépouille impériale à l'abri des regards. Quand l'odeur devint

trop forte, on disposa autour du cadavre de Qin Shi Huangdi du poisson salé, pour donner le change. Le simulacre se poursuivait jusqu'au retour du cortège dans la capitale, la cour craignant une « révolution », raconte la chronique.

C'est un peu ce qui se passe aujourd'hui en Chine. L'idée du communisme chinois est morte. Il n'y a eu ni faire-part de deuil, ni oraison funèbre : les ayant droit sont plutôt décidés à n'en rien dire. Il n'empêche. La mythologie des soviets chinois de la Longue Marche s'est éteinte lorsque le nouveau chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, plus haut dignitaire du pays, même si le poste est plutôt honorifique, a prononcé son premier discours public. Pas une

seule référence à Marx, Lénine, Mao Zedong ou leurs pensées respectives. Outre le fondateur du régime, M. Yang a « oublié » le nom de Lin Biao, autre titulaire défunt de la fonction. S'il a salué son prédécesseur immédiat, M. Li Xianian, c'est parce que celui-ci est encore en vie et se trouvait à côté de lui sur le podium.

Près du centre de Pékin, le jour de l'ouverture du nouveau Parlement chinois, le 25 mars, une dizaine d'ouvriers armés de mallettes à peinture s'affairaient à faire disparaître deux des gigantesques slogans peints en blanc sur fond rouge, à la gloire du « grandiose marxisme-léninisme-pensée de Mao Zedong ».

FRANCIS DERON

(Lire la suite page 6.)

Adieu le changement ?

par ANDRÉ FONTAINE

Il est décidément grand temps qu'on vote. Les mouches sont tombées des fleurs dans le duel qui oppose pour la première fois, devant une France plus gênée qu'amusée, un président de la République à son premier ministre. Quoi qu'on en ait pu écrire ici même, il faut se féliciter que François Mitterrand ait tant attendu pour se lancer dans l'arène : que se serait-il passé si avait surgi l'une de ces crises internationales auxquelles Jacques Chirac et lui ont réussi à faire face de concert durant deux ans de cohabitation pleine de rancœurs ? Qui prendrait au sérieux aujourd'hui l'affirmation de leur solidarité ?

Qu'ils sont proches, pourtant, quand on en vient au fond ! De même que Raymond Barre, ils n'ont qu'un Dieu, le « pragmatisme », qu'un horizon, l'Europe, qu'un moyen, la formation. Le Financial Times relève, entre eux, « un degré surprenant de consensus, même dans le domaine économique ». Pour le Times, le langage « vaguement radical » de l'hôte de l'Elysée rappelle celui des démocrates d'outre-Atlantique, et son couplet sur l'éducation un thème favori du vice-président Bush.

L'américanisation universelle aurait-elle déteint à ce point sur nos mœurs ? On serait plutôt tenté d'incriminer l'évident effacement des idéologies et la

perte de confiance de l'opinion dans l'efficacité du pouvoir. Si l'affrontement reste plus vif entre Chirac et Mitterrand qu'entre ce dernier et Raymond Barre, ce n'est pas seulement parce que les sondages ont paru mettre hors course pour le second tour le député du Rhône. C'est aussi parce que l'ancien premier ministre n'a pas derrière lui, à la différence de l'actuel, un parti vide de places que le PS naturellement convoitise. Et parce que de nombreux gaullistes ne pardonnent toujours pas au président sa longue fronde contre leur héros.

Quant à savoir ce que veulent exactement les duellistes, on a parfois du mal à s'y retrouver. Jacques Chirac ne parle pas de la même façon du racisme aux Antilles et à Marseille. François Mitterrand brandit soudain la rose qu'il avait mise la veille au placard. Faut-il s'en indigner ? La morallement politique de la nation ne laisse d'autre choix à qui veut gagner que d'essayer de « ratissier large ». L'exemplaire précision de son langage ne semble pas avoir beaucoup profité à Raymond Barre dont l'honnêteté et la clarté d'esprit mériteraient un meilleur sort.

Au-delà de ces habiletés, deux sensibilités politiques continuent bien sûr de se heurter.

(Lire la suite page 11.)

Livraison de matériel français à l'URSS

Quatre dirigeants de sociétés écroulés à Paris

PAGE 36

La célébration des quarante ans d'Israël

Oublier un moment la révolte qui gronde aux portes...

PAGE 3

M. Shultz à Moscou

Les chances de parvenir rapidement à un accord sur les armements stratégiques s'amenuisent

PAGE 5

Les profits de Peugeot et de Renault

L'industrie automobile française a encore des faiblesses

PAGE 30

Le sommaire complet se trouve en page 36

Sixième semaine de conflit

Le noyau dur des grévistes de la SNECMA

Le dialogue de sourds continue à la SNECMA. Les usines de Gennevilliers, Villaroche et Melun sont en grève depuis cinq semaines. Les réunions organisées mercredi 20 et jeudi 21 avril par le médiateur nommé le 12 par le tribunal de Nanterre n'ont pas abouti. Les syndicats et les grévistes réclament toujours 1 500 F d'augmentation par mois ; la direction s'en tient à une hausse générale de 3,8 % en masse et 2,1 % en niveau sur l'année, perspectives acceptées seulement par FO, la CFTC et la CGC. Cependant une réunion entre direction et syndicats devait avoir lieu le vendredi 22 avril dans la matinée.

« Oh là là, oh là là, pour les 1 500 F, on est toujours là ! » Soutenus par les sons, et par les roulements du tambour, deux cents ouvriers de la SNECMA, en majorité des jeunes, sautillent devant la grille fermée de l'usine Citroën d'Aulnay. Derrière des banderoles, celle de la « coordination des grévistes inter-SNECMA », celle de la CFDT. Ce petit groupe sur l'immense parking désert, c'est la délégation venue des usines de Gennevilliers, de Villaroche et de Corbeil, où les grèves durent depuis plusieurs semaines. Sur tous les blousons, un autocollant affiche la revendication : « 1 500 F par mois pour tous ». Certains y ajoutent le sigle CFDT, plus rarement celui de la CGT. Symbolique, la manifestation fait suite à celles, qui ont eu lieu devant le siège de l'entre-

prise, devant le groupement des industries aéronautiques ou à l'usine Dassault de Saint-Cloud...

Mais cette fois les grévistes n'entrèrent pas : de l'autre côté des grilles, plusieurs centaines d'agents de maîtrise, de cadres et de personnels de sécurité leur font face, sous les yeux de quelques dizaines d'ouvriers immigrés, bienveillants mais prudents ; seuls quelques délégués, CFDT ou CGT, sortirent affirmer leur solidarité avec les grévistes, qui appellent à « discuter pour lutter tous ensemble contre le blocage des salaires ».

L'enjeu est là, pour une grève qui, d'une certaine façon, tire sa force de sa durée.

GUY HERZLICH

(Lire la suite page 32.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 6.400 LL. ; Luxembourg, 30 F. ; Malaisie, 15 sh. ; Pays-Bas, 90 g. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 339 F CFA ; Suède, 12,80 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,40 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكنا من الاجل

صكنا من الاصل

Débats

Sondages et transparence

par BRUNO DURIEX (*)

L'OPINION a accueilli sans doute avec soulagement cette semaine qui lui a épargné l'overdose et la cacophonie des sondages. Leur surconsommation dénature les campagnes électorales et les transforme en sorte de PMU politique. On ne discute pas les idées ou les projets mais les chances présumées des candidats.

C'est d'autant plus regrettable que les sondages d'opinion ont la valeur prédictive ni la précision que l'on tend à leur accorder. Les professionnels le savent ; mais la grande opinion ?

Je pense, à la lumière de mon expérience professionnelle, passée, que les sondages d'intention de vote pour dimanche sont frappés de risques d'erreurs tels qu'ils ne peuvent fournir aucune indication fiable sur l'issue réelle du scrutin, en tout cas pour ce qui concerne les scores relatifs des deux candidats de la majorité ainsi que pour leurs scores d'ensemble.

On peut estimer à une dizaine de millions le nombre des électeurs qui n'ont pas encore fixé leur choix. C'est la conséquence de l'engagement tardif de François Mitterrand et du caractère superficiel du débat électoral. Nul ne peut prévoir la répartition de ces votes, tant le contexte politique de cette élection est nouveau.

De plus, les instituts de sondage redressent - sensiblement, autant qu'on puisse le savoir - les résultats bruts de leurs enquêtes sur la base des élections législatives de 1986. Or ce scrutin était caractérisé par un virage idéologique. Rien de tel aujourd'hui. On peut donc douter de la fiabilité des méthodes de redressement utilisées. D'autres éléments d'incertitude s'ajoutent, comme la qualité des réponses aux interviews ou comme la marge d'erreur statistique usuelle.

L'ampleur des incertitudes me paraît telle que, s'agissant par exemple de Raymond Barre et de Jacques Chirac, nul ne peut affirmer, en toute rigueur statistique, lequel précède l'autre. Si Raymond Barre devance Jacques Chirac au premier

tour, ce n'est cependant pas la technique des sondages qui sera en cause mais l'insuffisance des précautions prises par ceux qui les publient ou qui les commentent.

Cinq propositions

Le législateur ne peut rester indifférent devant les problèmes que pose la publication des sondages politiques en période électorale. En 1977, il a interdit toute publication durant la semaine qui précède le scrutin. Il faut sans doute examiner aujourd'hui le problème sous l'angle de la transparence. Je compte proposer à mes collègues de l'Assemblée nationale cinq propositions pour assainir la situation :

- garantir l'authenticité des réponses fournies par les personnes sondées par un système de certification ;
- exiger la publication simultanée des résultats bruts et des résultats redressés ;
- assortir la présentation des résultats de leur marge d'erreur statistique ;
- interdire aux Renseignements généraux la réalisation de sondages non publiés ;
- renforcer les moyens de la Commission des sondages pour qu'elle soit réellement en mesure de procéder aux contrôles utiles.

Si ces garanties de rigueur et de transparence sont assurées, on pourrait alors discuter du bien-fondé de l'interdiction de publier des sondages durant la dernière semaine de campagne. Tout risque de défiance technique ou de manipulation serait en effet écarté !

Je m'imagine pas que les instituts de sondage sérieux et les médias soucieux d'informations rigoureuses puissent craindre de telles règles qui, tout compte fait, ne diffèrent pas dans leur esprit de l'étiquetage informatif que l'on impose aux fabricants de biens de grande consommation.

(*) Député (UDF-CDS) du Nord.

CORRESPONDANCE

Louise Michel et le vote des femmes

Je lis dans *Le Monde* du 27 mars, qu'un spectateur, lors d'un meeting d'Arlette Laguiller à Orléans, a suggéré à la candidate d'aller voter nul au second tour de l'élection présidentielle, « en marque de reconnaissance à Louise Michel qui fit beaucoup pour le vote des femmes ».

La vérité historique impose de dire que Louise Michel, entourée pourtant de suffragettes convaincues, réformatrices comme Hubertine Auclert, ou socialistes comme Madeleine Pelletier, se refusait toujours à cautionner le vote des femmes. Sa position était tout aussi intransigente en ce qui concerne les candidatures (illégalles) féminines. Elle-même déclina les invitations à

se présenter aux élections de 1885. Interrogée sur ces « candidatures mortes », elle répondit qu'il n'y avait pas lieu de séparer la cause des femmes de celle de l'humanité. Cette militante exemplaire, qui n'était pas « dupe des mensonges du suffrage universel » (*Mémoires*), répondit à Clemenceau en janvier 1893 : « A quoi bon réclamer des hommes ce qu'eux-mêmes ne possèdent pas à l'heure actuelle (...) Il y a mieux à faire pour les femmes que de mendier des hommes des honneurs ridicules et des privilèges illusoires » (*La Justice*).

DANIEL ARMOGATHE (Marseille)

Du Congo au Zaïre, chronique d'une indépendance

MORT sur le GRAND FLEUVE
ESTHER SCHOLL-LATOUR



Au-delà de l'aventure, du journalisme et de l'histoire, un ouvrage d'exception par l'auteur des « Guerriers d'Allah ».

PRESSES DE LA CITÉ

AUTRES VOIX

J'abomine la politique

par ANÉMONE (*)

« LE MONDE » me commande un essai. Waouh ! le méga-honneur ! Sans blague, ça me fait un effet bouh ! Sujet : pourquoi soutenez-vous la candidature d'Antoine Waechter ?

Un peu avide, non ?

Non, non, j'ai le droit d'être hors sujet. Ouf ! Je me demande quand même si c'est payé : c'est vrai, j'ai plus de chaussures (et comme les chaussures on les voit rarement à l'écran, des fois on a une petite rumeur, mais dans l'ensemble faut raquer...). Non... Bon. Carrément noble, de bosser au Monde.

Je me réduirai d'autant.

Alors : je soutiens la candidature d'Antoine Waechter parce que j'abomine la politique. Ils sont malins. Quand j'étais petite, on

nous expliquait assez finement tout bien réfléchi, que le malin c'est le Diable. Lucifer, le porteur de lumière. Une vraie centrale nucléaire, la politique. J'ai accès aux médias. Sur ce front-là, je peux me battre. Avec le trou dans la couche d'ozone, le soleil est candélinage. Pas sera, est. Le reste est secondaire, non ? Je veux dire le truc, le pouvoir, le sexe, la guerre, le Top 50 et toutes ces « unes » de journaux, non ? Etre malin, c'est plus un but... mais pas à la télé.

Et moi je me bats pour mes enfants. Si vos devoirs avec le sort mettent un pouvoir entre vos mains, et même si une célébrité relative représente un petit pouvoir, il est urgent de le donner. Soutenez Antoine Waechter me rend heureuse, c'est tout. Le bon

heur, c'est tout. D'ailleurs, je me fous complètement d'Antoine Waechter. Enfin, pas d'Antoine, mais de Waechter ou. J'm'en tape. Il serait même un peu coincé que ça me m'étonnerait pas.

C'est l'écologie que je cherche à soutenir. Et comme il est écolo nous voici côte à côte, basta. Le vingt et unième siècle sera écologique ou ne sera pas. Un mec a dit religieux. OK. Le vingt et unième siècle sera sage ou ne sera pas. C'est clair ? Et si j'ai un conseil à vous donner du haut (ben, ouais) de l'article que *Le Monde* (waouh !) m'a commandé, votez écolo, messieurs-dames, et en vitesse (pas avant dimanche quand même !).

(*) Comédienne.

Fidélité

par J.-F. CHIAPPE (*)

JEAN-MARIE LE PEN a mes yeux c'est avant tout la fidélité à ses opinions et à ses amis. La fidélité pour autant n'implique pas nécessairement une grande flexibilité politique. Mais sans se renier, il a su s'adapter aux événements. Il a su donner un visage nouveau à cette droite française qui se cherchait depuis longtemps, désorientée entre certains éléments traditionalistes et refusant à jouer le jeu démocratique et parlementaire, et d'autres qui en restaient à des nostalgies. J'accorde toute confiance à Jean-Marie Le Pen pour parvenir, à la tête de l'Etat, dans un climat pacifique, à assurer une unité plus profonde d'un pays qui a tendance à la bipolarisation et à la guerre civile à cause de la compétition électorale. Jean-Marie, pour moi, c'est l'unité et la fidélité.

(*) Historien, membre du Comité national de soutien à la candidature de Jean-Marie Le Pen.

Un peu kanak, un peu zoulou...

par DIDIER DAENINCKX (*)

UN couloir de métro. Un type comme, trente ans peut-être, appuyé au carrelage. Par terre, quelques mots griffonnés. Soigne de marche habituelle.

Je passe.

Me même, dix ans, crêpe ses doigts dans ma paume. S'arrête. M'oblige à faire face. Un franc, deux francs...

Je repars.

Quinze années de crise vous apprennent l'indifférence, vous bémolent le cœur, vous mettent des carapaces sur les yeux. Là où je vis, en Seine-Saint-Denis, un tiers des jeunes sont chômeurs, TUC ou SVP. Certains le resteront cinq ans, attendant les petits boucons et le travail au noir. Cinq ans, peut-être davantage !

On ne s'habitue pas au malheur : on désespère ou on montre les dents.

Un franc, deux francs... la survie... et 2 000 milliards de dollars grillés en une nuit d'octobre sur l'ensemble des places financières occidentales. 12 000 milliards de nouveaux francs... La double, exactement, de la dette totale du tiers-monde. Une dette écrasante qui affirme des pays entiers, qui ravage des paysages, qui provoque des guerres, qui chassent par millions des hommes de leur terre.

Ici on les appelle des immigrés.

Un franc, deux francs... Ce type qui tend la main, sous le néon, ne votera sûrement pas, ne répondra pas à l'agression maximum dont il est la victime. Il a également ceci en commun avec l'immigré : il subit et est, de fait, privé de ses droits.

Un franc, deux francs... En 1792, la Constituante accueillait

deux députés étrangers : un Allemand, Anarchias Cloote, un Suisse, Jean-Paul Marat. Plus tard Garibaldi... Une disposition abolie par un Adolphe, le nôtre, Thiers. Pour fêter la biennaliste, Marseille, impuente du vote de tous ses citoyens étrangers, risque de passer sous la coupe du Front national.

Un franc, deux francs... En dehors des frontières, quand je me dis français, la conversation dérive rapidement sur les métiers des vides, des parfums... Il y a peu, nous étions le « pays des droits de l'homme ». Nous ne sommes plus que la génération BOF, pour beurre-ouf-oufage.

Il m'arrive de rêver au catéchisme pacifique que produirait sur le monde l'annonce de l'abandon par la France de l'arme atomique.

de l'espoir que cela susciterait chez tous les abrutis aux restes du cœur de la planète...

Solidarité, emploi, moratoire sur le dette du tiers-monde, droit de vote pour les immigrés, abandon de la force de frappe... Des années que ces idées me trottaient dans la tête sans que je parvienne à rencontrer tous ceux qui aboutissent aux mêmes conclusions. Des gens du PC, du PS, des ex, des gens de la Ligue, des écolos, des féministes, des étudiants, des syndicalistes...

C'est ça qui, à mon sens, définit le mieux l'importance du vote en faveur de Pierre Joxin : un mouvement nouveau est en train de naître, à gauche. Réveillons-le.

(*) Ecrivain.

Ma ville, ma campagne

Par PATRICK BESSON (*)

A I-JE eu du mal à le persuader ? Quand j'ai commencé d'écrire dans *l'Humanité*, Chantal me boudeait. C'est une jeune Grenobloise à tenné et à lunettes. Les mois ont passé dans Paris désert. Elle est venue au vote Lajoinie après une courte expérience professionnelle, sans se départir de ce beau sourire tremblé qui ressemble au reflet des montagnes dans le lac d'Annecy.

Christian, ancien apôtre, a trente et un ans. C'est mon partenaire aux échecs. Bascos d'origine et ardeur de cœur, il ne finit pas lui parler du PCF il y a encore un an. A-t-il eu tort, André, de lui promettre la création d'une République socialiste basque dans la future URSF (Union des Républiques socialistes françaises) ? Aujourd'hui, un copain de Christian est en fin de droits et un autre vient de perdre son job et de sombrer, par le même occasion, dans un alcoolisme nullement mondain. Il a fallu malgré tout dix-huit cou-

coups pour convaincre Christian de voter Lajoinie, mais, quand on se lance dans la politique, il faut savoir être large sur la semoule !

Louis a voté radical-socialiste dans les années 30 avant de passer à droite par ennui. C'est un peintre connu. Il a été sensible au fait que je ne lui ai jamais reproché les merveilleuses vacances qu'il a passées au Paraguay, l'année dernière. « Nobody's perfect », comme disait Marilyn Monroe à Arthur Miller. Il votera Lajoinie uniquement pour me faire plaisir - et ça me fera plaisir, Louis.

Jacques, à quarante-cinq ans, n'a jamais voté. Romancier, métamorphe, don Juan et grand voyageur, il a de bons sentiments mais de mauvaises habitudes, on qui est souvent le cas des artistes. Ce sera une épreuve pour lui de se résigner à penser que sa voix a autant de valeur que celle de n'importe qui, mais il arrive à un âge où l'homme doit affronter certaines épreuves.

J'ai connu Jean-Pierre à Strasbourg, lors d'un voyage de presse. Quand le Coupole est passé dans le groupe Flo, il a pleuré, et le capitalisme s'est fait un ennemi juré. Prenez garde, restaurateurs : si vous privez les intellectuels de leurs égales, ils iront, puis place du Colonel-Fabien !

Matthieu est de Montreuil-sous-Bois. Architecte et auteur dramatique, il a trente-quatre ans. Il cherche la femme idéale, je lui ai conseillé de prendre un bon parti ! Il votera Lajoinie par fidélité, au lycée Jean-Jaurès, par amour de la fête de l'Humanité et surtout parce que je lui ai juré qu'en 1989 le slogan du PCF serait : « Tous riches ! »

Marie, trente et un ans, a dans sa classe de quatrièmes un élève qui ne parle pas français. Un Arabe s'est proposé pour faire l'interprète. Mais voilà, l'élève ne parlait que le kabyle ! Marie votera Lajoinie pour que les enfants ne s'expriment qu'en kabyle soient admis

d'office et gratuitement dans les écoles privées du système éducatif et de Neully-sous-Bois.

Albert, réalisateur de télévision, a mal à sa tête, mais il est branché Mitterrand. Samedi, au Florio, il m'a tellement parlé de la Pologne et de la Hongrie que je me suis demandé si je n'étais pas en train de demander un verre avec Michel Polac. Mon argument choc a été : « Pas de chèque en blanc pour Mitterrand. » Albert fait très attention à son argent et il a raison : les réalisateurs français de télévision vont connaître des jours difficiles.

Enfin, moi. Je n'ai pas de raison personnelle particulière de voter Lajoinie - et je dois avouer que je me suis, d'ailleurs, un mal de chien pour me décider. Mais voilà : nous sommes tous frères. Ce n'est pas un credo, c'est un fait. Alors, mes frères, réveillons le fils avec Lajoinie !

(*) Ecrivain.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléx MONDOPAR 860 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-61

Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Benoit-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benoit-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouss.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-88-72
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 922 F 2 500 F
ÉTRANGER (par avion)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 763 F 1 099 F 1 360 F
II - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés qui ont changé d'adresse doivent nous en faire part par lettre recommandée avec accusé de réception. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écouter nos sons propres en capitale d'abonnement.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montbanc, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Téléx MONDUPUB 286 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

La célébration du quarantième anniversaire d'Israël

Oublier un moment la révolte qui gronde aux portes

Trois Palestiniens ont été tués, jeudi 21 avril, dans le sud de l'Etat, alors qu'ils tentaient de s'infiltrer en Israël, selon des sources militaires dans la région. Les trois hommes ont été interceptés par l'armée israélienne dans le secteur oriental de la « zone de sécurité » établie par Israël à sa frontière nord.

À Jérusalem, l'ancien premier ministre Menachem Begin a estimé jeudi que le plan de paix issu des accords de Camp David devait être appliqué dans son intégralité, y compris le bien connu concernant l'autonomie des habitants des territoires occupés.

TEL-AVIV
de notre envoyé spécial

En ce jeudi 21 avril, Israël a quinquante ans. Selon que l'on est juif ou arabe, laïc ou religieux, habitant de l'Etat hébreu ou des territoires occupés, l'événement est vécu différemment. Pour la grande majorité des Israéliens, c'est, bien sûr, une journée de repos, de joie et d'insouciance. Au milieu de la matinée, les routes sont déjà embouteillées. On a mis les chaises piques sur le toit de sa voiture et la glacière dans le coffre avant d'envahir les parcs et les forêts du pays.

Tout un peuple se livre alors avec un soin minutieux à son sport favori, le pique-nique familial. Sur la marina de Tel-Aviv, à l'heure du déjeuner, il n'est pas un ponce de pelouse inoccupé. Il fait beau, et l'air marin s'enrichit des effluves de mercuriel. A Bat-Yam, petite ville balnéaire au sud de Tel-Aviv, le spectacle est sur la plage. La jeunesse effarandée se regarde nager sur les maigres vagues de la Méditerranée. On a la Californie qu'on peut. Les restaurants déversent des airs rock ou orientaux. On respire l'odeur de l'ombre lointaine. Partout, draps et bannières claquent au vent. Avec ses 650 000 habitants cadencés pour trois jours dans leur ville et leurs camps sur l'ordre des autorités,

la bande de Gaza n'est qu'à une demi-heure de route. Mais qui, aujourd'hui, y pense ?

Dans le vieux quartier de Jaffa, ville jumelle de Tel-Aviv, on vit quelque douze mille Arabes, on ne voit pas aux fenêtres une seule étoile de David. Quelques drapeaux, la veille, ont été arrachés. Scène familière en Israël : la police bloque une avenue après une alerte à la bombe, et les officiers s'activent. Dans le cimetière chrétien de Jaffa, où reposent deux générations de franciscains et de juifs convertis venus d'Europe centrale, un jardinier arabe nettoie les tombes. Une journée de travail comme une autre.

Tout près d'ici, au bord du no man's land qui, quarante ans après, sépare encore Tel-Aviv la victorieuse de Jaffa la vaincue, la foule se presse dans un petit musée construit sur les ruines d'un caravansérail. Une exposition photographique permanente y raconte comment, du 25 au 29 avril 1948 — soit deux semaines avant l'indépendance de l'Etat — les combattants de l'Irgoun « ont libéré Jaffa » contre l'avis de la Hagana, l'armée juive de Ben Gourion, et face à une coalition arabe où l'on trouvait jusqu'à des volontaires musulmans yéménites, venus de l'Yémen. En quatre jours, 80 000 Arabes fuirent les combats et leur ville. Ils n'y sont jamais revenus. Leurs petits-enfants vivent aujourd'hui à Gabbala, la plus peuplée des camps de réfugiés de Gaza et de tout le Proche-Orient (70 000 personnes).

Coopération renforcée
avec les Etats-Unis

Retour à Jérusalem. Comme chaque année à cette date, la capitale accueille un épisode culturel dont elle a l'apparence : le « concours biblique ». Deux jeunes orateurs se partagent le premier prix : un Américain et un Israélien de Beersheba. Ouf ! L'honneur national est sauve. « Israël tient sa force de la Bible », déclare, pour la circonstance, le premier ministre, Itzhak Shamir. Événement moins exigeant : au milieu de l'après-midi, M. Shamir signe dans son bureau, avec l'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, un mémorandum renforçant la coopération stratégique et économique entre Israël et les Etats-Unis, pendant qu'à la Maison Blanche le président Reagan fait de même. Quelques jours plus tard, M. Pickering avait vivement critiqué l'expulsion de huit Palestiniens. Mais l'Amérique n'a pas voulu priver l'Etat juif de cet accord, le plus beau des cadeaux d'anniversaire.

À la Théâtre de Jérusalem, dix personnalités méritantes reçoivent le « Prix d'Israël ». L'un des lauréats, le poète Haim Gouri, ne partage pas l'égresse générale, avouant son « déçchement ». « Chaque jour, dit-il, les nouvelles viennent nous frapper comme des bombes ». À l'extérieur du théâtre, une centaine de pacifistes brandissent des pancartes contestataires : « Quarante ans d'indépendance, vingt et un d'occupation ». Devant la résidence de M. Shamir, un petit groupe de nouveaux immigrants, en majorité américains, expriment, comme chaque jour depuis quatre mois, leur hostilité à la politique du gouvernement. Leurs banderoles citent Einstein et le Talmud. Hier, dans son communiqué numéro 14, la direction unifiée de l'« intifada » (soulèvement) appelait les Palestiniens des territoires à une nouvelle semaine de grève générale « pour venger Abou Jihad ».

En ce quarantième anniversaire, certains visiteurs étrangers ne sont pas passés inaperçus. Ainsi, dans une longue profession de foi publiée par le *Jerusalem Post*, le Théâtre du Soleil, qui a accepté de venir en Israël en ces temps troubles, affirme le double droit à l'existence de l'Etat juif et du peuple palestinien. « Israël et l'OPEP doivent se reconnaître mutuellement et négocier », ajoutent Ariane Mnouchkine et ses amis.

Il règne une tout autre ambiance dans les rues de Mea Shearim, le plus vieux quartier juif orthodoxe de la Jérusalem moderne. Cette année plus que les précédentes, on n'y exhibe le moindre drapeau, comme si ces cérémonies d'indépendance, dont aucun écho ne parvient jusqu'ici, avaient lieu sur une lointaine planète. Pour la majorité des orthodoxes, les résolutions antisionistes de la création de l'Etat d'Israël fut au mieux une divagation sacrilège de l'histoire, au pis, l'œuvre de Satan.

Même si beaucoup d'entre eux se sont aujourd'hui accommodés de cet Etat impie, en puisant d'ailleurs volontiers dans sa corne d'abondance, ils n'ont pas vraiment donné à ces sionistes trop laics d'avoir voulu forcer la main de Dieu au lieu d'attendre simplement le Messie rédempteur. Pourquoi pavoiseraient-ils ? Dans un communiqué de presse, la veille, portant la mention « Jérusalem, Palestine », la minuscule secte des Netouri Karta (les Gardiens de la cité) annonçait que ses adeptes « jeûneraient, se lamenteraient et enterreront les drapeaux bleus et blancs de cet Etat bédard ».

En cette fin de journée, il revient à l'armée, à qui Israël doit d'exister, de clore les cérémonies. Les troupes des chasseurs-bombardiers F-16, déchire à plusieurs reprises le ciel de Jérusalem. Dans le stade de Ramat-Gan, faubourg de Tel-Aviv, mille cinq cents soldats participent à une parade solennelle en présence de tous les chefs politiques et militaires du pays. Dans la soirée, les bulletins de la radio nationale restent longtemps cette journée du quarantième sous le signe du mot des territoires occupés. Les Israéliens ont voulu vivre entre eux leur anniversaire, oublier pendant vingt-quatre heures la révolte qui gronde à leurs portes. Demain viendra bien assez vite.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le rapprochement syro-palestinien

M. Kaddoumi : un dialogue « porteur d'espoir »

DAMAS
de notre envoyé spécial

« J'ai le plaisir de vous dire que le dialogue qui a duré quatre heures avec le vice-président syrien, M. Kaddoumi, est non seulement positif, mais porteur d'espoir et d'optimisme pour le retour à des relations normales. » Sortant du bureau du vice-président syrien, tard dans la nuit, entouré des quatre membres du comité central du Fath et de M. Hani el Hassan, conseiller politique du chef de la centrale palestinienne, M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, n'a pas caché, jeudi 21 avril, sa satisfaction. « Cela, a-t-il poursuivi, représente une nouvelle étape qui sera couronnée très prochainement par la présence de tous les frères à Damas, et à leur tête Abou Amr (Yasser Arafat), en vue d'appuyer la lutte des peuples palestiniens et arabes pour faire face à tous les projets qui mènent à la capitulation arabe ou bien à nier les droits nationaux du peuple palestinien. » Une phrase qui reprend quasiment mot pour mot le commentaire de Radio-Damas (le Monde du 22 avril) qui définissait la manière d'avoir de bonnes relations avec la Syrie.

À la question de savoir quand M. Arafat se rendrait à Damas, M. Kaddoumi a simplement répondu : « Le plus rapidement possible, car il n'y a aucun obstacle. » M. Kaddoumi a d'autre part affirmé que des « réunions syro-palestiniennes allaient se poursuivre ».

À l'indemnité des funérailles d'Abou Jihad à Damas, Syriens et Palestiniens n'ont, en tous les cas, pas perdu de temps pour renouer un

dialogue que chacun en définitive souhaite. Peu avant cette longue rencontre avec le vice-président syrien, M. Kaddoumi s'était aussi entretenu avec le ministre des affaires étrangères, M. Farouk Charrah.

Le fait que les deux réunions aient lieu avec des membres du Fath de M. Arafat, avec lequel le contentieux est le plus lourd, prouve la volonté de Damas d'aborder le problème de front. Il se fait pas de doute que la position de la Syrie face au plan de M. Shultz, approuvé totalement par l'OLP, a facilité les choses et permettra, peut-être, à défaut d'une réconciliation totale, une certaine forme de coopération syro-palestinienne, au moins dans la conjoncture présente.

Il ne semble toutefois pas que, en dépit du rapprochement en cours, une visite de M. Arafat à Damas soit prévisible dans un avenir très proche. De source diplomatique arabe, on estime que la « réconciliation » pourrait en fait se concrétiser lors du sommet arabe de juin à Alger.

FRANÇOISE CHIPAUX

● Abou Jihad : obsèques symboliques à Paris. — Un cortège funéraire symbolique est organisé, vendredi 22 avril, à 17 h 30, du métro Belleville au Père-Lachaise, à la mémoire d'Abou Jihad, à l'appel de plusieurs organisations palestiniennes et avec le soutien de l'Association France-Palestine, de l'Association médicale franco-palestinienne, de Perspectives judéo-arabes, d'Afrah-Saurat, de la CFDT Ile-de-France et de la Ligue communiste révolutionnaire.

La tension dans le Golfe

Les Etats-Unis envoient de nouveaux navires dans la région

Le Pentagone a annoncé, le jeudi 21 avril, le départ, la semaine prochaine, de treize navires de guerre américains pour le Golfe, où des accrochages ont opposé flottes américaine et iraniennes il y a quelques jours.

Cette annonce coïncide avec le réexamen en cours de l'engagement naval des Etats-Unis dans la région à la suite des incidents de lundi (deux plates-formes et trois navires iraniens détruits ou gravement endommagés).

Se refusant à toute spéculation sur le résultat de ce réexamen, un porte-parole du Pentagone a parlé, à propos du prochain départ de navires pour le Golfe, de simple rotation. Parmi les bâtiments qui quitteront la côte est des Etats-Unis, lundi et vendredi prochains, figurent le porte-avions *Forrestal* et ses sept navires d'escorte.

Par ailleurs, alors qu'on note une accalmie dans la « guerre des villes » que se livrent l'Iran et l'Irak depuis le 28 février, la radio iranienne a annoncé, jeudi, que les forces de Téhéran s'étaient « redéployées sur la rive orientale du Chott-el-Arab » à la suite de l'offensive irakienne sur Fao.

Cette annonce constitue la reconnaissance, pour la première fois par l'Iran, de la perte de la péninsule de Fao, que les gardiens de la révolution occupaient depuis un peu plus de deux ans. Les autorités de Bagdad n'ont, pour leur part, pas tardé à inviter des journalistes occidentaux, qui ont pu constater, depuis deux jours, que les forces irakiennes avaient totalement réoccupé les positions qu'elles avaient perdues en février 1986. — (AFP, Reuters.)

Le détournement du Boeing des Kuwait Airways

Les pirates auraient prévu de s'emparer d'un deuxième avion

Libérés la veille à Alger, les vingt-neuf personnes qui avaient été retenues en otages à bord du Boeing-747 des Kuwait Airways ont été accueillies en héros, jeudi 21 avril, au Koweït.

L'émir du Koweït, cheikh Jaber al Ahmed al Sabah, a donné l'accolade à chacun des otages, tous koweïtiens — dont trois membres de la famille régnante — alors que sept colombes étaient lâchées dans le ciel et que retentissaient les cuivres d'une fanfare militaire.

Selon l'*International Herald Tribune*, qui se réfère à des informations en provenance de Beyrouth, les pirates de l'air avaient prévu de s'emparer de deux avions au départ de Bangkok, le 5 avril.

Le quotidien en langue anglaise indique, dans son édition du vendredi 22 avril, que le projet concernant le détournement d'un deuxième appareil a été annulé après l'arrestation d'une autre équipe de pirates, au nombre de quatre, par la police thaïlandaise.

L'une des conditions pour la libération des derniers otages à Alger aurait été la garantie que les autorités de Bangkok relâchent discrètement ces quatre

hommes et leur accordent un sauf-conduit.

An cours des premiers jours qui ont suivi le détournement du Boeing koweïtien, diverses informations non confirmées avaient déjà fait état de l'arrestation d'une ou de plusieurs personnes liées aux pirates de l'air.

LIBAN

Un lieutenant-colonel américain menacé de « procès » par ses ravisseurs

Les ravisseurs d'un officier américain de l'ONU, le lieutenant-colonel William Richard Higgins, ont annoncé qu'il devait être défilé, le jeudi 21 avril, devant « le tribunal des opprimés qui doit le juger pour ses crimes » (le Monde du 22 avril).

Dans un communiqué dactylographié en arabe, remis au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'Organisation des opprimés dans le monde, qui avait revendiqué le rapt de l'officier américain, affirme que « l'interrogatoire avait pris fin jeudi, le criminel Higgins sera jugé jeudi pour espionnage, au profit de l'Amérique, des peuples libanais et palestiniens devant le tribunal des opprimés ».

Une photo en noir et blanc de l'officier américain de l'ONU (Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve en Palestine), enlevé le 17 février au Liban sud, est jointe au communiqué. Vêtu d'une vareuse sombre et d'un pantalon plus clair, le visage émacié, la tête baissée, le lieutenant-colonel Higgins semble fatigué et porte une barbe poivre et sel de plusieurs jours.

Le communiqué cite « deux chefs d'accusation : l'espionnage des peuples libanais et palestiniens au profit de l'Amérique criminelle, et la participation effective aux complots américains contre notre peuple musulman », et accuse l'officier américain d'avoir « supervisé une équipe du Pentagone pour lutter contre les organisations islamiques libanaises et palestiniennes [...] ».

collecté des informations et présenté des rapports sur la situation militaire au Liban sud, notamment sur les activités de la résistance anti-israélienne ».

Il soutient que le lieutenant-colonel Higgins faisait partie d'un « comité de coordination de la CIA, du Pentagone et du département d'Etat américain pour le Liban et la Palestine », et qu'« il planifiait la mise sur pied d'un réseau d'information au Liban sud ».

Les formations intégristes chiites pro-iraniennes au Liban, notamment le Hezbollah, avaient proclamé leur appui au rapt de l'officier américain, alors que le mouvement chiite pro-irakien Amal, qui contrôle la région où il a été enlevé, l'avait condamné et entrepris des recherches pour le retrouver.

L'Organisation des opprimés dans le monde s'était manifestée pour la première fois en 1985. Elle avait revendiqué le rapt puis l'exécution de neuf Libanais. Le 11 avril, elle avait menacé de tuer son otage si l'avion détourné des Kuwait Airways, qui était immobilisé à Larnaca (Chypre), était pris d'assaut. Ce détournement a pris fin mercredi, à Alger, par la libération des otages, alors que les pirates de l'air ont disparu.

À Washington, le porte-parole du département d'Etat a estimé, jeudi, qu'un éventuel procès du lieutenant-colonel William Higgins par ses ravisseurs au Liban serait « tout simplement grotesque ». — (AFP.)

Selon la police américaine

John Demjanjuk avait confessé sa culpabilité aux Etats-Unis avant son extradition

Kansas-City (AFP). — John Demjanjuk, reconnu coupable, lundi en Israël, de « crimes de guerre, crimes contre le peuple juif, crimes contre l'humanité » dans le camp de Treblinka (le Monde du 20 avril), avait confessé sa culpabilité il y a deux ans aux Etats-Unis, selon deux policiers américains. Celui qui avait été surnommé « l'homme du Tiroir » en raison de son système d'effarandage, mais qui s'était refait tranquillement une vie de mécanicien à Cleveland (Ohio) après la guerre, avait déclaré à MM. Lee Koury et Richard Schroeder, qui l'accompagnaient en Israël en février 1986 : « Ils ne comprennent pas. C'était la guerre. Je devais le faire ».

« C'était reconnaître sa culpabilité », a déclaré M. Koury. Mais je n'ai pas pensé grand-chose à l'époque. Je savais que Demjanjuk

s'était battu contre sa dénaturalisation et son extradition. « Il était clair pour moi que, lorsqu'il a réalisé qu'il parlait en Israël, il a accepté de se justifier de ce qu'il avait fait », a indiqué, pour sa part, M. Schroeder. « Il tentait de trouver une explication rationnelle » à son comportement, a-t-il estimé.

Deux jours après leur arrivée en Israël avec le prisonnier, les deux policiers américains ont été interrogés durant quatre heures par le procureur israélien chargé d'instruire l'affaire. Ce dernier, ont indiqué les deux hommes, les avait retenus comme témoins à charge — mais ils n'ont pas été appelés à la barre — et leur avait demandé de faire ces témoignages jusqu'à la fin du procès. La sentence de Demjanjuk sera annoncée lundi. Il risque la peine capitale. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Une vingtaine de soldats soviétiques auraient été tués

Une vingtaine de soldats soviétiques ont été tués, le 18 avril, par l'explosion d'une mine posée à 200 mètres d'une garnison militaire soviétique dans la région de Deust-Zay, dans la province orientale afghane de Nangarhar, a-t-on appris, jeudi 21 avril, auprès de la résistance afghane à Islamabad. Un ancien commandant du Hezbi Islami, l'une des fractions de la résistance, Auzabullah, qui s'était rallié en 1985 au régime prosoviétique de Kaboul et avait été nommé commandant dans la province de Nangarhar, a également annoncé la mort dans l'explosion.

D'autre part, selon la résistance, l'URSS a intensifié ses livraisons d'armes au régime afghan : l'arrivée à Jalalabad, la capitale de la province de Nangarhar, d'un convoi transportant une grande quantité d'armes et de munitions a notamment été signalée. L'URSS continue à fournir d'importantes livraisons d'armes aux villes afghanes se trouvant près de la frontière afghano-pakistanaise, et en particulier à Jalalabad, située à environ 100 kilomètres à l'est de Kaboul, tandis que les troupes soviétiques s'apprêtent à effectuer leur retrait d'Afghanistan à partir du 15 mai, conformément à l'accord signé à Genève. — (AFP.)

Mexique

Dangereux mais généreux gangsters

Sept gangsters ont pris la fuite, jeudi 21 avril, dans un camion blindé en emmenant des secouristes de la Croix-Rouge, après avoir attaqué une banque et retenu en otage une cinquantaine de personnes pendant plusieurs heures à Los Mochis (à 1500 kilomètres au nord-ouest de Mexico). C'est à la suite de longues négociations avec la police que les malfaiteurs ont finalement accepté cet accord. Avant de monter dans le véhicule mis à leur disposition, ils ont distribué des gros billets au millier de curieux qui étaient rassemblés autour de la banque.

Dès le début de l'affaire, les spectateurs avaient pris fait et cause pour les gangsters aux dépens des policiers. Ces derniers sont, en effet, accusés par les témoins d'être responsables de la fusillade qui a suivi le début de l'attaque et qui s'est soldée par cinq morts et quinze blessés. Quelques heures après le départ des malfaiteurs, la police a retrouvé dans les environs de Los Mochis le véhicule blindé et les membres — saisis et saufs — de la Croix-Rouge qui s'étaient portés volontaires pour garantir la fuite des gangsters. Un important dispositif a été mis en place sur toutes les routes du pays pour les retrouver. — (AFP.)

UNE GRANDE
HISTOIRE D'HUMOURUn tour du monde
de l'humour
à travers les âges.EDITIONS
ODILE JACOBALFRED SAUVY
AUX SOURCES
DE L'HUMOUR

372 pages ISBN 2-7331-0025-5 110 F

سكرا من الاموال

هكذا من الاحل

Afrique

AFRIQUE DU SUD : M. Pieter Botha renoue avec le réformisme

Des Noirs pourraient participer à l'élection du chef de l'Etat

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le jeudi 21 avril, devant le Parlement du Cap, le président Pieter Botha a proposé, à l'intention des Noirs qui ne dépendent pas des Bantoustans, soit de dix millions à douze millions d'individus, que « des dispositions » soient prises « pour leur participation politique à l'intérieur de la République ». M. Botha envisage une forme de gouvernement autonome régional qui permettrait ainsi à ces Noirs urbanisés d'avoir un droit de regard sur les affaires les concernant. Comment cela pourrait-il se faire ? Le Conseil national, organisme proposé il y a plus de trois ans et qui n'a toujours pas vu le jour en raison des réticences des leaders noirs à y participer, devrait, en principe, permettre de trouver des solutions.

Le chef de l'Etat a redit sa confiance dans cette structure de consultation qui pourrait s'appeler à l'avenir le « Grand Indaba » — Indaba signifiant réunion. Le président de la République estime que l'Afrique du Sud « est en train de mettre en place un système unique » qui emprunte « des éléments de la fédération et de la confédération [...] sur la base de l'exemple européen ». Ce processus de réforme, pour M. Botha, doit permettre « aux autres de partager les privilèges et les avantages d'une Afrique du Sud en développement ».

Le chef de l'Etat se propose, tout d'abord, de modifier la composition et les fonctions du conseil présidentiel. Non seulement son rôle doit être élargi à des domaines autres que législatif, mais les Noirs doivent y participer. Des Noirs doivent aussi être désignés dans les organismes exécutifs tels que les ministères, ainsi que dans le collège électoral chargé d'élire le président de la République. « Le président devient leur président », a déclaré M. Botha. Il n'est pas juste que nous leur disions simplement : voilà, c'est lui le président. »

Le chef de l'Etat a également l'intention de rétablir la fonction de

premier ministre — poste supprimé en 1983 — pour lui permettre de se dégager de tâches annexes envahissantes et de se consacrer entièrement à « des questions générales d'intérêt national ». Pour autant, M. Botha n'a pas l'intention dans l'immédiat de modifier à nouveau la Constitution adoptée par référendum de la communauté blanche. La réforme constitutionnelle ne sera à l'ordre du jour qu'en cas de consensus sur les améliorations à apporter à ce texte à l'issue des délibérations du Conseil national.

Le projet se résume à des idées dont certaines ne sont pas nouvelles, à une ébauche qui ne devrait aboutir que dans un avenir assez lointain, d'autant qu'elle va rencontrer une forte résistance de l'extrême droite (le Parti conservateur) en pleine ascension. « Si le peuple blanc ne se sent pas, c'est de sa responsabilité », avertit le président. S'il suit la voie de la confrontation, c'est son problème. « De toute façon, a-t-il souligné, nous continuerons ce que nous avons commencé parce que nous croyons que c'est juste ».

M. Botha a fait remarquer que le gouvernement avait été souvent accusé d'être peu clair en ce qui concerne le futur constitutionnel du pays. « Aucun des accusateurs, a-t-il répliqué, n'a un plan clair pour l'Afrique du Sud, à l'exception de ceux qui veulent soumettre le pays à une dictature étrangère. » Il a déploré que le sens du mot « apartheid » ait été répandu à travers le monde de manière déformée dans « un but de propagande pernicieuse ». « Si, a-t-il précisé, l'apartheid signifie domination politique d'une communauté sur une autre, l'exclusion d'une communauté du processus de décision politique, l'injustice dans les chances offertes à chacune d'elles, la discrimination raciale et l'atteinte à la dignité humaine, alors le gouvernement sud-africain partage le refus d'un tel concept. »

M. Botha a conclu par un appel « au calme, au rétablissement de l'équilibre et à la reconnaissance des droits respectifs de chacun ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

BURKINA : selon la FIDH

Plusieurs anciens collaborateurs de Thomas Sankara sont encore détenus sans jugement

M. Etienne Jandel, secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), s'est rendu au Burkina du 7 au 11 avril pour enquêter sur les arrestations opérées dans ce pays après l'assassinat de l'ancien président Sankara en octobre 1987. Au retour de ce voyage, il a rédigé un rapport dans lequel on lit notamment :

« En dépit des élargissements opérés à la fin du mois de mars dernier, plusieurs dizaines de personnes proches de l'ancien président Sankara sont encore détenues administrativement sans que des charges précises semblent être retenues à leur encontre. Certaines, emprisonnées depuis octobre 1987, n'ont pas même été interrogées. Les autorités affirment que ces détentions sont motivées par les besoins de l'enquête. »

« Plusieurs des accusations de torture et de mauvais traitements portées sur la personne des détenus ne peuvent être confirmées. Les anciens ministres et chefs militaires, rencontrés par le représentant de la FIDH, ont nié avoir été l'objet de sévices corporels et sous conditions humaines, compte tenu des conditions d'existence dans un pays en voie de développement. »

« Tel n'est pas le cas, par contre, des cadres de moins haut niveau, et en particulier de ceux actuellement détenus dans le camp de la gendarmerie à Ouagadougou, qui ont affirmé que plusieurs d'entre eux avaient été violemment frappés à coups de poing et de barre de fer et traités sur le ciment, ce qui avait occasionné de graves blessures. Plusieurs détenus auraient depuis lors disparu... Ces incidents déplorables remontent à la fin de 1987 et la situation semble en cours d'amélioration, les détenus restant toutefois très effrayés par le sort qui leur sera réservé. Les détenus libérés sont soumis à une surveillance constante et éprouvent un sentiment aigu d'insécurité. »

SÉNÉGAL : à l'ouverture du procès de M. Wade

Violents incidents à Dakar

Dakar. — Des incidents ont opposé de jeunes manifestants aux forces de l'ordre, jeudi 21 avril, dans le centre de Dakar, au moment où s'ouvrait le procès du chef de file de l'opposition, M. Abdoulaye Wade.

Les accrochages les plus violents ont eu lieu aux abords du palais de justice, protégé par un imposant dispositif policier pour maintenir les manifestants à distance. Les heurts se sont poursuivis jusque dans l'enceinte de l'hôpital Le Dantec, un des principaux établissements hospitaliers de Dakar. Dans les principales artères du quartier du Plateau, en plein centre de la capitale, de petits groupes de très jeunes manifestants criaient « Sopi » (« change-ment » en langue wolof) se formaient brièvement avant d'être dispersés par les forces de l'ordre à coups de grenades lacrymogènes. Plusieurs véhicules, notamment des voitures de l'administration, ont été incendiés.

Sur le plan judiciaire, le procès s'est ouvert devant la Cour de sûreté de l'Etat par un tir de barrage de la défense, qui a demandé et obtenu le renvoi de l'affaire au 25 avril. La défense — pas moins de trente-huit avocats sénégalais et étrangers se sont constitués — a estimé en effet qu'elle n'avait pu avoir accès en temps voulu à l'ensemble du dossier.

M. Wade, chef de Parti démocratique sénégalais (PDS), réélu député à l'Assemblée nationale, trois autres députés de son parti, MM. Ousmane Ngom, porte-parole du PDS, Boubacar Sall et Abdoulaye Faye, ainsi que quatre autres dirigeants ou sympathisants du PDS, sont inculpés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

Les chefs de file du PDS sont notamment accusés d'avoir été à l'origine, en lançant un appel à manifester un lendemain des élections présidentielles, des violents incidents qui ont éclaté le soir même du scrutin et amené le gouvernement à proclamer l'état d'urgence dans la région de Dakar, où il est toujours en vigueur. — (AFP.)

(Corresp.)

MOZAMBIQUE

Assassinat à Lisbonne d'un ancien chef de la résistance

Des circonstances mystérieuses entourant l'assassinat d'un ancien secrétaire général de la Renamo (résistance armée au régime mozambicain), Ewé Fernandes, dont le corps a été retrouvé, jeudi 21 avril, dans un bois situé aux environs de Lisbonne.

La disparition avait été rendue publique le 18 avril par sa femme. La veille, il aurait rencontré un agent des services secrets mozambicains en vue de la préparation d'une négociation de paix entre la Renamo et le gouvernement de Maputo. D'après M. Yvette Fernandes, une

telles réunion n'aurait été qu'un piège, et son mari aurait été enlevé. Sans exclure cette hypothèse, la police portugaise a orienté aussi ses recherches dans d'autres directions, notamment vers un règlement de comptes entre des factions rivales de la Renamo. Le pouvoir d'Ewé Fernandes au sein de la Renamo, notamment de sa direction militaire, était pratiquement nul depuis quelque temps. Il exerçait à Lisbonne la fonction de « chef du cabinet d'études » de l'organisation. — (Corresp.)

NIGÉRIA

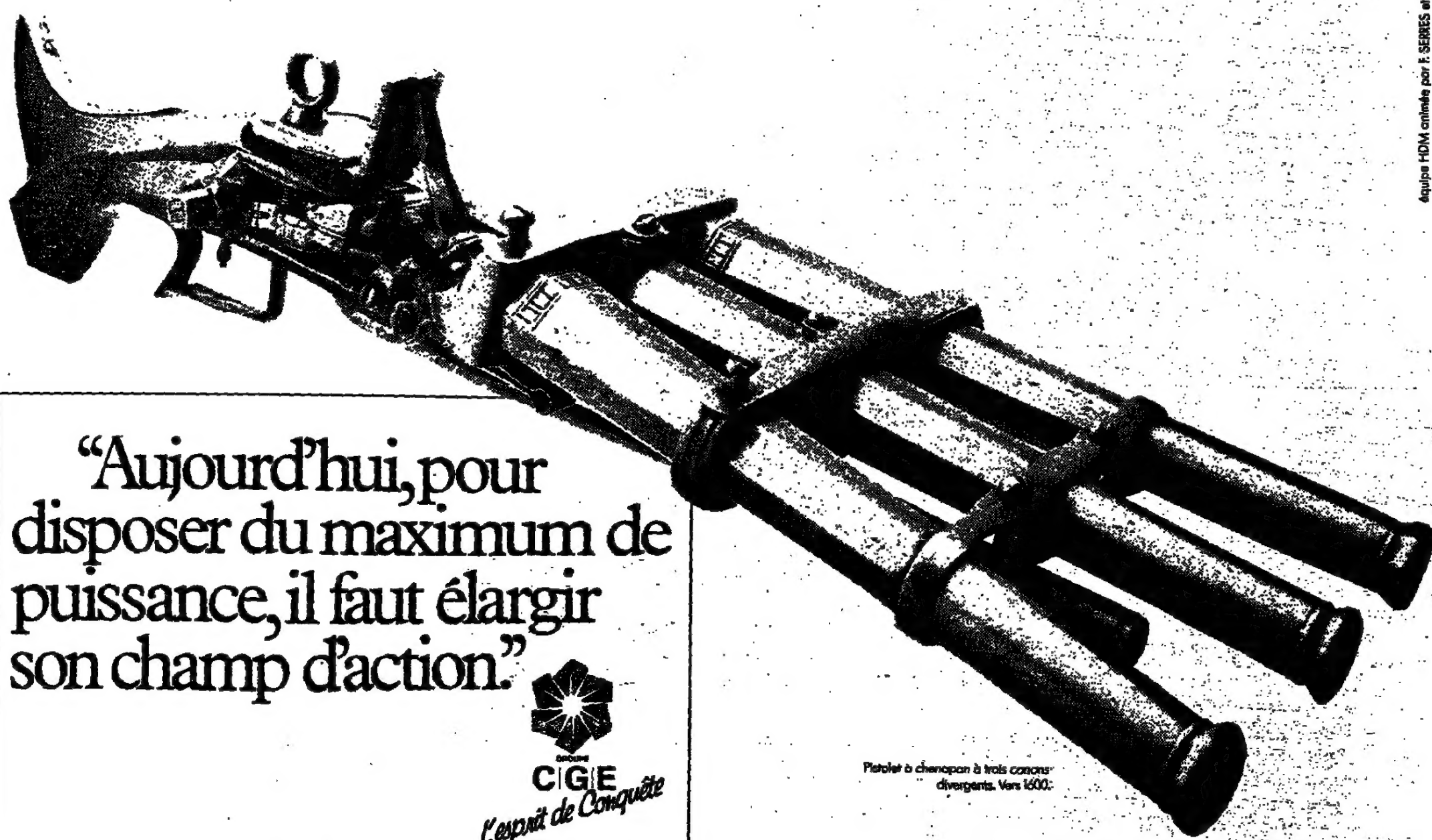
Les ministres nigériens soumis au test de dépistage du SIDA

Lagos. — Les vingt-quatre ministres du gouvernement nigérien ont tous été soumis, le jeudi 21 avril, au test de dépistage du SIDA à Lagos.

Avant l'ouverture du conseil des ministres, le président du Comité national consultatif pour le SIDA, le professeur Edin Essien, a effectué sur chaque ministre des prélèvements sanguins qui ont été confiés à un laboratoire d'analyse, indique la déclaration officielle.

Le président Ibrahim Babangida et le vice-président, le contre-amiral Augustus Aikhomu, ont été exemptés de ce contrôle, a-t-on toutefois précisé de source officielle. — (AFP.)

« M. Wade accusé de sympathies prolythiennes lors d'un procès en Gambie. — Le principal témoin à charge dans le procès des auteurs présumés d'une tentative de coup d'Etat prolythien en Gambie au mois de janvier a déclaré, jeudi 21 avril, que M. Wade avait eu des contacts avec des hauts responsables du régime de Tripoli pour renverser les gouvernements sénégalais et gambien. M. Foday Sanyang, dont le témoignage a duré quatre jours devant la Cour suprême de Banjul, a indiqué qu'il avait vécu quatre ans à Tripoli, de 1984 à 1988, avec M. Kuloi Sanbe Sanyang, l'auteur présumé d'une première tentative de coup d'Etat en Gambie en 1981, réfugié depuis dans la capitale libyenne. Il a affirmé qu'il avait été témoin l'an dernier d'une rencontre entre M. Wade, M. Kuloi et deux hauts responsables libyens. — (AFP.)



“Aujourd'hui, pour disposer du maximum de puissance, il faut élargir son champ d'action.”



CIGIE
L'esprit de Conquête

Aujourd'hui, être puissant ne suffit plus. Pour gagner dans la guerre économique, il faut savoir saisir les grandes opportunités. Celles qui ouvrent la porte d'un marché. Aujourd'hui, les hommes de la CIGIE partagent une même détermination : élargir, partout dans le monde, leur champ d'action.

Pistolet à chenapan à trois canons divergents. Vers 1600.

Amériques

ÉTATS-UNIS

La deuxième vie de Richard Nixon

Connaissez-vous l'oracle de Saddle-River, New-Jersey ? Rien de ce qui se dit ou se fait aujourd'hui en politique américaine qui n'en soit inspiré. La concurrence dans le domaine des idées est, il est vrai, féroce, et pour peu que quelqu'un, dans cette triste campagne électorale, se donne la peine de réfléchir, le voilà promu maître à penser. D'autant que cette pythie-là, a de solides références : ancien président américain et carreau d'une politique étrangère brillante qui mit fin à la guerre du Vietnam et ouvrit la première brèche diplomatique dans la grande muraille communiste de la Chine de Mao.

Nixon d'abord donc à ce que le « retraité » de Saddle-River, pimenté, à lui tout seul, de ses commentaires acérés les exploits des mornes prétendants à la Maison Blanche, il trouve le vice-président George Bush « dépourvu d'autonomie et de caractère », lui préférant le pasteur noir Jesse Jackson, à ses yeux « le meilleur candidat du siècle, tous partis confondus », mais voué à l'échec « en raison de ses positions trop radicales ». Et Richard Nixon de conclure : « La meilleure politique s'apparente à de la poésie, pas à de la prose. Jesse Jackson est un poète. Dukakis, une machine à fabriquer des mots... » Voilà qui est envoyé. Au lieu de se ficher, les candidats en redonnent, s'efforçant sans doute par le charme nécessairement sulfureux de qui prétend percer le secret des dieux. Et avec Nixon, l'odeur de soufre est persistante. Quatorze ans après le minable cambriolage du siège du Parti démocrate télévisé par la Maison Blanche, elle s'écoule toujours des sources du portique innombrable Watergate, à Washington.

Ce fameux 9 août 1974 qui vit la déchéance du président, lorsque, peu après midi, Gerald Ford, empêtré dans ses papiers, annonça : « Mes chers compatriotes américains, notre long cauchemar national est terminé », on crut le destin de Nixon scellé. « Tricky Dicky » avait fait sa dernière pirouette. De fait, à New-York, où il voulait s'installer, les copropriétaires d'un immeuble lui en refusèrent l'accès : ses amis prenaient leurs distances. Lui, du fond de son désert politi-

que, entretenait toujours une correspondance avec Brejnev et Mao, attendant son heure.

Elle viendra. Petit à petit. Et c'est en franc-tireur qu'il refait surface, objet de curiosité malicieuse tout d'abord : au soir du 4 mai 1977, cinquante-cinq millions d'Américains regardent la série télévisée de David Frost, dans laquelle le président déchu se laisse aller à évoquer Watergate, « ce fardeau qu'il portera jusqu'à la fin de ses jours ». Trois ans plus tard, celui que l'on croyait définitivement rangé dans les cartons — ou les poubelles (?) — de l'histoire, assiste à titre privé aux obsèques du chah d'Iran. L'année suivante, c'est officiellement cette fois qu'il accompagne, au sein de la délégation

américaine, le président égyptien Sadate à sa dernière demeure. Paradoxalement, c'est Jimmy Carter, ce moraliste sourcilieux, qui l'a en quelque sorte réintroduit dans la vie politique. Carter invite Nixon en janvier 1979 à un dîner d'État à la Maison Blanche en l'honneur du nouveau homme fort chinois Deng Xiaoping. Ensuite, c'est Alexander Haig, l'ancienne éminence grise du gouvernement Nixon, qui en prenant possession du département d'État, lors de la première élection de Ronald Reagan, entraîne dans son sillage l'ombre de son ancien patron. Dès lors, le téléphone fonc-

tionnaire à fond entre l'ex-président et les têtes pensantes de la nouvelle administration. D'autant plus que perplexes devant le manichéisme de Reagan en politique étrangère et sa façon de vouloir contre « l'empire du mal », nombreux sont ceux qui en dévorent les livres de l'ex-président n'ont pas tardé à voir la différence entre professionnalisme et amateurisme en la matière.

Consécration, il y a quatre ans, juste dix ans après Watergate, le Washington Post, qui avait été à l'origine de toute l'affaire écrivit : « Comparé à Reagan, Nixon est une cratée d'intelligence... » Et George McGovern, le chantre des libéraux démocrates, mis en déroute par Nixon en 1972, de

rester en retrait. Une « force tranquille » à l'américaine, dont on se félicite à l'avance qu'elle est trop marquée pour réclamer le pouvoir.

Du coup promu « tête pensante », presque conscience (un comble !) de l'Amérique, Nixon s'est refait une popularité. L'année dernière l'opéra de Houston (Texas) lui a consacré une œuvre, Nixon en Chine. Une belle occasion de jubiler pour l'ancien président : le seul personnage à être égaré dans cet opéra néoréaliste était son collaborateur et ennemi intime Henry Kissinger, caricaturé la langue pendante d'ambition... Au début du mois d'avril, Nixon invité à la prestigieuse émission politique « Meet the press », a pulvérisé les



« Quel qu'il ait pu être... il n'était pas ennuyeux. »

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

renchérit : « L'histoire se souviendra de vous comme de l'un de ceux qui ont le plus œuvré pour la paix en ce siècle. » Il est vrai que, au fil des ans et des « gâtes » (langage, Panamagate, etc.), le scandale initial en devient presque banal. Un brouet d'eau claire comparé au marjol boueux dans lequel — Edwin Hesse, ministre de la justice, en tête — se débat l'administration Reagan en butte à de nombreuses enquêtes de moralité.

Assurément, Richard Nixon a su parfaitement passer sa nouvelle image : celle d'un grand professionnel, réaliste et compétent. D'autant plus rassurant qu'il sait

records d'audience. Pour préparer cet événement, la chaîne NBC était allée jusqu'à l'annoncer sur une pleine page de publicité dans plusieurs journaux. Enfin le grand événement attendu ce printemps est la publication du nouveau livre de l'ancien président maudit : 1999, le victoire sans la guerre, à propos duquel, Nixon, qui prépare une tournée de débats à travers le pays, a bien voulu confier : « Ce n'est pas un retour en politique. Juste un message que je veux faire passer avant d'être trop vieux, l'histoire jugera... »

La course à l'investiture démocrate

M. Albert Gore met un terme à sa campagne

M. Albert Gore, qui tenait à ravir à John Kennedy le titre de plus jeune président de l'histoire des États-Unis, a annoncé, jeudi 21 avril, qu'il mettait un terme à sa campagne pour l'investiture démocrate. Dans une conférence de presse au Congrès, le sénateur du Tennessee, à peine âgé de quarante ans, a indiqué qu'il restait « techniquement dans la course afin de permettre à ses quelques quatre cent vingt-deux délégués de se rendre à la convention démocrate d'Atlanta en juillet pour y défendre ses positions politiques ». Se déclarant prêt à soutenir « celui des candidats démocrates qui obtiendra l'investiture », il a ajouté : « Le seul homme que je veuille stopper (...) est le candidat républicain George Bush ».

Sur un groupe initial de sept candidats démocrates, M. Gore s'était différencié de ses adversaires, tous libéraux à des degrés divers, en se présentant comme un modéré, surtout en politique étrangère, cela afin

de séduire l'électorat démocrate blanc du Sud, sa région d'origine, traditionnellement conservateur, qui, en 1980 et 1984, avait voté républicain à l'élection présidentielle. La primaire de New-York, le 19 avril dernier, où il avait mené une campagne maladroite mais vigoureuse pour se gagner le « vote juif », était sa dernière chance de remonter son handicap sur MM. Jackson et Dukakis. Malgré son abandon, M. Gore conserve néanmoins toutes ses chances de figurer sur le ticket démocrate à l'automne et surtout de faire valoir ses vues dans l'élaboration du programme du parti. C'est donc en tête à tête avec le pasteur noir Jesse Jackson et muni d'une avance considérable que le gouverneur du Massachusetts, Michael Dukakis, abordera la dernière ligne droite des primaires. Lundi 25 avril se tiendront les caucuses démocrates de l'Utah et, mardi 26, les primaires de Pennsylvanie. — (AFP.)

Diplomatie

La visite de M. Shultz à Moscou

Les chances de parvenir rapidement à un accord sur les armements stratégiques s'amenuisent

MOSCOU
de notre correspondant

Les possibilités que MM. Reagan et Gorbatchev soient à même de signer, lors de leur prochaine rencontre au sommet de la fin mai, un accord sur une réduction de 50 % des armements stratégiques vont s'amenuisant. Alors que le président américain déclarait, jeudi 21 avril, qu'il « ne semblait pas » que le projet de traité serait prêt à cette date, les deux journaux d'entretiens qu'entretient par téléphone à Moscou MM. Shultz et Chervomazne ne paraissent, en effet, pas devoir déboucher sur une percée en ce domaine.

Tout en déclarant que M. Shultz était venu « pour résoudre des problèmes et parvenir à des résultats », le porte-parole du département d'État, M. Redman, a ainsi souligné qu'il restait trois « principales » difficultés à surmonter : celles des missiles mobiles, des missiles de croisière montés sur avion et, surtout, des missiles de croisière embarqués sur des navires.

Quant au porte-parole du ministère soviétique des Affaires étrangères, M. Perfilov, il a essentiellement souligné les progrès accomplis depuis la reprise du dialogue entre les deux superpuissances et s'est contenté de noter qu'une « bonne atmosphère » présidait au début des actuelles discussions.

Sensible donc des deux côtés, ce mélange de réserve et de souriante sérénité tient à la vigueur de la volonté politique de parvenir à un accord et à la réalité des difficultés techniques auxquelles cette volonté se heurte. M. Reagan souhaiterait rester dans l'histoire comme le premier président américain à avoir signé un accord non plus seulement de limitation, mais de réduction des armes nucléaires stratégiques — c'est-à-dire menaçant les États-Unis. M. Gorbatchev, lui, n'aurait qu'inté-

ré à enregistrer un nouveau succès majeur de politique étrangère avant l'ouverture, fin juin, de la dix-neuvième conférence au cours de laquelle le parti devrait se prononcer sur des mesures de démocratisation politique.

L'un et l'autre doivent cependant tenir compte du fait que l'accord qu'ils cherchent à conclure n'a pas de précédent, puisque même le traité sur les missiles de moyenne portée qu'ils ont conclu en novembre dernier était beaucoup plus assés à mettre au point, dans la mesure où il s'agissait de l'abolition totale d'un type d'armes. Là, il s'agit, au contraire, d'une réduction de moitié, ce qui pose des problèmes de vérification extrêmement ardu. Outre que la sécurité de chacun des deux pays est en jeu, M. Gorbatchev doit compter avec ses militaires et ses opposants conservateurs, tandis que le président américain ne peut oublier, de son côté, que le Congrès ne ratifierait pas (on le voit avec le traité INF) un texte comportant la moindre zone d'incertitude.

Après un ultime entretien avec M. Chervomazne, M. Shultz devait être reçu, vendredi matin, par M. Gorbatchev. Un déblocage n'était pas totalement exclu, mais on s'attendait, à défaut, à quelques progrès sur les dossiers des conflits régionaux — notamment le Proche-Orient, où les deux superpuissances ont maintenant une volonté commune d'enclencher un processus de négociations.

BERNARD GUETTA.

Manifestants interpellés. — Une quarantaine de juifs soviétiques réclamant le droit à l'émigration ont été immédiatement interpellés lorsqu'ils ont tenté de manifester devant la bibliothèque Lénine, à Moscou, jeudi 21 avril, jour de l'arrivée du secrétaire d'État américain, M. George Shultz. — (AFP.)

La Chambre des représentants américaine a voté la loi sur le commerce

WASHINGTON
de notre correspondant

Couronnement de trois années d'efforts laborieux, la Chambre des représentants a voté, le jeudi 21 avril, à une écrasante majorité, une loi sur le commerce (Trade Bill) censée mettre de l'ordre dans les règles du jeu commercial entre les États-Unis et le reste du monde.

Le monumental texte de loi (il est épais de 14 pouces) a été débarrassé de ses dispositions clairement protectionnistes et devrait être approuvé sans difficulté par le Sénat, au début de la semaine prochaine. Mais il est assuré de se heurter ensuite au veto du président Reagan, et c'est alors que la véritable bataille fera rage : il s'agira de savoir si la Chambre comme au Sénat, les partisans de la nouvelle loi pourront réunir la majorité des deux tiers nécessaire pour surmonter le veto présidentiel.

Par un phénomène typiquement « washingtonien », cette bataille entre la Maison Blanche et le Congrès ne se livrera pas sur le terrain principal, celui des dispositions

régissant le commerce, mais sur un terrain annexé, à propos d'un texte qui n'a en fait rien à voir avec l'objet de la loi : l'obligation faite aux entreprises américaines qui veulent mettre un terme à leurs activités de prévenir leur personnel au moins deux mois à l'avance.

Cette disposition a été délibérément ajoutée à la loi par les démocrates, qui contestent la Chambre, pour tenter de forcer la main à l'administration et satisfaire les syndicats, pour le reste assez déçus par la relative « modération » du trade bill.

Obliquer les entreprises à faire connaître avec un préavis raisonnable leur intention de mettre la clé sous la porte est évidemment une innovation populaire dans un pays où le « business » ne fait pas de sentiment et où, dans certains cas, les employés sont avisés de la fermeture de leur usine par une pancarte placée sur la grille.

M. Reagan a annoncé de longue date qu'il s'opposerait à cette disposition — également rejetée par les chefs d'entreprise — et le seul moyen de la faire pour lui est

d'opposer son veto à l'ensemble de la loi. Cette dernière a été votée à la Chambre par 312 voix contre 107, bon nombre de républicains se joignant à la quasi-totalité des démocrates — un score qui laisse supposer que le veto du président pourrait être mis en échec.

Pour le reste, le président américain et avec lui les milieux économiques et une bonne partie de la presse estiment que la loi est bienvenue, parce qu'elle s'oppose aux pratiques commerciales « déloyales », du point de vue américain, tout en évitant de recourir au protectionnisme pur et simple — M. Reagan a toujours affirmé, et tout particulièrement après le krach de Wall Street, qu'il s'opposerait avec la dernière énergie à toute tentation de cet ordre.

De leur côté, les responsables démocrates, sensibles aux mises en garde des économistes et à la confiance de l'opinion — « éolée », ont considérablement modéré leurs objectifs en ce domaine. C'est ainsi que l'amendement Gephardt, du nom du candidat malheureux à l'investiture démocrate qui avait axé toute sa campagne sur des thèmes

protectionnistes, n'a pas été retenu. M. Gephardt voulait en fait contraindre les pays avec lesquels les États-Unis enregistrent un déficit commercial à s'ouvrir aux produits américains, de telle manière que l'équilibre soit rétabli.

Mais plusieurs autres dispositions, qui figurent, elles, dans le texte de loi, risquent de susciter bien des grincements de dents parmi les partisans des États-Unis, qui s'attribuent le droit de décider si telle ou telle subvention ou telle ou telle restriction aux importations, de la part de pays tiers, est ou non « déloyale » et de réagir en conséquence.

La loi prévoit aussi d'imposer des sanctions aux compagnies étrangères qui violent les lois de leur propre pays concernant l'exportation de matériels stratégiques. Et, contrairement à ce que souhaitait la Maison Blanche, elle comporte des sanctions spécifiques contre la firme japonaise Toshiba, coupable d'avoir fourni à l'URSS du matériel qui lui a permis de réduire notablement le bruit émis par les hélices de ses sous-marins.

JAN KRAUZE.

25 AU 30 AVRIL • PARIS-NORD VILLEPINTE

SICOB 88

LE LANGAGE DES AFFAIRES

25 avril. Jour J. SICOB 88, le Salon Européen des Technologies de Communication d'Entreprise. Un événement. Des exposants du monde entier dans le Parc d'Expositions le plus moderne d'Europe (117 000 m²). Un nouveau langage : innovation, savoir-faire, expérience professionnelle. SICOB 88 : Informatique, Télécom, Bureautique, Espace Bureau.

Conférences

25 avril. Sicob-Expansion. 1^{re} Journée Management et Informatique. 26-27 avril. Sicob-Le Monde Informatique. Convention Européenne des Télécom. 28 au 29 avril. Journées d'Informatique Administrative. 25 au 29 avril. Journées d'Études et d'Applications. 25-26 avril. Conférences Espace - Bureau. 25 au 29 avril. Sicob - Informatique Hebdo. Débats - Visites. 25 au 30 avril. Espace Carrières : Le Salon du Recrutement des Informaticiens avec Le Monde Informatique.

NUMÉRO 36.15 CODE SICOB 88

سكوب 88

سكنا من الاحول

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le remaniement technique du gouvernement n'affecte pas les équilibres politiques

Les autorités tchécoslovaques ont procédé, le jeudi 21 avril, à une refonte technique du gouvernement dont l'objectif essentiel paraît être de donner un peu plus de souplesse à l'activité de l'administration. Quatre postes de vice-premier ministre sur dix sont supprimés et cinq ministères techniques ont été fusionnés en deux grands ministères, celui de la métallurgie, du génie et du génie électrique, d'une part, des transports et de la télécommunication, d'autre part.

M. Lubomir Strougal, soixante-trois ans, auquel on prêtait depuis plusieurs mois l'intention de quitter ses fonctions en raison d'un désaccord sur le rythme des réformes, conserve son poste de chef du gouvernement, qu'il occupe depuis maintenant dix-huit ans. Les principaux ministères, notamment ceux des finances, de l'intérieur, des

affaires étrangères, n'ont pas davantage changé de titulaire. Ce remaniement met un terme provisoire à la lutte qui s'était engagée l'année dernière, à Prague, entre les partisans d'une réforme en profondeur du système économique et politique, d'une part, et ceux qui, au contraire, derrière M. Bilak, l'idéologue du parti, redoutent toute évolution trop brusque. Quatre mois après le remplacement à la tête du parti, en décembre dernier, de M. Gustav Husak (qui a conservé ses fonctions de chef de l'Etat) par M. Milos Jakes, force est de constater qu'on n'avance guère et que les différentes forces qui affrontent paraissent se paralyser entre elles.

Pas plus que celui du gouvernement, le remaniement intervient il y a quinze jours au sein des instances dirigeantes du parti n'ayant apporté

de changements significatifs. Calqué sur celui de la « perestroïka » soviétique, le discours sur la nécessité d'une réforme de l'économie apparaît aujourd'hui bien rodé. Les réformes prises dans la modernisation du pays ne sont niées par personne. Depuis des mois, les experts économiques du parti et du gouvernement préparent toute une série de réformes visant à donner plus d'indépendance aux entreprises d'Etat, à supprimer les gaspillages dans l'utilisation des ressources, notamment en énergie, et à dégraisser l'administration centrale. On annonce ainsi le redéploiement de 11 500 des 36 000 fonctionnaires qui peuplent aujourd'hui les couloirs des ministères.

Toute la question reste pourtant de savoir si l'on peut prétendre réformer l'économie en profondeur sans apporter également des réformes sur le plan politique. La

« perestroïka » sans la « glasnost » ? M. Strougal a d'ores et déjà annoncé qu'à l'occasion de la prestation de serment des membres du nouveau cabinet, vendredi, devant le président Gustav Husak, il demanderait « plus d'initiative », non seulement en matière économique mais aussi en matière politique, nous indique notre correspondant à Vienne, Waldemar Beryll. Il a reçu le soutien de M. Husak, qui a critiqué la « rigidité » des institutions et organisations de l'Etat et souligné que le pays « ne se trouve qu'au début de changements importants ».

Rien n'indique cependant que les soixantaines actuellement au pouvoir soient prêtes à prendre le moindre risque. Les durs du parti ont bien peur pour de recevoir une boîte de Pandore dont ils savent, par expérience, qu'elle est plus facile à ouvrir qu'à fermer.

H. de B.

URSS

Le «court repos ordinaire» de M. Ligatchev

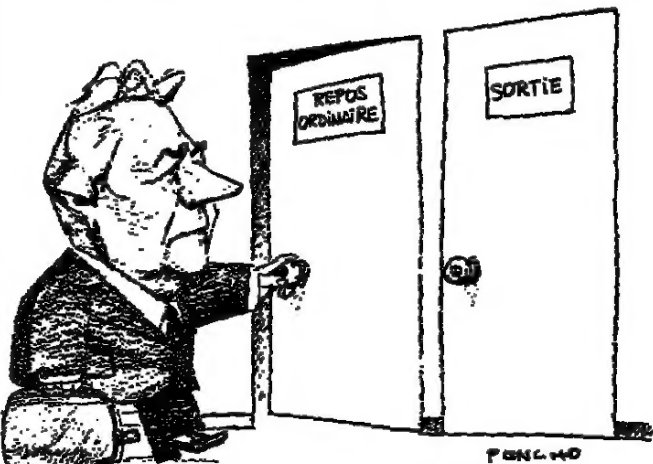
MOSCOU
de notre correspondant

Numéro deux du parti et espoir des conservateurs, M. Egor Ligatchev a-t-il ou non été récemment privé d'une part fondamentale de ses attributions — le contrôle de la presse et de l'idéologie ?

A en croire les rumeurs circulant dans Moscou et dont plusieurs quotidiens occidentaux

attaquent contre la « glasnost ». Cet article a été très fermement condamné depuis par la Pravda comme « plate-forme idéologique » des adversaires de la « perestroïka », et M. Ligatchev avait été auparavant blâmé par le bureau politique pour avoir incité d'autres journaux à le reproduire (le Monde des 7 et 22 avril).

Son autorité s'en est trouvée d'autant plus amoindrie que la publication de la réponse de la Pravda (c'est-à-dire, en l'occu-



viennent de faire état, la chose ne ferait pas de doute, et l'on en veut pour preuve que M. Ligatchev ne préside plus depuis plusieurs semaines la réunion hebdomadaire, au secrétariat du parti, des responsables des principaux journaux soviétiques.

A en croire, en revanche, le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, M. Perfilov, ces rumeurs sont dénuées de fondement, car il n'y a eu, vient-il de déclarer, « aucune redistribution des tâches » au sein de la direction du parti.

Ce qui est en tout cas sûr, c'est que M. Ligatchev traverse en ce moment une période difficile pour avoir prêté la main, le mois dernier, à la diffusion dans de nombreuses organisations du parti de l'article de *Sovetskaja Rossiâ* dans lequel les conservateurs avaient lancé une violente

rence, du bureau politique) à *Sovetskaja Rossiâ* a donné le signal d'une campagne de presse massive contre les conservateurs, et très largement conforté, par voie de conséquence, la position de M. Gorbatchev. Le contrôle des journaux et de la télévision a ainsi, de fait, échappé au numéro deux du parti qui n'était plus à même de peser sur leur contenu.

Pour autant, cela ne signifie pas obligatoirement que le bureau politique ait formellement retiré ses principes attribués à M. Ligatchev qui aurait, selon M. Perfilov, « tout simplement pris un court repos ordinaire ». Reste à voir si ce repos, qui n'a évidemment rien d'ordinaire, aura été le prélude à une totale dégringolade ou à une tentative de retour en force.

B. G.

ESPAGNE : le millénaire de la Catalogne

Une politique d'autonomie régionale réussie

BARCELONE
de notre envoyé spécial

La Catalogne a tout juste mille ans. C'est en 988, en effet, que le comte de Barcelone, Borrell II, décida de rompre le lien de vassalité qui le liait au royaume franc, donnant ainsi naissance à un nouvel Etat, sinon juridiquement indépendant, du moins formellement émancipé. Dans le reste de l'Espagne, la bataille de la reconquête entre chrétiens et musulmans faisait alors rage sur le plateau desséché de Castille.

Depuis, bien de l'eau a coulé sous les ponts de l'Ebre. Après dix siècles de lutte face à la Castille centraliste, la Catalogne semble avoir désormais consolidé cette autonomie maintes fois perdue et reconquise au long des avatars de l'Histoire. Il y a onze ans à peine, près d'un million de personnes descendaient dans les rues de Barcelone pour rappeler à Madrid que, une fois le franquisme disparu, la construction de l'Espagne démocratique ne serait pas complète tant que le droit à la différence régionale n'était pas reconnu à leur région. Deux ans plus tard était signé et approuvé par référendum le statut d'autonomie qui en définissait le cadre.

Aujourd'hui, le *Generalitat*, le gouvernement autonome catalan, dispose d'amples compétences dans des domaines aussi divers que la culture et l'éducation, la santé, l'aménagement du territoire ou l'agriculture. La police autonome a vu le jour, la télévision locale émet quatre-vingt-deux heures par semaine, exclusivement en catalan — une langue qui, tant à Barcelone que dans les campagnes, a largement récupéré le terrain qu'elle avait perdu face aux Castillans durant les quatre décennies de dictature franquiste. Un bilan d'autant plus appréciable qu'il n'est pas entaché, contrairement au cas du Pays basque, du péché originel de la violence.

Certes, les méfiances réciproques n'ont pas pour autant disparu entre la capitale espagnole et la capitale catalane. Les tensions qui ont marqué la préparation de ce millénaire sont d'ailleurs venues le rappeler. Ainsi, le gouvernement socialiste de Madrid a vivement reproché aux nationalistes catalans d'avoir voulu monopoliser cet événement historique en excluant de sa préparation les autres forces politiques. A Barcelone au contraire, certains milieux radicaux ont critiqué l'invitation faite au roi Juan Carlos en qui ils

voient toujours l'incarnation de la mainmise espagnole sur leur région. Le souverain devait prononcer le vendredi 22 avril le discours d'ouverture des cérémonies du millénaire qui se poursuivront durant plusieurs mois.

Au-delà des sensibilités liées au passé, les Catalans ont, toutefois, voulu placer cet anniversaire sous le signe d'un « grand dessein » lié au futur : celui de l'Europe. L'aspiration à la spécificité catalane et celle à l'intégration dans l'Europe ont toujours été, il est vrai, complémentaires. « Nous avons constitué de tout temps le corridor reliant l'Europe au reste de l'Espagne et c'est chez nous que les grands mouvements culturels européens se sont le mieux reflétés », souligne M. Joaquim Ferrer, ministre de la culture du gouvernement autonome catalan.

« L'histoire politique mais aussi économique de la Catalogne a toujours été liée à l'Europe : nous sommes les premiers en Espagne à avoir réalisé la révolution industrielle », rappelle M. Carlos Gasolà, député nationaliste catalan au Parlement européen.

Aussi, les Catalans veulent-ils rappeler à l'occasion de ce millénaire qu'ils entendent bien bénéficier d'une présence spécifique en Europe. Une présence qui, à leurs yeux, va tout à fait dans le sens de l'histoire économique de la Communauté. Comme le rappelle M. Josep Piqué, directeur général à l'industrie du gouvernement catalan, « l'axe de gravité du développement au sein de la CEE se déplace progressivement du Nord vers le Sud. La Méditerranée, du nord de l'Italie à la côte orientale de l'Espagne, devient le pôle dynamique par excellence et la Catalogne a donc toutes les chances de constituer l'une des grandes régions européennes de demain ».

THIERRY MALIMAK.

● ITALIE : confiances à M. De Mita. — Le gouvernement de coalition de M. Ciriaco De Mita (démocrate-chrétien) a obtenu, le jeudi 21 avril, la confiance de la chambre des députés par 336 voix contre 215 et deux abstentions. Tous les partis de la majorité gouvernementale (Démocratie chrétienne, socialistes, républicains, libéraux et sociaux-démocrates) ont voté en faveur du gouvernement, tandis que les formations de l'opposition (communistes, néofascistes, radicaux et écologistes) ont voté contre. Le gouvernement doit à présent se présenter devant le Sénat. — (AFP.)

Asie

Réformer, privatiser, démocratiser

Le communisme chinois et le poisson salé

(Suite de la première page.)

Trois semaines plus tard, comme se conclut la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, les Pékinois ont pu découvrir à leur place deux fresques réalistes les exhortant à édifier « une Chine socialiste forte, démocratique et civilisée ».

Socialisme ? Le régime vient d'introduire dans la Constitution la garantie que l'économie privée peut « exister et se développer dans les limites prescrites par la loi ». Ils étaient déjà, officiellement, vingt et un millions d'individus à travailler dans ce secteur fin 1987. La sacro-sainte propriété collective de la terre est également ébréchée : son « usage » peut désormais faire l'objet de transactions.

Mieux : le régime a fait une croix sur le dogme de l'infailibilité du représentant du parti, homme censé incarner à la fois l'avant-garde du prolétariat et l'omniscience collective des « masses populaires », en reconnaissant aux chefs d'entreprise le droit d'en savoir plus long, et d'en faire profiter le public. C'est le sens de sa réforme des entreprises industrielles d'Etat, mais, plus encore, on a eu soin de disposer d'imposants garde-fous dans l'affaire.

Cela, ce sont les symboles de la mort clinique. Autour, il y a le poisson. « Je suis marxiste-léniniste », a assuré le premier ministre Li Peng au cours d'une conférence de presse à l'issue de la session parlementaire, comme on lui demandait quelle était sa philosophie personnelle. Et d'insister aussi sur le fait que la « plus grande partie » des universitaires se reconnaissent dans cette idéologie, même si certains la remettent en cause explicitement. Mais, même cet homme, qui passe pour plus doctrinaire que d'autres, s'empresse d'ajouter : il faut « intégrer » le marxisme aux réalités chinoises.

Un ombilic freudien

Que reste-t-il donc, au fond ? Un régime autoritaire, une structure d'Etat héritée d'une lutte militaire, plaquée sur un pays épuisé, pauvre, surpeuplé, une société organisée selon les méthodes de Vladimir Ilitch. Secrètement, bien des gens pourraient au service du pays — ces « petites vis du communisme », comme disait Mao — souhaiterient que le régime soit dans la position où s'est trouvé le Kowmintang, vaincu, à son arrivée à Taïwan : pouvoir repartir de zéro. Certains, oubliant la dévastation du pouvoir républicain fondé par Sun Yat-sen, nous l'ont dit sans détour : « Ah, si nous avions eu le KMT ici... »

On ne refait pas l'histoire. Alors, que faire à présent de ce côté du détroit de Taïwan ? Les recettes que l'on voit se mettre en place depuis la fin 1987 sont de trois ordres. L'idéologie : conserver le plus petit dénominateur commun, l'« unique socialisme ». La pratique politique : introduire une dose homéopathique

de démocratie dans la machine, pour bloquer le virus de la contestation radicale. L'économie : réformer — plus ou moins vite, c'est là que les avis divergent.

C'est, et cela restera, par moments bien difficile. La démocratie s'est prise les pieds dans le tapis rouge du Palais du peuple à plusieurs reprises durant ces trois semaines de session parlementaire. Par exemple, quand le président de séance a prononcé l'adoption d'une résolution avant même de passer au scrutin, sous prétexte qu'aucun député n'avait émis d'objection. Devant l'hilarité non seulement de la presse occidentale mais, plus grave, de la plupart des trois mille députés, on ébaucha par un vote cet oubli freudien.

Ou encore, lorsqu'il apparut clairement que l'élection des plus hauts dignitaires de l'Etat allait susciter

des votes négatifs en nombre bien plus élevé que la poignée symbolique habituelle. On prit d'ailleurs les journalistes chinois et étrangers d'évacuer la salle et on s'abstint de publier le document des votes. Mais, pour rassurer la population, inquiète de Hongkong et le monde occidental, on laissa filtrer l'information de manière non officielle : il s'est bien passé ce qu'on prévoyait, plus de cent cinquante députés ont voté contre (par un « non » ou une abstention) le candidat au poste de chef de l'Etat, en raison de son âge, et d'autres noms pour d'autres fonctions ont recueilli des votes d'opposition plus nombreux encore.

Ce n'est plus, là, totalement du théâtre. Ce n'est pas non plus quand, devant le podium au siège encore M. Deng Xiaoping, une représentante de Hongkong, en pleine session plénière retransmise en direct à la télévision, s'inquiète

de lire dans le rapport de M. Li Peng « une phrase désagréable : l'influence corruptrice des idées libérales, féodales et capitalistes ». La jeune femme fit remarquer que la population qu'elle représentait vivait en régime capitaliste et entendait que cela continue.

C'est plus du théâtre, non plus, quand M. Li Peng se voit pressé de questions sur ses projets en matière de libéralisation de la presse, et que des dizaines de millions de télépectateurs le voient. C'est, bel et bien, un débat de démocratisation du régime. Comme le fait, sous le règne du Kowmintang à Taïwan, l'apparition timide d'une opposition parlementaire. Mais celle-ci ne faut pas le dire à la frêle cohorte des petits fonctionnaires, des bureaucrates qui n'ont, pour se maintenir, que l'arme du verbe idéologique et la légitimité du parti. Car ceux-ci seraient tentés de ressusciter le défunt.

FRANÇOIS DENON.

CORÉE DU SUD : la campagne pour les élections du 26 avril

La victoire du parti gouvernemental ne semble pas acquise

SÉOUL
de notre envoyé spécial

La loi électorale est devenue lettre morte, se lamentent les journaux, qui, quotidiennement, rapportent les ententes à peine déguisées dont elle fait l'objet de la part des candidats — de la majorité comme de l'opposition — aux élections générales du 26 avril. D'une brosse à dents et d'un tube de dentifrice à une montre électronique pour les candidats les plus riches, les cadeaux et les enveloppes d'argent de poche ne semblent pas le moindre des motivations des Coréens qui assistent aux réunions politiques. Les élections du 26 avril sont les premières à avoir lieu avec un candidat par circonscription (224). On a tenté de maintenir un système de représentation proportionnelle permettant au parti arrivant en tête d'obtenir un « bonus » de députés afin de consolider sa majorité.

Contrairement à ce que l'on pouvait penser au lendemain de l'élection de M. Roh Tae Woo à la présidence, la victoire du parti gouvernemental ne semble pas acquise. Au début de la campagne, le Parti pour la justice et la démocratie (PID, majorité) avait de fortes chances de remporter 125 sièges dans le vote direct. Bénéficiaire dans ce cas de 38 députés supplémentaires, il aurait pu obtenir 55 % des 299 sièges à l'Assemblée.

Le quotidien *Dong A* estime que le PID n'est, en réalité, assuré que de 87 sièges dans le vote direct et que 40 % des électeurs sont encore indecis. L'enjeu — le contrôle d'une Assemblée qui, selon la nouvelle Constitution, est appelée à jouer un rôle plus grand que par le passé — et le caractère très serré de la lutte ont donné à ces élections un tour particulièrement âpre et ont encouragé les adversaires à ne pas lâcher sur les moindres.

L'argent et la politique ont toujours fait bon ménage en Corée du Sud. C'est plus que jamais le cas aujourd'hui : on parle de quelque 700 milliards de wons (près de

1 milliard de dollars) en circulation pour cette campagne. Les caisses des partis ayant été assignées à blanc par l'élection présidentielle de décembre, la majorité comme l'opposition ont « ramassé » très cher (1 à 2 milliards de wons), à des industriels ou à des hommes d'affaires enrichis dans la spéculation foncière, le droit de figurer sur la liste des députés (75 au total), qui seront choisis à la proportionnelle. On comprend que l'opposition, qui a largement recouru à cette vente des « offices », ne se soit pas opposée au maintien de ce système.

Une opposition déconsolidée

Le PID bénéficie de l'offensive menée de M. Roh en vue de passer pour « un homme ordinaire ». Pour l'instant, à l'exception du maintien en prison d'un millier de détenus politiques, qui permet de douter de sa sincérité démocratique, on ne peut faire au nouveau président que des procès d'intention. L'arrestation du frère de son prédécesseur, accusé de corruption, a sans doute servi son image d'homme propre, mais elle fait aussi réfléchir.

Lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, M. Roh ignorait-il les dégoûtements de fonds du mouvement Saemaul auxquels se livrait le frère du président ? L'opposition demande à grands cris une enquête sur les malversations de la famille Chun : M. Kim Dae Jung a ainsi révélé que l'ex-président avait acheté pour lui et ses proches, deux Boeing-737 au prix de 75 millions de dollars chacun, afin de lui la Corée en cas de nécessité.

Assurément, le PID est servi par une opposition déconsolidée par le comportement des deux Kim (Dae Jung et Young Sam), dont le résultat a été la cause de son échec à l'élection présidentielle. Cette fois encore le Parti pour la réunification démocratique et le Parti pour la paix et la démocratie vont aux élections en rangs dispersés. Les deux Kim, contestés au sein même de leur fac-

tion, sont incontestablement en perte de vitesse. Mais la méfiance à l'égard du pouvoir n'en reste pas moins vive. Aussi toute une frange de la population, sans soutien les deux Kim, votera-t-elle pour leurs pairs en pensant qu'une opposition forte est le seul frein à un pouvoir qui, même dans des habits neufs, porte une part de l'héritage du régime précédent.

Un autre phénomène déstabilise le parti gouvernemental comme l'opposition : l'entrée dans l'ère politique de candidats ou de responsables syndicaux qui, auparavant, combattaient le pouvoir de l'exécutif. C'est le cas de M. Chae Jung Koo, un président du parti Haengyeon (« un seul pays »), ou de M. Chang Tae-Yun, emprisonné à la suite des émeutes de Incheon en 1985, qui se présente dans le quartier-ouvrier de Séoul, Kara, sur la liste du Parti des masses.

A Ulsan, ville-usine de la société Hyundai, M. Kim Jin Book, un syndicaliste emprisonné pour avoir mené une grève en septembre, se présente, lui, contre le fils du président de groupe, M. Chang Moon Jun. Comptant sur un électeur très circonscrit mais militant (Ulsan, par exemple, est à 80 % habitée par des ouvriers de Hyundai), de tels candidats ont de bonnes chances d'être élus.

Dernier facteur négatif pour le PID : le parti de M. Kim Jong Pil, ancien premier ministre de Park Chung Hee, le Nouveau Parti démocratique, est réapparu, présentant 181 candidats et vise quelque 20 sièges, plus essentiellement à la majorité parlementaire.

A Séoul, où 47 sièges sont à pourvoir, le PID sait qu'il a peu de chances : « Si nous avons 10 sièges, nous serons contents », nous dit l'un de ses membres. Un découpage électoral qui favorise les campagnes, plus faciles que les villes à encadrer par une bureaucratie mobilisée, comme d'habitude en faveur du parti gouvernemental, constitue un atout sérieux pour le PID.

PHILIPPE PONS.

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

L'enjeu pour le Front national : être admis dans la « cour des grands »

10 %, 11 %, 12 %... ? Le résultat de M. Jean-Marie Le Pen constitue l'un des enjeux de l'élection présidentielle. Le chef de file de la « droite nationale et populaire » semble d'ailleurs, en ce moment, flotter sur un petit nuage. Que de chemin parcouru depuis les maigres 0,74 % réalisés à l'élection présidentielle de 1974 ! Deux septennats plus tard, l'ancien député poujadiste plus ou moins exilé de son parti, comme le marque l'absence de la signature de son lieutenant, M. Jean-Pierre Stirbois, « c'est peut-être Chirac qui tient la clé de l'élection, mais c'est Le Pen qui a la serrure... ».

Si le chant du national-populisme parvient le 24 avril au soir à concourir sur son score 10 à 11 % des suffrages, il pourra se targuer d'avoir fixé son électoral sur l'échiquier politique.

Jusqu'à présent, en effet, le Front national avait bénéficié d'un exceptionnel enchaînement d'élections sans enjeux nationaux (municipales 1983, européennes 1984, cantonales 1985) couronnées par une proposition salvatrice au mois 1986. A cette date le FN était parvenu à récupérer sur sa gauche la partie d'une partie de son électoral de

droite de 1984 (hostile à la liste de M. Simon Veil). Si les urnes confirmaient, demain, la tendance indiquée par les sondages, il serait difficile à l'avenir de parler à propos du FN d'un phénomène courant d'extrême droite. Parvenu à briser le dernier obstacle du vote utile, M. Le Pen ferait ainsi la preuve de son installation dans une « cour des grands » désertée par le PCF. « Nous sommes indestructibles, assure M. Stirbois, parce que l'on ne représente pas une catégorie sociale professionnelle spécifique. Nous transcendons les courants comme le gaullisme l'a fait. » « Le mouvement que nous avons enclenché est d'une magnitude encore insoupçonnée », ajoute M. Le Pen.

Présentant un succès, jubilant à l'avance de se voir dans l'entre-deux-tours sous les feux de la rampe, le président du FN entretient laborieusement la suspense sur ses intentions vis-à-vis du candidat de droite qui restera en lice. Souffrant alternativement du froid et du chaud — « Chirac est un menteur et un balourd », s'insurge-t-il à Lyon ; « Nous avons des points communs », affirme-t-il ensuite au « Grand Jury RTL-le

Monde », — le député de Paris a maintenu la pression jusqu'au bout, tout en contraignant le premier ministre à se placer sur son terrain de prédilection : l'immigration.

Depuis plusieurs jours, M. Le Pen a imposé à ses proches une consigne stricte de silence afin de donner à sa déclaration du 1^{er} mai, faite à l'ombre de la statue de Jeanne d'Arc, la solennité qui assurera une bonne reprise médiatique.

Sans doute ne souhaite-t-il pas non plus se trouver confronté à des déclarations intempestives qui mettraient une nouvelle fois à jour les divergences qui existent au sein du FN entre les « faucons » et les « colombes ».

Compte tenu de la contrainte majeure qui pèse sur lui et qui lui impose, selon la formule de son directeur de campagne M. Bruno Mégret, de « ne pas courir le risque de porter le chapeau de la victoire de François Mitterrand », M. Le Pen n'a finalement le choix, pour le second tour, qu'entre trois attitudes : l'engagement de voter à titre personnel pour le candidat de la droite, le simple appel à battre le candidat de la gauche, le déstabilisateur clair et net en faveur du candi-

dat de la majorité resté en selle. Ayant décidé de ne pas suivre, sur la voie du « vote révolutionnaire », les « pousses » au crime de son parti, le président du FN devrait se cantonner à l'une de ces trois solutions. C'est à ce prix, espère-t-il, qu'il pourra, en cas de réélection de M. Mitterrand, sans être accusé de trahison, s'imposer comme le patron d'une « droite nationale en voie de régénéscence ».

Révisionnisme pas mort !

Mais une fois passée la première épreuve de vérité du premier tour, l'ex-candidat Le Pen devra en affronter une seconde le 8 mai : sera-t-il capable de mobiliser sur une consigne de vote son électoral hétérogène, nu par un réflexe protestataire ? L'expérience de l'élection cantonale partielle de Marseille de novembre 1987 avait révélé que la directive d'« abstention positive » lancée par M. Le Pen n'avait été que partiellement suivie, empêchant, comme cela était le souhait de M. Pascal Arrighi, député FN des Bouches-du-Rhône, la défaite de

M. Robert Assus (PR), le candidat soutenu par M. Jean-Claude Gaudin. La façon dont l'électorat de M. Le Pen se répartira sur les deux concurrents du 8 mai fournira une indication précieuse sur sa plus ou moins grande volatilité.

Autre interrogation : M. Le Pen parviendra-t-il à maintenir la ligne de conduite qu'il a adoptée depuis l'affaire du détail de septembre 1987 ? Tous les observateurs du FN s'accordent sur un point : non seulement M. Le Pen a changé de look, mais il a modifié son comportement. La presse n'est plus systématiquement attaquée dans les meetings (du moins par M. Le Pen et son entourage). Les journalistes qui le suivent sont surpris de trouver un homme qui a troqué l'agressivité verbale systématique pour une forme de détachement et d'humour. Jusqu'aux attaques de son ex-épouse qui, loin de l'affaiblir, se sont plutôt retournées contre l'expéditive.

Le pourfendeur patenté a su habilement moduler son image en fonction de ses publics et faire presque oublier ses « coups de sang ». Pourtant, l'homme reste le même, notamment dans sa propension à réécrire l'histoire, tout spécialement celle de

la deuxième guerre mondiale. Comment, en effet, interpréter autrement que comme un bel exemple de « révisionnisme » ce propos tenu le 6 avril à Strasbourg, devant cinq cents jeunes nationalistes européens (Le Monde du 8 avril) ? « Il ne faut pas craindre d'affirmer que les responsabilités dans le déclenchement [...] de la seconde guerre mondiale furent partagées. Ayons le courage de dire que les uns et les autres n'eurent pas l'exclusivité du bon droit et de l'héroïsme. »

Ce type de propos est tout à fait révélateur de l'idéologie véhiculée au sommet et dans les instances dirigeantes du FN, au sein desquelles les vieux « frontistes » sont surréprésentés par rapport aux « élites-vitrines » qui ont rallié le FN à partir de 1984-1986. Certaines de ces dernières, estimant que c'est grâce à elles que le Front national est parvenu à améliorer son image de marque, militent pour un *aggiornamento* interne du parti. Ce sera l'enjeu du prochain congrès du FN qui devrait se réunir en octobre et novembre pour renouveler toutes les instances dirigeantes.

PIERRE SERVANT.

Au Zénith

M. Le Pen dénonce « la connivence » entre M. Mitterrand et M. Chirac

Huit à neuf mille personnes se sont rassemblées, le jeudi 21 avril, au Zénith à Paris, pour le dernier meeting de M. Jean-Marie Le Pen. Un public enthousiaste et fervent qui a très longuement salué son « chef ». En première partie, une évocation patriotique des grandes heures militaires de la France a fait vibrer cette salle où les jeunes militants nationalistes (étudiants de droite d'Assas et du Cercle national de Sciences-Po notamment) ont donné le ton. La prise d'Alger en 1830 est saluée par une bordée d'applaudissements. « Algérie française. » « A l'applaudissement, Jeanne d'Arc et Napoléon sont au comble à coudre, Pétales les suit de près. Pas un mot sur la Résistance, ni sur de Gaulle. L'Indochine et l'Algérie sont magnifiques. Communistes assassins !, crie la foule. Sur les écrans défilent les images « des héros rouges de la bataille d'Alger ». Harle-

ments. Un seul nom est cité : celui du général Raoul Salan, chef de file des putschistes d'avril 1961. Sa photo reste fixée plusieurs secondes sur les écrans géants. Quelques images plus tard, c'est celle de Jean-Marie Le Pen qui apparaît dans un tonnerre d'applaudissements tandis que les « Le Pen, Le Pen » s'enflent.

Le second volet, sur le thème « Quelle est belle, la France », remporte le même succès. Le président du FN encadré par MM. Stirbois et Mégret regarde avec ravissement défilé les images de cathédrales, de terroirs, de lacs. Mais les éclairs s'embrassent le ciel : le communisme soviétique et le socialisme menacent la douce France. « Les lobbies préparent l'invasion. La gauche était le parti de l'étranger, c'est aujourd'hui le parti des étrangers ! »

M. Le Pen a tout d'abord salué « cette vieille terre de France » qu'il veut préserver de « l'invasion étrangère ». « Nous sommes porteurs de cette tradition humaniste et chrétienne qui a forgé le visage d'un pays et d'un continent. » Pour cette « vieille d'armes » avant le premier tour, le président du FN a exhorté ses troupes à la mobilisation. Il a ensuite dénoncé l'alliance tacite qui unirait depuis longtemps MM. François Mitterrand et Jacques Chirac. « Ils ont même instauré un débat

sur le débat [entre les deux tours] qui pourrait déboucher sur un autre débat dont ils débattent en débattant qu'ils sont. (...) Ils sont les complices de la même connivence qui lie, depuis plusieurs décennies, la bande des quatre. Ce que je reproche à la droite, ce n'est pas d'avoir combattu son adversaire, c'est d'avoir comploté avec lui. La droite souffre d'un complexe de culpabilité. »

Le président du FN a admis que le socialisme avait pu, « à une époque lointaine », être le parti de la

justice sociale, mais « le Parti socialiste est devenu le parti des privilégiés et ses leaders parlent comme s'ils étaient des ducs et des pairs ». « Mitterrand, fous le camp ! », scandie la salle. Au passage, M. Le Pen fait saluer la présence de M. Jean-Louis Tixier-Vignancourt dont il fit la campagne en 1965.

« L'impudence est la plus cardinale des erreurs, a-t-il conclu, après avoir dénoncé longuement l'immigration. Haro sur les impudents, partout, mais spécialement à la tête des pays ! », a lancé M. Le Pen.

EN BREF

• Un appel de syndicalistes pour « battre la droite ». — Mille militants syndicalistes, provenant de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN et de différents syndicats autonomes, ont lancé un appel « objectif 88 : battre la droite ». Affirmant représenter des sensibilités politiques diverses — socialistes, communistes, écologistes, « jacobines », — ces militants portent pour la plupart une « appréciation critique du bilan des gouvernements de gauche entre 1981 et 1986 » mais refusent de « mettre un trait d'égalité » avec la politique libérale qui défend une « conception de la société incompatible avec les buts que poursuit le mouvement syndical ».

• Bois-Colombes accueille M. Mychaleysyn. — M. Jean-François Probst (RPR), maire de Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), a décidé d'empêcher comme maçon dans les services municipaux de sa commune, M. Victor Mychaleysyn. Ce dernier, qui vient de quitter l'URSS après y avoir vécu quarante-sept ans, contre son gré, se voit également proposer un logement.

• RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article expliquant les modalités du vote par procuration, publié dans nos éditions du 21 avril. L'électeur souhaitant utiliser cette procédure n'est pas obligé de présenter sa carte d'électeur, contrairement à ce que nous indiquions, et peut ne produire qu'une pièce d'identité et une pièce justifiant son empêchement de participer au vote.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« Selon arrêt du 22-9-87 (C.A. Nîmes), C. Dardun et Y. Morard sont solidairement condamnés pour reproduction non autorisée et malgré des mises en garde du Destin d'A. Dubont « La Part de Caron », payer à M. J.-L. Dubont 10.000 F de dommages-intérêts et 10.000 F pour art. 475-1 du CPP. »

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356



Diane KELDER
Les Sources
du XX^e siècle
Un éblouissant
panorama
du foisonnement
complexe des styles
issus de
l'impressionnisme.

Un volume relié pleine
toile au format
33 x 29 cm, 384 pages,
296 illustrations en
couleurs, 280 illustrations
en noir et blanc, 720 F

ODOUL AGENT DE
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

24 AVRIL 88

19^H50

LA GRANDE SOIRÉE DES ÉLECTIONS C'EST SUR

TF1

AVEC
RTL **LE POINT**

Animée par P. Polvre d'Arvor avec M. Cottia, J. Duquesne, O. Mazerolle, la grande soirée spéciale élections sera retransmise simultanément sur RTL, et dès 20 heures, les réactions des personnalités qui comptent, les commentaires les plus « à chaud » autour de tables rondes. Vous pourrez retrouver tous les résultats détaillés dans le Point dès Mardi 26 Avril.

88

ÉLYSÉE

حزب الناجل

هكذا من الامل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Au « Grand Jury RTL - Le Monde »

A Cergy-Pontoise

« L'ouverture devra être grande à l'égard des hommes et des idées » souligne M. François Mitterrand

Invité, le jeudi 21 avril, du « Grand Jury RTL - Le Monde », M. François Mitterrand a affirmé, à propos de son attitude s'il gagnait l'élection présidentielle : « Je nommerai un premier ministre et ce premier ministre aura pour mission initiale à la fois de former un gouvernement dans les jours qui suivront - j'ai dit que tout cela ne devait pas durer une semaine - et puis aussi de me dire : l'estime que je peux mener à bien la mission que vous m'avez confiée ou bien je ne peux pas. C'est à lui de voir, c'est à lui de répondre. S'il ne peut pas, eh bien je dissoudrai l'Assemblée nationale. Quant à la manière dont il s'y prendra, dont réagira les groupes politiques, moi je l'ignore. Je ne veux d'ailleurs pas perdre mon temps à l'imaginer (...).

« Moi, je ne suis pas pressé du tout. Le gouvernement en question se mettra au travail. Si les réponses ne sont pas claires au mois de juin, il faudra qu'elles le deviennent pendant l'été, mais je ne compte pas du tout déranger les Français pendant les vacances. »

A propos de l'hypothèse de construction d'une nouvelle coalition majoritaire, M. Mitterrand a précisé : « J'ai été l'Union de la gauche et j'ai conduit. Je n'ai jamais trahi mes engagements et je n'ai jamais renié cette action qui m'a paru fondamentale dans l'évolution de la politique française de l'après-guerre. Mais il y a les réalités. Vont les commissions comme moi. Cette union s'est malheureusement brisée en 1984, enfin - brisée on s'est éloigné - et les dispositions politiques mutuelles des formations politiques qui s'étaient associées sont telles qu'on ne peut pas, en effet, organiser une ouverture du type parlementaire qui suffirait d'ailleurs, vraisemblablement, à assurer la stabilité d'une majorité. Mais pourquoi parler des partis ou d'un sujet que je n'aborde pas, absolument pas. Le premier ministre désigné sera et les députés qui sont là, qui sont en majorité d'ailleurs, sont pressés d'aborder ce gouvernement, ou bien s'ils veulent différer l'exécution. Un gouvernement, vous savez, d'après la Constitution dans certaines de ses modalités fort utiles, il faudrait qu'il ait une majorité pour en voter la censure. (...)

Le gouvernement, sous mon autorité, aura pour mission d'exécuter sa politique. Son ouverture devra être grande à l'égard des hommes et des idées compatibles avec la direction générale de mes options présidentielles, donc ne montrant aucun sectarisme. Il n'en reste pas moins qu'il faut avoir beaucoup de fermeté dans ses projets et dans ses idées. Donc, ce gouvernement ne devra pas du tout se soumettre à l'hypothétique hostilité de cette Assemblée nationale. (...)

Ce qui est vrai, c'est que dans toute l'histoire de la République, sauf en 1981, il y a toujours eu des gouvernements de coalition. Je ne donne pas là ma préférence. Je dis que cela se passe comme cela et que mon rôle est d'en tenir compte. »

Interrogé sur les questions de société, le président-candidat a réaffirmé qu'il est personnellement favorable au vote des immigrés aux élections municipales, mais « cela ne va pas jusqu'à estimer qu'il devrait y avoir éligibilité, qui, au demeurant (...) serait contraire à la Constitution ».

M. Mitterrand s'est déclaré, à propos du code de la nationalité, en désaccord avec la proposition de la commission des sages visant à ce que les enfants nés en France de parents étrangers aient à en faire la demande s'ils veulent devenir français. « Je pense, a souligné M. Mitterrand, que les enfants d'immigrés sont français. Il est exact que notre code actuel de la nationalité dit que c'est à dix-huit ans (...) je trouve que ce serait encore mieux (qu'ils soient considérés) comme français dès le point de départ. Donc, je ne suis absolument pas le comité des sages dans cette proposition. »

« Pas de budget tabou »

Interrogé sur la possibilité de réduire les crédits militaires pour augmenter le budget de l'éducation nationale et de la recherche, le président a répondu : « En dehors (du) budget de l'éducation nationale et (du) celui de la recherche, je pense qu'il n'y a pas de budget tabou. Quant à la proposition, émise par M. Michel Rocard, de confier l'éducation nationale au premier ministre, le président-candidat a répondu : « C'est une idée séduisante, mais une pratique difficile. (...) De cette bonne idée, on doit retenir le meilleur, c'est-à-dire que le ministre de l'éducation nationale, quelle que soit sa personne et par rapport au premier ministre, devrait vraiment se situer au sommet de la hiérarchie pour qu'il puisse être entendu au conseil des ministres et disposer d'une autorité personnelle, morale et de fonction, qui lui permette d'obtenir raison, ce qui n'est pas toujours le cas. »

M. Mitterrand a remarqué, au sujet de la querelle de l'enseignement privé, qu'il n'a, depuis 1985 et les mesures prises par M. Chevènement, « plus jamais entendu parler de cette affaire ». « Mais, a-t-il ajouté, elle est sous-jacente, tout responsable politique devra penser aux termes de cette forme de conciliation nationale que je souhaite. »

A propos du rôle de la force de dissuasion française et de la doctrine militaire de la France, M. Mitterrand a affirmé avec force : « L'estime qu'il n'y a pas de riposte graduée pour la France et que le problème n'est pas de savoir de quelle manière on gagnerait la guerre - le problème est de ne pas la faire, - et que la dissuasion a pour seul objet - mais quel objet ! - de faire que la guerre n'ait pas lieu. (...) Toute confusion sur ce point sera combattue par moi et c'est parce que j'ai constaté cette évolution des esprits et des déclarations imprudentes au cours de la dernière législature que je considère que mon devoir est de maintenir ferme la conception de la dissuasion nucléaire. »

M. Chirac s'affirme « sincère » dans le refus du racisme et « rigoureux » dans celui de l'immigration clandestine

M. Jacques Chirac estime que l'audience du Front national tend à s'accroître et que cette progression résulte du fait que certaines valeurs paraissent, à ceux qui leur sont attachés, notamment parmi les jeunes, ne plus être défendues. Selon lui, la droite traditionnelle est rejetée, par ces électeurs, dans le même sac que la gauche en raison de l'incapacité qu'ils lui reprochent de se saisir des « vrais » problèmes, de privilégier ou de rétablir des principes, des références, dont l'ignorance ou le mépris, dans la société d'aujourd'hui, assombrirait leur existence.

Aussi la dernière réunion publique, avant le premier tour, du candidat du RPR, organisée à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), a-t-elle été l'occasion, pour lui, de faire « acte de foi » dans certaines de ces valeurs et de dénoncer « l'air du temps », qui favorise le « degré zéro de la pensée dirigée en système ». Il ne s'agit nullement, pour M. Chirac, de dissuader. La construction du « degré zéro », a-t-il dit, « sert, bien entendu, les intérêts d'un parti et ceux d'un candidat », celui qui, dans sa Lettre à tous les Français, confie qu'il a « toujours envie de répondre à la fois oui et non » (1) et qu'il n'a rien de mieux à proposer au pays que de le conduire « en gardant au mieux les déceptions de sa famille politique ».

Jugent que l'on ne peut rassembler les Français « sur du flon, du bavillard, du silence, même si le vide a toujours exercé une attraction sur certains », le premier ministre a déclaré que « le rejet, souvent justifié, des idéologies » ne doit pas entraîner « la renouement à tout idéal », et il s'est mis en devoir d'exposer le sien.

Affirmant sa foi en l'homme, M. Chirac s'est déclaré résolu à lutter contre « les inégalités, l'exclusion, l'injustice », en voulant, socialement, de « l'inégalité devant l'emploi », de « l'inégalité devant la formation », de celle qui frappe les personnes âgées ou handicapées et, enfin, une « autre injustice, insupportable, par laquelle des hommes et des femmes se trouvent en situation d'exclusion en raison - le croirions-nous, à notre époque ! - de leur religion ou de la couleur de leur peau ».

« Je n'ai cessé, a-t-il déclaré, de lutter contre le racisme sous toutes ses formes, cette déviation si étonnante à notre esprit national et si contraire à toute la pensée du général de Gaulle. Le premier ministre a indiqué que le gouvernement avait voulu à une application plus stricte des lois réprimant le racisme et que les droits de l'homme feront, désormais, l'objet d'un enseignement dans les lycées. « Mais, pour moi, a-t-il

ajouté, ce combat pour la dignité et la justice ne doit, en aucun cas, être synonyme de laxisme et de lâcheté - faire dans bien des domaines et, notamment, dans celui de l'immigration ».

Les roses fanées

Pour M. Chirac, « il est essentiel que les étrangers régulièrement installés sur notre sol, et qui vivent parmi nous en respectant nos droits et nos coutumes, soient respectés, et que soit facilitée leur insertion dans notre communauté nationale, qui s'est nourrie d'apports successifs ». « Mais il est également essentiel, a-t-il continué, dans l'histoire même des immigrés, que nos frontières ne soient pas ouvertes à tous les vents, comme elles l'ont été à partir de 1981. (...) Je revendique une rigueur en matière d'immigration comme je revendique la stabilité de mon combat contre le racisme. (...) La France ne doit être ni un moulin à une chandelle. »

Cette déclaration témoigne d'une évolution sensible par rapport aux propos antérieurs de M. Chirac sur cette question, puisque le racisme est considéré, cette fois, non pas comme une abstraction, mais comme une de ces « exclusions » bien réelles existant dans la société et contre lesquelles le candidat du RPR se promet de lutter, et puisque,

cette fois, le premier ministre ne fait suivre sa condamnation du racisme d'aucune marque de « compréhension » pour ceux qui s'y laissent aller.

Après avoir expliqué son refus du droit de vote des étrangers aux élections locales, proposé par M. François Mitterrand, M. Chirac s'est posé, face à ce dernier, en « vrai partisan de l'Europe », puis il a dénoncé « l'équivoque » et le « double langage » du candidat socialiste. « Les roses de ses discours sont-elles si fanées qu'il mette tant de soin à les distiller ? », a-t-il demandé en deux-ques-alexandrins.

Ouverte à 19 heures, afin de pouvoir accéder aux journaux télévisés de grande écoute, la réunion de Cergy-Pontoise, à laquelle assistait, notamment, M. Pierre Salvi, sénateur (CDS), président du conseil général de l'Eure, n'avait pas été prévue initialement. C'est à la fin de la semaine dernière que le premier ministre avait jugé nécessaire de réunir une fois encore ses partisans dans la région parisienne, une de celles où va se jouer l'élection.

P.J.

(1) M. Mitterrand répond ainsi, dans un passage de sa Lettre, à la question de savoir si « droite et gauche sont des notions qui signifient encore quelque chose ».

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

E H bien, voilà l'ard comencée, du fait de l'absence prolongée du principal protagoniste, la première partie de la plus grande fête démocratique de la République s'achève. Quelque réserve qui soit faite sur l'extravagance personnelle du scrutin, c'est le régime de la V^e République qui veut cela.

Quelques accents encore, après que ces lignes auront paru, allocations, discours ou adresses, et les des conviendront de rouler. Que reste-t-il de cette partie de campagne ? Une impression de longueur que n'ont pas compensée le seul vrai débat qui se soit fait jour et celui, non moins authentique, qu'a débouché un seul candidat mais qu'ont refusé tous les autres.

L'impression de longueur - en quoi M. Mitterrand avait raison de se faire attendre - était inévitable et n'a pas de quoi étonner. Dans un pays où, au-delà des péripéties de l'histoire, la démocratie démocratique est taboue, il n'y a plus grand-chose à proposer pour accroître cette opulence.

Ce n'est pas pour rien, au contraire, que, plus ou moins exprimée à droite, prudemment mais constamment, la question s'est posée en termes de restriction : remettre en question le principe du SMIC, rogner sur les textes protégeant du licenciement, composer avec ceux qui organisent les conditions de travail.

Ainsi a été donnée, sous forme de leçon de choses, une image qui inquiète pour longtemps. Les chameaux du libéralisme économique ont déshonoré les apôtres défunts et parfois martyrs du libéralisme politique.

L'exaltation de la loi du plus fort (autrefois appelée « loi du marché ») n'a en effet que peu à voir avec les grandes tentes de liberté qui s'élevaient alors que le monarche régnait encore (abolition de la torture, droit civil reconnu aux protestants et aux juifs). Il n'y a pas lieu de confondre les anti-ques sociétés anti-esclavagistes et le moderne CNPF.

C'est pourquoi M. Mitterrand aura davantage paré du maintien des droits sociaux que de leur développement. Les lois nouvelles sont aujourd'hui moins nécessaires que la loyale application de celles qui existent. Ce n'est pas, il faut le croire, une mince affaire.

F ALITE d'annoncer des réformes, on décrie de l'argent. Sous la forme de subventions prélectorales, M. Chirac s'y entend très bien. C'est son côté IV^e République qui peut difficilement résister : le clientélisme. Ou bien sous la forme de lande-mains qui chantent, avec ce « revenu minimum » à quoi s'engagent tous les candidats : vous n'aurez peut-être pas de travail, mais vous aurez de l'argent.

C'est peu dire que cette générosité est dangereuse. D'abord par le surcroît de contrôle social qu'elle implique. Mais surtout par l'irresponsabilité qu'elle risque d'engendrer : l'état final d'une politique de la sécurité. Où l'on retrouve le vieux débat entre liberté et sécurité pour constater qu'il n'est pas mort, où l'on voit le Loup et le Chien pour

constater que La Fontaine est un moraliste éternel, etc.

C'est aussi, accessoirement, faire comprendre à une partie de la population qu'elle doit rayer de ses papiers (du moins dans l'état actuel de ses capacités) l'idée de trouver un travail. L'immigration est-elle donc morte qu'il ne s'invente rien entre la culture individuelle et l'assistance publique ? Entre la liberté qui n'est qu'apparence et la sécurité qui endure ?

C'EST vrai qu'en 1988 il n'est plus question d'abolir la peine de mort, de supprimer les juridictions d'exception ou d'introduire la démocratie dans l'entreprise. C'est fait, ou à peu près. Ces grandes querelles, qui sont la fièvre d'un pays qui y consent, sont closes pour cause de réussite, durable, éternelle. Le débat s'apparente d'avoir connu trop de succès.

Démocratie

M. Mitterrand a gagné par forfait de ses adversaires le débat sur la nature et l'étendue des pouvoirs présidentiels. C'est dommage, car il n'en a surmonté que deux suggestions qui ne rendent pas compte de ce qui est en cause : la modification d'une monarchie française qui, pour être bérine par la République, n'en est pas moins dangereuse pour la démocratie.

La réduction du mandat présidentiel à cinq ans (héritage Pompidou), renouvelable une seule fois (amendement Mitterrand), n'est pas à placer au rang des grandes querelles. Il est bien clair que cela aboutirait, sur le modèle américain, ce qui est charmant, à un mandat implicite de dix ans, sauf grosse bêtise du titulaire du premier mandat. Cela reviendrait donc à allonger le septennat, et non à le restreindre. Le seul qui pourrait s'en réjouir, post mortem, c'est le marchand de Mac-Mahon, de rigolote mémoire tant l'homme était goître, qui avait souhaité qu'une telle durée de dix ans fût accordée au président de la République.

L'extension du référendum, à plus forte raison s'il devait être d'initiative populaire, fait probablement partie des illusions démocratiques. De celles qui risquent de confondre la démocratie et les mouvements de foule. Que serait un référendum, sur le point de mort ? On ne le sait que trop. Ce serait un référendum sur les immigrés (sans plus de précision) ? Mieux vaut ne pas le savoir.

C'EST cependant l'honneur de M. Mitterrand d'avoir mis sur le devant de la scène électorale un tel sujet en s'interrogeant sur la participation de ces

dérangés à la vie politique du pays où ils résident. Il n'a pas fait plus, contrairement à ce que prétendent ses adversaires, conformément à ce que, lui reproche l'ambassadeur M. Jouin.

Entre autres à cause de sa situation géographique, la France est une terre d'invasion, violente et providentielle lorsqu'elle naît de la guerre, pacifique et « durable » la reste du temps. Quel que soit le climat qui soit fait de l'inégalité humaine, cela reste vrai.

C'est une vérité rebattue que, en dépit de M. Le Pen, la France pur-sang est à la fois une espèce au voir de disparition et une notion d'urgence de sens. Libre, riche, terre de culture et de civilisation, la France est la France parce qu'elle n'est pas que cela. Elle est née d'invasions autant que de conquêtes et d'annexions, jamais de la politique de garde-frontière.

Dit son immigration publique lui coûter électoralement, oui, c'est l'honneur de M. Mitterrand d'avoir vu plus loin que le bout du nez que se partageait, sur ce point, M. Chirac et M. Le Pen.

L'homme d'Etat, ce n'est pas un fabricant de discours qui règle, par ce moyen, une situation immédiate. C'est celui qui réfléchit avec une contemporanéité sur l'avenir, sur des notions qui seront, le cas échéant, définies par un successeur. L'homme d'Etat, c'est l'homme du temps qui vient. Réduire le temps futur pour se consacrer le temps présent, ce n'est pas d'un homme d'Etat.

PS divers. 1. - Il y en a encore pour croire à l'avenir politique de M. Chandon. La Fédération nationale des jeunes évocateurs annonce que c'est sous sa présidence, que s'ouvrira son congrès de Rouen, le 12 mai. S'il est empêché, il envoie Michel Broit.

2. - De M. J. F., de Paris : « Chirac ne se présente pas comme le candidat du RPR ni comme celui de l'UDF. Pourquoi reprocher à Mitterrand de ne pas se déclarer comme dans celui du Parti socialiste ? »

3. - Aventure personnelle. A soixante kilomètres de chez soi, incident mécanique sur une route nationale. Une automobile s'arrête. « Palle-je vous être utile, monsieur ? » « Certainement. » Alors que le véhicule sauveur se met à tousser, son conducteur précède : « Je vous conseille bien de aller votre percepteur. » Oui, après cela, ni lettre pas les agents du fisc ?

4. - Controverse inévitée, de facteurs : dire « aux électeurs » ne suffit pas pour signifier l'abandon d'un projet. Il faut aussi qu'elles soient groupées. En fait, cela se discute. Mais pour l'amour du genre...

5. - M. Chirac devrait se méfier, dans ses réactions publiques, de ces accords qui lui viennent du monde. Ainsi dire, par là, qui prie le poète, les Lys de Mère de France solennellement contraindre une marche militaire. Il n'en faut parfois de si peu que la musique ne s'inspire sur parole et que les paroles ne pèsent sur les notes. M. Chirac ne serait pas le premier qui en viendrait à remémorer à sa caricature. Carrière le dit un jour sage : « Le candidat de la sécurité n'est pas celui qui en pense. »

Le Monde
L'EDUCATION

DOSSIER

- LE PALMARES DES CLASSES PRÉPARATOIRES : concours par concours, le classement des préparés les plus performants. Comment choisir une prep et comment bien poser sa candidature.
- LYCEE : La grande mutation des lycées professionnels : nouvelles perspectives d'avenir.
- SOCIÉTÉ : LE RENOUVEAU DES ÉCOLES RURALES : Les enseignants et les élus y croient, malgré l'isolement et la dépopulation des campagnes.
- PRATIQUE : BATTAGE SCOLAIRE : leçons particulières ou cours collectifs ?

Numéro d'avril : 84 pages - 15 F
En vente chez tous les marchands de journaux

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Adieu le changement ?

(Suite de la première page.)

Au-delà de ces habiletés, deux sensibilités politiques continuent bien sûr de se heurter. Mais il n'y a plus entre elles, malgré les débordements verbaux de la dernière ligne droite, ce fossé qui tant de fois a conduit la France à la guerre civile chaude ou froide. Les socialistes savent bien que l'Etat ne peut pas tout contrôler, et les libéraux qu'il y a beaucoup de choses dont il ne peut pas se passer.

François Mitterrand n'a pas pu contribuer à ce recentrage. Au moment même où il s'efforçait, en 1972, avec les communistes, d'établir une intention de rassembler à trois millions le nombre de leurs voix, M. Georges Marchais n'a pas voulu ne valait alors pris au sérieux. L'objectif est pourtant atteint, et même dépassé : le PC est marginalisé. Le PS est devenu, et de beaucoup, la principale force politique du pays.

La Constitution consoliée

Le même Mitterrand a consolidé cette Constitution qu'il avait tant combattue et lui a fait franchir le cap difficile de deux alternances. Il a mis en œuvre une rationalisation que personne ne conteste. Quelles qu'aient été ses intentions initiales, le fait est que les antiques querelles sur la propriété des moyens de production et sur l'école ont perdu leur virulence. Il a reconstruit son parti avec l'esprit d'entreprise et, donc, avec les notions de compétitivité et de rentabilité. Il a beaucoup réduit l'inflation.

De même a-t-il rallié les socialistes au nucléaire, tant civil que militaire, et confirmé la politique qui, depuis Robert Schuman, a fait du couple franco-allemand la pierre angulaire de l'Europe communautaire. Alors que celle-ci battait, de l'ail, il a, en union étroite avec Helmut Kohl, œuvré à l'adoption du grand marché de 1992. Il nous a recommandés avec l'Espagne. Il a fortement aidé l'Occident à gagner la bataille des surimposées, et donc à rendre possible cette négociation sur la réduction des armements qu'il encourageait, mais dont il souhaitait légitimement qu'elle privilégie désormais les équipements « classiques » et les effectifs.

En face de cette colonne on n'aurait garde, bien sûr, de négliger celle où s'alignent les fruits de la présomption initiale. Aggravation lourde de ce chômage qu'on se faisait fort de réduire massivement, dévaluations successives, considérable endettement, coût excessif de nationalisations souvent superflues, catouillage du Rainbow Warrior, Carrefour du développement, affaire Luchaire, propos contradictoires sur les ventes d'armes du tiers-monde, à l'égard duquel l'aide publique n'attirait toujours pas, malgré les engagements les plus solennels, le montant flûé par l'ONU, en 1980, de 0,7 % du PNB. Trop de déclarations péremptives, comme celles qui ont marqué le congrès de Valence. Et aussi la loi électorale qui n'a limité la victoire de la droite classique, en 1986, que pour donner un groupe parlementaire au Front national, avec le risque de faire de ceux qui auront voté pour lui, au premier tour, les véritables arbitres du second.

Reste que, chaque fois pratiquement que se pose une question qui engageait l'avenir de la France, le choix ultime est allé dans la direction du consensus, et non de la « rupture » jadis tant célébrée. S'il en avait été autrement, le président ne se serait pas attiré, dans les capitales étrangères, autant d'estime, et l'Economiste de Londres, sans doute la publication la plus influente de l'univers anglosaxon, n'appellerait pas, comme il vient de le faire, à « voter Mitterrand », ou plutôt « l'influence de Pléti » — « Mitterrand 2 ».

Le poids de la fonction

Mitterrand 1, Mitterrand 2 ? Pour le Wall Street Journal, la France « a plus changé le Président qu'il ne l'a changé ». Sans doute était-ce inévitable. La fonction agit toujours sur celui qui l'exerce : Chirac et Barre, forts de leur expérience de premier ministre, présentant des programmes de gouverne-

ment. Mitterrand se place bien davantage dans une optique présidentielle : dans sa copieuse Lettre à tous les Français, l'accent est mis d'abord sur la politique étrangère, préoccupation principale, par devoir comme par goût, de tous les chefs d'Etat, de la Cinquième. Et il se déclare décidé à laisser les gouvernements à venir gouverner, quelle que soit, en fin de compte, la majorité sur laquelle ils s'appuieront.

Sur ce point-là aussi le chef de l'Etat a considérablement évolué depuis 1981. On peut en dire autant de son discours sur la France unie. Ceux qui croient — et qui n'y croient pas — à la nécessité, pour faire face aux multiples défis de cette fin de siècle, de rassembler la nation devraient, à priori, s'en féliciter. Le fait est pourtant que l'un des principaux griefs qu'on lui adresse est précisément d'avoir tant changé.

Ceux qui le formulent ne devraient-ils pas s'en féliciter ? En ont fait un peu, ou beaucoup, autant ? Un gaulliste authentique comme Charles Pasqua n'hésite pas à se proclamer « de droite ». Bravo, c'est plus franc ! Mais de Gaulle disait : « C'est pas la gauche, la France ; c'est pas la droite, la France ». Prétendre représenter la France au nom d'une fraction, c'est une erreur nationale impardonnable » (1). L'écrit n'est pas moindre sur l'Europe, ou l'admission de l'Espagne.

De même, les apôtres, souvent néophytes, du « libéralisme » oublient-ils que, pour le général comme pour Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, l'Etat avait un rôle majeur à jouer dans l'animation de l'économie, élément essentiel à leurs yeux de la puissance nationale. « L'ardente obligation du Plan », célébrée par l'homme du 18 juin, sa politique agricole, les mesures dirigées ou protectionnistes qu'il a plus d'une fois prises, ne s'inscrivaient pas précisément dans une logique libérale.

Et surtout, pour avoir appris chez les bons Pléti que nul ne peut servir Dieu et Mammon, il détestait l'argent. « Mon seul adversaire », celui de la France, a-t-il pu déclarer, n'a jamais cessé d'être l'argent » (2). Comme le dit Jean Daniel, on imagine plus facilement un tel langage, de nos jours, dans la bouche de François Mitterrand que dans celle d'un catin du RPR.

De toute façon, c'est à qui, dans l'actuelle majorité, nuancera le libéralisme pur et dur dont elle se réclame avec tant d'insistance avant de revenir au pouvoir. Il faut dire qu'il y a eu depuis lors le krach de Wall Street, lequel a mis sa foi à l'épreuve, et aussi la découverte de la dramatique réalité qui amène un François Léotard à écrire : « Nous autres, libéraux, nous avons nos propres remises en cause à accomplir : devant un phénomène effrayant comme la nouvelle pauvreté qui se développe aujourd'hui, cette solitude et cette détresse qui touchent des millions de gens, nous n'allons pas nous contenter de dire avec bonne conscience que c'est un marché de réguler ce problème » (3). Qui peut soutenir « avec bonne conscience » que le « marché » suffit à résoudre d'autres « problèmes » comme ceux de l'endettement, de l'instabilité des changes, du sous-développement et de la famine ? Giscard, l'autre jour, à « Questions à domicile », a expédié à la trappe le « libéralisme du laissez-faire, laissez-aller ». Qui prétendra que la seule loi du marché est prévalable à l'égard de l'audiovisuel ou de la constitution des « noyaux durs » des privatisées ?

D'un excès à l'autre ?

C'est le monde, en fait, qui a beaucoup changé. Mais le plus grand changement, dans la campagne électorale actuelle, c'est encore qu'aucun des principaux candidats ne parle... de changement. Dieu sait si, en 1981, chacun en avait la bouche pleine ! Mitterrand le premier, qui disait à Chaban, l'autre jour, de la victoire : « Tu es venu changer la société ; moi, je changerai de société ». Aujourd'hui, Michel Rocard peut se permettre de dire, sans être désemparé, que la politique « n'a pas à changer la société ».

Serions-nous passés d'un excès à l'autre ? L'obsession du changement peut conduire aux pires folies. Mais la vie, c'est le changement, et d'ailleurs la société sur le plan culturel ou économique, par exemple, ne cesse de changer. Aucun être, aucune société ne survit s'il ne s'adapte à l'incessant défi, à l'incessant changement de l'environnement. A lui seul, le marché unique de 1992 nous oblige à changer. Reconnaissons à Raymond Barre, entre autres mérites, celui de le dire clairement, et d'insister sur la nécessité d'un certain nombre de « réformes ». Mais le fait est qu'il attendait naïvement d'un avenir où l'on rassemblerait grande à succès aujourd'hui chez trop de Français un refus frileux du changement, dans la mesure où il pourrait remettre en cause leur petite tranquillité. Il serait dramatique de paraître un quel que ce soit les y encourager.

Le refus ne porte pas seulement sur le changement à venir : il s'étend, pour bon nombre de nos concitoyens, au changement déjà intervenu. Ainsi des communistes qui rêvent toujours au temps béré où le catéchisme maoïste-léniniste fournissait à tout, avec l'aide musclée du « grand frère », une réponse « scientifique », et n'arrivent pas à comprendre pourquoi, comme le disait Bértinger, la veine issue de la révolution d'Octobre est tarie.

C'est le cas aussi des partisans de Jean-Marie Le Pen, chez qui domine la nostalgie d'un Ancien Régime repaît en tricolore, fleurant bon, pour les uns la paillardie machiste, pour les autres la messe en latin, celle du temps où les grandes gueules étaient écoutées, et les indigènes admis à l'honneur de se faire tuer pour la patrie, mais non à celui de revendiquer une égalité des droits jugée contraire à la nature humaine.

Ne commettons certes pas l'erreur de voir en tous ceux qui s'apprêtent à donner leur voix à l'« outsider » autant de fascistes et de nazi. Beaucoup ont un motif personnel de prêter l'oreille au discours de ce « grand perturbateur » au verbe d'autant plus facile qu'à la différence de la « bande des trois » il n'a jamais eu l'occasion de mesurer à l'aune des faits l'efficacité des solutions qu'il préconise et sa capacité à les mettre en œuvre, et, pour commencer, à les financer.

Ne commettons pas pour autant l'erreur inverse, qui consisterait à croire que la démocratie est blindée contre tous les périls qui la menacent : Georges Pompidou — qui n'était pas un homme de gauche, et qui écrivait un temps où le PC conservait une force impressionnante — estimait, dans son livre posthume Le Naïf gordin, que le risque pour la France se situait davantage à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche.

Ce n'est pas par hasard qu'une proportion importante de l'électorat lepéniste vient des rangs communistes : l'humus sur lequel prospère la tentation autoritaire, voire totalitaire, c'est celui de l'exclusion ; on l'a vu en d'autres temps et en d'autres lieux. Trop de Français aujourd'hui se sentent exclus de cette société confortable, souriante, sécurisée que les écrans publici-

taires de la télévision leur présentent à longueur de soirée comme l'incarnation même de ce à quoi ils sont en droit de prétendre. Le FN, comme hier et encore un peu aujourd'hui le PC, leur ouvre les portes d'une société qui les reconnaît et leur jure d'améliorer leur sort. Moyennant quoi l'exutoire qu'il fournit à leur humiliation, c'est, pour beaucoup, malheureusement, l'humiliation de l'autre, ce bouc émissaire immigré, ahuri — tant il se sent lui-même exclu ou en tout cas désigné — de se voir ainsi dénoncé à la vindicte publique.

L'exclusion

En parlant de l'exclusion, on touche, chacun le sent bien, à l'un des problèmes fondamentaux du monde contemporain. Trop de gens décident ressentent au fond d'eux-mêmes, à tort ou à raison, le poids de l'injustice et du désin. C'est à ceux-là, en priorité, que s'adresse François Mitterrand, avec des thèmes comme celui de l'impôt sur les grandes fortunes, du revenu minimum, du droit du sol, de la Nouvelle-Calédonie. Tactique ? « Jamais, moi, a-t-il dit, je ne jeterai la moitié de la France aux oubliettes. Or, du temps du général, combien de fois n'ai-je pas eu pareil sentiment » (4). Apparemment, c'est là un cri du cœur venant d'un homme à qui il est arrivé de se sentir lui-même l'objet d'une exclusion.

Trop souvent, certes, la gauche a donné des signes de sectarisme et de dogmatisme. Mais n'est-ce pas en partie parce qu'elle a eu, trop souvent également, le sentiment

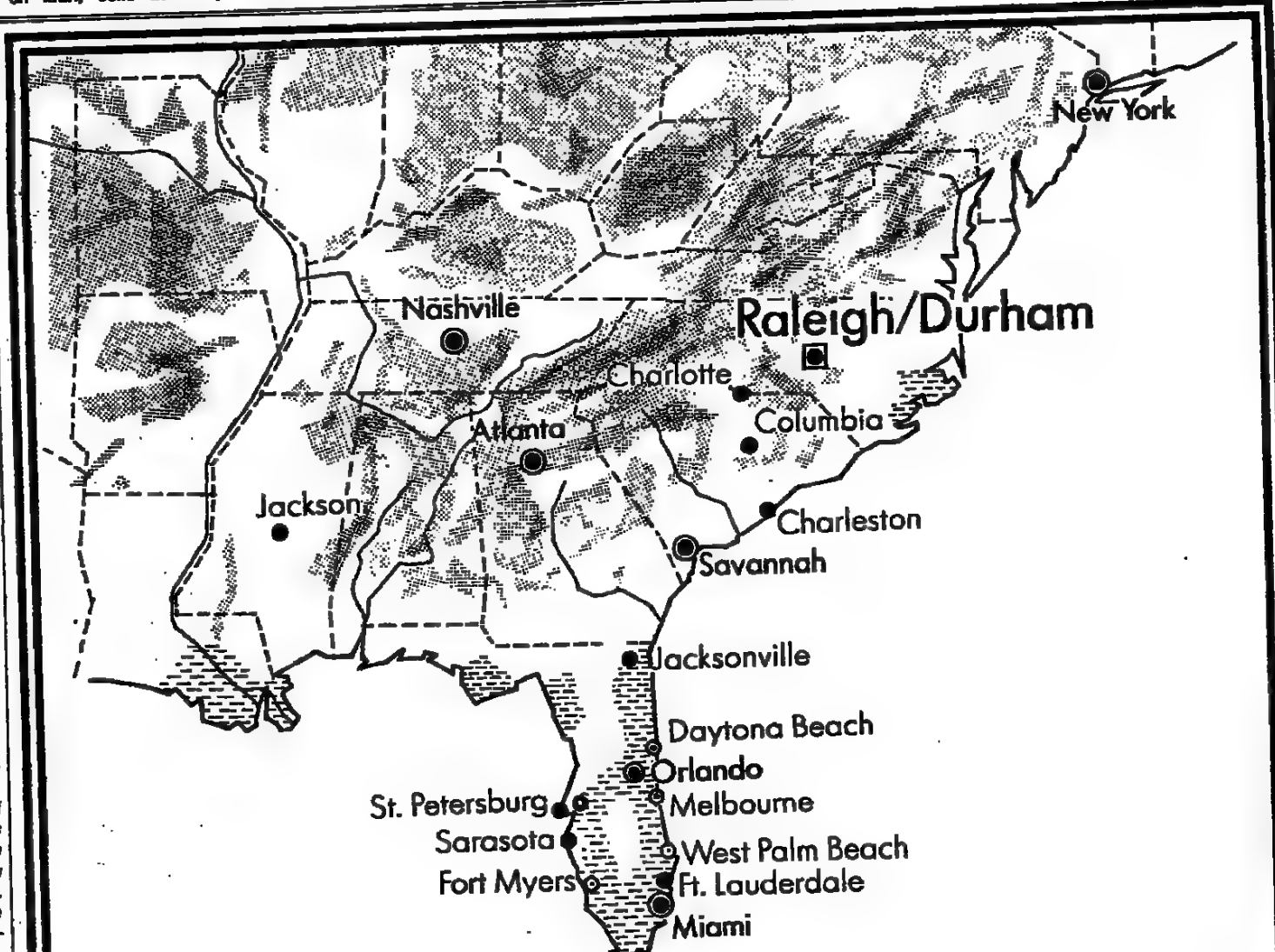
d'être jugée non seulement inapte à exercer le pouvoir, mais en quelque sorte dépourvue de la légitimité lui permettant d'y prétendre ?

Par là, la France se distingue encore d'autres pays où droite et gauche se considèrent comme les partenaires d'une alternance dont personne ne conteste le principe. Mais, l'ENA aidant, la sphère de l'intolérance mutuelle se réduit de plus en plus à la minorité vraiment militante : celle qui s'étranglait l'autre jour, à Rennes, quand le président disait que les bons n'étaient pas tous d'un côté ni les méchants de l'autre. Il aurait pu ajouter, à tant faire, que le gouvernement Chirac a remporté d'appréciables succès dans des domaines comme la lutte contre le terrorisme, et plus généralement la sécurité, comme les prix, le budget, l'endettement.

Cet appel, courageux, au bon sens, a eu peu d'écho non seulement dans le camp d'un face, mais même chez les partisans du président. Ce n'est que s'il est entendu, pourtant, que le vote Mitterrand a des chances de débordier suffisamment les votes socialistes, dimanche, pour confirmer au second tour les promesses des sondages.

ANDRÉ FONTAINE.

- (1) Interview télévisée du 15 décembre 1985.
- (2) Cité par Jean Daniel, d'après Jean Lacouture, dans Les Religions du président, Grasset, 1981.
- (3) Interview au Débat, mars-avril 1988.
- (4) Propos tenus, selon l'Express du 18 mars 1988, à François Léotard.



LE 27 MAI, PARIS SE RAPPROCHE DU SUD-EST DES USA, ET ÇA N'A RIEN A VOIR AVEC LA DÉRIVE DES CONTINENTS.

Le 27 mai 1988, American Airlines ouvre un vol quotidien et sans escale entre Paris-Orly et Raleigh/Durham.

C'est-à-dire qu'à partir du 27 mai, American Airlines vous permet de gagner le Sud-Est des États-Unis plus facilement que vous ne l'avez jamais fait.

A partir de Raleigh/Durham, nous assurons 147 vols par jour vers 56 destinations (certaines correspondances étant desservies avec notre partenaire American Eagle). Et si c'est la Floride qui vous tente plus particulièrement, nous y desservons 11 villes, dont Orlando, le fief du « Disneyworld ».

A Raleigh/Durham, les formalités ne sont plus

un problème. Nous y avons notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Alors, si vous allez dans le Sud-Est des États-Unis, passez par Raleigh/Durham.

Réservations et informations : Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.



American Airlines

DOB NEEDHAM

هكذا من الاصل

هكذا من الاجل



Politique

Les propositions des trois principaux candidats à l'élection présidentielle

Sous le consensus, les divergences

« Election sans enjeu », « campagne sans programme », « discours sans propositions », a-t-on souvent entendu depuis que les postulants à la présidence de la République s'adressent aux électeurs.

A examiner de près les projets des trois qui concourent pour gagner (MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et François Mitterrand), dont seules les idées seront analysées ici, il se

Le rôle du président

Ils veulent la même chose, mais pas pour faire la même chose. D'abord parce qu'ils n'ont pas tout à fait la même conception de la « chose », c'est-à-dire de la présidence de la République. « Ni président absolu ; ni président solitaire », dit M. Mitterrand. La formule de M. Barre n'est pas très différente : « Un président garant et non gérant ». Pourtant il s'annonce un peu plus interventionniste que l'actuel titulaire de la fonction, qui ne veut pas être « responsable » que « des grandes orientations de politiques extérieures et de défense », et pour le reste être un simple « arbitre » du bon fonctionnement des pouvoirs publics. C'est du moins ce que M. Mitterrand dit dans sa lettre : depuis il se montre un peu plus directif en n'hésitant pas à parler des conseils qu'il donnera au gouvernement.

La coupure opérée par M. Barre entre le présidentiel et le gouvernement est quelque peu différente ; le premier doit « gérer la durée et veiller à l'essentiel », c'est-à-dire au respect d'un petit nombre d'objectifs fondamentaux.

M. Chirac n'aborde pas ce sujet dans ce projet, se contentant de remarquer que la France a de bonnes institutions et qu'il ne faut donc pas y toucher. Son idéal, a-t-il souvent dit, est la façon dont le général de Gaulle les appliquait, car depuis il reconnaît qu'il y a eu dérive, le président restreignant les possibilités d'action du premier ministre.

Réformes constitutionnelles

La Constitution étant devenue le bien commun, nul ne propose de la bouleverser. Les trois « grands »

confirment que nul ne propose plus de changer de société ou de « changer la vie », ou de défendre un système social qui serait menacé par le collectivisme. Mais il apparaît que si tous les trois font des propositions analogues, celles-ci, plus souvent, divergent sensiblement.

Tous les trois mettent parfois en avant les mêmes thèmes (l'Europe, la formation), mais chacun a ses propres idées.

Le président sortant est, en revanche, d'accord avec M. Barre pour insister sur l'« impartialité » de l'Etat, thème cher au second, qui affirme que la garantie est une « responsabilité primordiale » du président de la République.

Défense et désarmement

Tous les trois, estiment que le chef de l'Etat est le premier responsable de la défense du pays, insistent longuement sur ce dossier dans leur projet. Derrière un consensus apparent sur le rôle des forces nucléaires, des divergences sensibles apparaissent. Ainsi M. Barre et Chirac soulignent la nécessité de la moderniser, le premier voulant même les doter immédiatement de la bombe à neutrons, alors que M. Mitterrand pense que ce n'est pas le moment de la construire. Par ailleurs, il refuse la conception d'une arme « stratégique mobile ». M. Barre et Mitterrand sont d'accord pour penser que seul le chef de l'Etat doit être responsable de l'emploi des armes nucléaires, qu'elles soient stratégiques ou préstratégiques.

Si tous insistent sur la nécessité pour l'Europe de prendre en charge sa propre défense, le candidat de l'UDF est le seul à souhaiter une collaboration européenne pour la mise au point d'un système de protection contre les missiles comparables à celui que M. Reagan veut fabriquer sous le nom de « guerre des étoiles ».

Les divergences apparaissent surtout à propos du désarmement. Le président sortant en fait un élément essentiel de sa politique en expliquant que le choix est entre « la poursuite d'un désarmement global, simultané et contrôlé » et la guerre. Il pose, il est vrai, ses conditions en demandant deux ou trois ans à l'Union soviétique pour négocier la

réduction de ses armes classiques et chimiques, qui lui assurent une supériorité en Europe.

Pour M. Chirac, l'accord entre MM. Reagan et Gorbatchev n'était pas une « priorité », et il doit être complété par une réduction des arsenaux stratégiques des deux grands ainsi que par la correction du déséquilibre conventionnel et chimique en Europe. Le premier ministre-candidat ajoute qu'il faut envoyer « le processus de démocratisation de l'Europe qui aboutirait au retrait américain ».

Sur ce point, M. Barre est au moins aussi inquiet que lui, car il n'y a pas de « substitut à la dissuasion nucléaire ». Et même : la démocratisation de l'Europe peut entraîner la guerre, et « l'option zéro » affaiblirait l'Occident, réduisant la capacité de riposte graduée de l'OTAN et entraînant, fatalement, le départ des troupes américaines de l'Europe. Bref, manifestement, M. Barre se serait volontiers passé de cette amorce de désarmement dans les conditions où il a été préparé.

L'Europe

Renforcer le pilier européen de l'Alliance atlantique est un programme des trois candidats. C'est un des éléments de leur politique européenne. Tous mettent celle-ci au premier rang de leurs préoccupations, M. Barre affirmant même qu'elle sera « la grande affaire du prochain septennat ». Comme M. Mitterrand, son ambition finale est la construction des Etats-Unis d'Europe. En attendant, il se contentera d'une « confédération européenne » ayant une monnaie, une politique étrangère, une défense propre.

Atteindre cet objectif, le président sortant en a aussi l'ambition, mais en attendant il met l'accent sur l'étape intermédiaire : le

à la présidence ne doit pas proposer « un programme de gouvernement », écrit M. Chirac, qui ne prétend donc ni à l'exhaustivité ni à la précision chiffrée de son projet.

M. Barre, lui aussi, s'est satisfait de développer une « ambition » (la construction de l'Europe) et de prendre cinq engagements.

Marché unique de 1993. Dans ce cadre, il envisage des politiques communes pour le social, la culture, la recherche, l'environnement, la technologie, le développement de rôle de l'ECU, et donc la création d'une Banque centrale européenne (proposition retenue aussi par M. Barre, qui pense qu'une des conditions est que la Banque de France soit subordonnée à l'égard du gouvernement) ; il propose aussi une coordination des politiques étrangères, l'accroissement du nombre de décisions prises à la majorité, l'allongement du mandat du président du Conseil européen, alors que M. Barre se satisfait de la nomination d'une personnalité de haut niveau à la tête du secrétariat de cette institution.

Ce grand marché européen va imposer des modifications législatives et fiscales importantes en France. Tous en sont convaincus. M. Barre envisage même un droit commercial européen facilitant l'interpénétration des entreprises. Cet aspect semble intéresser M. Chirac. Pour lui, l'Europe doit contraindre la France à se moderniser afin qu'elle soit « le pays le plus dynamique en Europe d'ici la fin du siècle ». Aussi tout au long de son projet, c'est au nom de cette construction européenne qu'il propose des réformes en France.

Les pays sous-développés. En dehors de cela, les dossiers de politique étrangère, comme à l'habitude, ne tiennent qu'une maigre place dans les projets des candidats. Ils n'ont pu oublier quand même les pays du tiers-monde. C'est M. Mitterrand qui y paraît le plus sensible quand il explique que « les pauvres aident les riches », et qu'il souligne que le fossé entre les pays riches et les pays pauvres « est un risque plus grand que la menace nucléaire ».

Tous conviennent qu'une des causes de ce sous-développement est « l'incroyable déclin de l'économie mondiale », entraîné par « l'égoïsme à court terme américain », comme dit M. Mitterrand.

THEOPHY BÉRENGER.
(Nous publions demain la fin de cette analyse des projets des trois candidats.)

"Pour mes transmissions de données..."

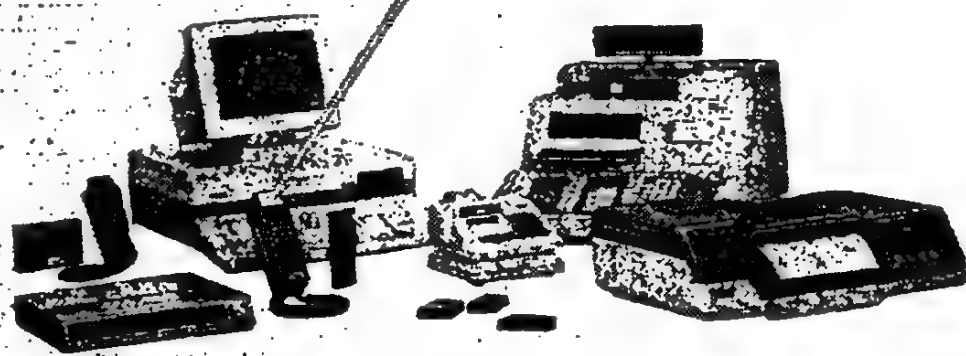
Un réseau d'experts

FRANCE TELECOM

... je consulte FRANCE TELECOM.

De l'éveil naît l'expression...

...de la communication naît la performance



Eurosignal, Alphaisignal, radio-téléphones, répondeurs ou encore télécopieurs, Télécop, terminaux point de vente...
Leader de la transmission de la parole et de l'écrit depuis 15 ans, EGT propose

aux entreprises d'aujourd'hui un éventail complet des systèmes de communication les plus souples, les plus rapides, les plus performants.
Afin de relever les défis de demain...

EGT Communiquer pour gagner

هكذا من الأهل

MÉDECINE

Depuis Amandine en 1982

Quatre mille bébés-éprouvette sont nés en France

Près de quatre mille bébés-éprouvette sont déjà nés en France, et deux mille trois cents naissances sont attendues. Deux mille grossesses ont, d'autre part, été obtenues en 1987 après insémination artificielle avec du sperme de donneurs dans les différents centres d'étude et de conservation du sperme (CECOS). Ces chiffres devaient être rendus publics, le vendredi 22 avril à Montpellier, au cours des Troisième Journée de périconceptologie.

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Ces résultats témoignent de l'essor qu'ont pris, ces deux dernières années notamment, les techniques de procréation médicalement assistée. Ils coïncident, d'autre part, avec la parution des décrets ministériels visant à réglementer ces pratiques et notamment à réduire le nombre des centres habilités à les mettre en œuvre. Cette décision prise par M. Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, était devenue indispensable étant données les dérives observées dans ce domaine. Elle suscite de nombreux remous chez les spécialistes, cliniciens ou biologistes publics et privés.

Selon les données collectées par les responsables du Groupe d'étude de la fécondation in vitro en France (GEF) 3 695 enfants (ou bébés-éprouvette) sont, depuis 1982, nés grâce à la procréation médicalement assistée. Pour la seule année 1987,

3 301 grossesses ont pu, de cette manière, être obtenues, et, après divers problèmes biologiques (fausse couche spontanée et grossesse extra-utérine), 2 300 ont une évolution normale.

La moitié des centres français de FIVETE (fécondation in vitro et transfert d'embryons) pratiquent déjà la conservation par congélation des embryons humains. On note une amélioration de l'efficacité de cette technique par rapport aux chiffres de 1986 (11). Les stérilités dues à une anomalie des trompes de la femme (stérilité tubaire) demeurent le principal motif du recours à la FIVETE (58 %). Mais les stérilités d'origine inexpliquée et les « hypofertilités » masculines sont des indications de plus en plus fréquentes.

La fécondation in vitro est actuellement mise en œuvre dans plus d'une centaine de centres en France. Quatre-vingt-cinq ont accepté de répondre à l'enquête effectuée par le GEF, soit au total près de cinq cents médecins, cent soixante-cinq biologistes et cent quinze techniciens. On constate une étonnante diversité selon les centres. Quarante-deux centres FIVETE représentent en effet à eux seuls près de 90 % des succès obtenus.

Cette situation pose un difficile problème. Aussi, la volonté manifestée lors exprimée par M. Barzach de limiter le nombre des centres habilités inquiète-t-elle au plus haut point ceux qui craignent de ne pas être retenus parmi les élus. Des élus dont le nombre devrait, dit-on, se situer autour de la cinquantaine.

Alors que la Fédération des CECOS ne fait aucune difficulté pour publier les résultats com-

plets et comparatifs de ses différents centres, les cliniciens des centres FIVETE se refusent, quant à eux, à le faire publiquement à l'échelon national.

Harmonisation et évaluation

Aux tensions observées entre les médecins et les biologistes d'une part, les personnels des établissements publics et privés d'autre part, il faut ajouter les difficultés d'estimation des taux de succès de la FIVETE. Selon les critères retenus (fécondation in vitro réussie, grossesse débutante, grossesse évolutive avec naissance ; induction d'ovulation, ponction d'ovocytes), on peut en effet modifier considérablement la présentation des résultats. De la même manière, l'âge des couples et les raisons médicales qui les conduisent à avoir recours à la FIVETE peuvent influer très nettement sur les résultats obtenus.

Il y a, donc, au-delà de la nécessité de réduire le nombre des centres de procréation médicalement assistée, un besoin d'harmonisation et de transparence dans la présentation des résultats. Ce sera une tâche ardue, étant données les tensions actuelles entre le privé et le public, pour la commission nationale prévue par les décrets ministériels et dont la composition sera connue dans les jours qui viennent.

JEAN-YVES NAU.

(1) En 1986, sur cent recueils d'ovocytes, on obtenait un taux moyen de 8,9 grossesses évolutives. En 1987, le taux moyen est passé à 11,51.

JUSTICE

Après l'attentat revendiqué par Black War

Une douzaine de personnes toujours en garde à vue

Une douzaine des vingt-deux personnes interpellées le jeudi 21 avril dans le cadre de l'attentat contre l'étude d'un huisier revendiqué par l'organisation Black War, étaient toujours en garde à vue vendredi dans la matinée. Selon des sources policières citées par l'AFP, rien ne semblait pouvoir cependant être retenu contre elles dans cette affaire.

Agées de vingt à vingt-cinq ans, les vingt-deux personnes interpellées sont des militants d'extrême-gauche, appartenant, selon la police, à la mouvance du groupuscule Black War apparu en décembre 1985, lors d'une action contre l'Assemblée nationale. L'attentat du 17 avril a visé le président de la chambre syndicale des huisiers, a fait deux blessés, l'un victime de graves brûlures, l'autre amputé d'un pied. Black War l'a revendiqué au nom « de tous les pauvres saisis ou expulsés ».

Plusieurs personnes en garde à vue seraient des proches du groupe de rock alternatif Les Béruriers noirs. Les musiciens, qui « rejettent le système » et la « porcherie du Pen », viennent de remporter le Bus d'acier, qui récompense le meilleur groupe de l'année. D'autres appartiennent à une association appelée Réflexe, qui regroupe des militants antiracistes, des objecteurs de conscience, et fait partie d'une « coalition antifasciste » à niveau national. Les policiers ont saisi des documents qui, selon les premières informations, n'ont pas confirmé leurs soupçons. Black War se défend d'une filiation avec Action directe, mais les enquêteurs s'acharment pas l'existence de liens dans le passé entre les deux groupes.

Première pierre pour les nouvelles prisons

Le garde des sceaux prend la truelle

La « révolution pénitentiaire » de M. Alain Chénedon est enfin au bout de sa truelle. Petit bijou de la collaboration privé-public, le programme « ambitieux » du garde des sceaux, venu poser à Bapaume (Pas-de-Calais) le 21 avril, la première pierre de la première prison du programme des 15 000 places, est sorti du royaume des paroles pour devenir une réalité. On n'était pas peu fier — chez le constructeur (Spiris Bâtiment), au cabinet du garde des sceaux et au sein du conseil municipal de cette ville de 4 000 habitants, de participer, sous le dais rayé de bleu d'une tente posée entre route et champ, à cette petite fête, réunie à l'occasion de trois jours de élections. Chacune des 160 tables par le ministre, M. Jean-Paul Delavoy, député, maire RPR de Bapaume, est le premier maire à s'être porté candidat à l'installation, sur sa commune, d'un établissement pénitentiaire. Il a côté douze hectares de son fief et d'un vingt-deux mois, il verra s'y dresser un centre de détention de 600 places (300 adultes, 200 femmes, 100 jeunes), entouré d'un mur de béton de cinq mètres de haut, doublé d'une enceinte en grillage qui surveilleront deux miradors. Cent quarante et une personnes pénitentiaires, trente-neuf privés y travailleront.

Comme dit le dépliant publicitaire : « Pour gagner 1982, jouez Bapaume ! ». Bapaume a joué et gagné. « C'était un jeu, vous avez compris avant les autres, vous avez manifesté un esprit humanitaire face à l'indifférence, le rejet, la répression », a souligné le ministre de la justice. « A une époque où le problème de la sécurité est ressenti comme prioritaire par les

Français, n'était-il pas un jeu de la justice, elle-même, tient. » Que se passerait-il, s'interroge M. Chénedon, si, dans les semaines qui viennent, il donnait, comme il l'a dit — vu dans le passé, des instructions laudées aux procureurs, incitant à ne pas faire, exécuter les peines ou préparer l'annulation de dix mille détenus ? « Le ministre de l'Intérieur pourrait faire tout ce qu'il peut, on retrouverait l'insécurité. » Constatant d'avoir pris « le risque d'une supplantation croissante » (le plafond des 52 000 détenus ; vient d'être relevé), encouragé pourtant par des conditions de détention indignes d'une démocratie, M. Chénedon a le sentiment d'avoir joué les bases d'un système pénitentiaire moderne : Bapaume n'est — sur ses terres du Nord — le premier stade.

Que les détenus ne soient ni punis, ni avec quelle violence ! — révolte d'entente aucune certitude du garde des sceaux : « Nous nous trouvons devant un effort pour faire revivre le gouvernement sur ce point de l'application des peines. Si on laisse devant cette pression, tout le dispositif actuel morose par morose. »

Dans un petit mur de brique rouge, posé sur du gravier, un vide a été ménagé. Marquant sa truelle, le garde des sceaux a donc scellé un parchemin glissé dans un cylindre d'acier et, devant le début des travaux, le ministre l'a recouvert. « C'est plus qu'une bouteille à la mer », a lancé le ministre, en souriant, avant de partir en campagne.

AGATHE LOGEART.

SCIENCES

Tandy lance un micro-ordinateur compatible avec les nouveaux IBM

Tandy a sauté le pas. La firme américaine de micro-électronique a annoncé jeudi 21 avril la commercialisation du Tandy 5000 MC, un micro-ordinateur « compatible PS/2 » ayant donc les mêmes fonctions et pouvant exécuter les mêmes programmes que les PS/2 d'IBM. Presque un an après l'annonce par IBM de cette nouvelle gamme, Tandy est donc le premier constructeur à en proposer une réplique. Mais il ne sera pas le dernier.

L'un des objectifs d'IBM, qui, l'an dernier, abandonnait pratiquement sa gamme PC, copiée par trop de constructeurs, pour en proposer une nouvelle, le Personal System 2, était d'éviter les copies. Contrairement aux PC, les PS sont protégés par de nombreux brevets et leur dessin précis n'est pas public. Mais on savait depuis quelques mois que les difficultés techniques s'effrayaient pas les nombreux constructeurs qui ont fait leur fortune sur la fabrication de compatibles PC plus puissants et moins chers que les produits d'IBM. Les peccés nécessaires ont déjà été produits.

Reste la menace des procès que pourrait intenter IBM. Le géant américain, conscient que la fabrication de compatibles était inévitable à terme et que d'ailleurs le PS/2 ne pourrait devenir le standard de la micro-informatique professionnelle si les clients étaient obligés de s'adresser à un seul fournisseur, a annoncé il y a quinze jours que certains constructeurs — choisis par lui — pourraient prendre des licences sur les brevets couvrant le PS/2.

Un communiqué commun a été publié par IBM et Tandy. Ce dernier indique que le modèle 5000 n'utilise que des brevets couverts par « un accord existant de licence avec IBM ». Mais une seconde phrase du communiqué précise que de futurs brevets accordés à IBM ne sont pas couverts par cet accord. Le texte traduit l'existence d'un « gentlemen's agreement » entre IBM et Tandy qui devrait conduire, après négociations, à un accord formel. Il semble que le Tandy 5000 ait, en fait, été développé en franchise de concurrence avec IBM, puis que les deux parties aient jugé qu'un bon accord était préférable à un mauvais procès.

Les premiers modèles du Tandy 5000 seront disponibles en juin aux États-Unis, dans une fourchette de prix allant de 5 000 dollars à 7 000 dollars, suivant la configuration. Les livraisons en France débuteront cet automne.

M. A.

REPÈRES

Espace
Le Canada participera à la construction de la station orbitale

Le Canada participera à la construction de la future station orbitale américaine dont le montage dans l'espace sera achevé à la fin de 1998.

Le ministre canadien de l'Industrie, M. Robert de Cotret, a déclaré, le jeudi 21 avril, que son gouvernement consacrerait 1,2 milliard de dollars canadiens (5,3 milliards de francs environ) à la réalisation du système d'entretien et de réparation mobile de la station et à celle du bras télémanipulateur qui y sera associé.

Mariage

Un seul juge pour la famille

Le ministre de la Justice, M. Alain Chénedon, a demandé à ses services de préparer un projet de loi visant à confier à une seule juridiction l'ensemble des problèmes liés au droit de la famille. Cette décision fait suite aux propositions formulées par un groupe de travail demandé par le garde des sceaux et présidé par M. Claude Allier, premier président de la cour d'appel d'Angers.

Dans ce rapport, le groupe suggère la création d'un juge aux affaires familiales qui réunirait les compétences du juge aux affaires matrimoniales ainsi que certaines attributions appartenant jusqu'à présent tant au juge d'instance qu'au juge des tutelles (divorces, pensions alimentaires, garde des enfants, droit de visite, autorité parentale pour les enfants légitimes comme des enfants nés de concubines, liquidation de communauté, prestations compensatoires, changement de régime fiscal). En cas de contentieux, plusieurs juges aux affaires familiales trancheraient après s'être réunis sous forme collégiale.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article que nous avons consacré à l'enquête nationale lancée par l'Association pour le respect de la vie privée (ARV) le 18 avril, une erreur de transmission a modifié les déclarations du professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé. Il fallait lire : « Nous avons fait savoir que nous étions totalement opposés à cette enquête. Mais compte tenu du vide juridique actuel, nous n'avons pas pu l'interdire. »

Pyralène

Prison pour un pollueur

Huit mois de prison — dont quinze jours fermes, — 50 000 F d'amende et 30 000 F de dommages et intérêts à l'association Eaux et rivières de Bretagne : tel est le jugement prononcé le jeudi 21 avril par le tribunal de grande instance de Rennes à l'encontre de M. Bernard Blanchet, PDG de l'entreprise redonnaire de réputation détestable, spécialisée dans la récupération des transformateurs et condensateurs EDF. Des prélèvements effectués en 1986 avaient montré que l'environnement de l'établissement recueillait des quantités très importantes de pyralène et autres dérivés de PCB, au point qu'il avait fallu interdire le pêche et la collecte du lait.

FAITS DIVERS

Au Havre

Un Algérien est tué par balle

LA HAVRE
de notre correspondant

De l'avis même de ses proches et selon les premiers résultats de l'enquête, Mohamed Labreche, un Algérien de vingt-sept ans, était un homme sans histoire, inconnu des services de police et sans casier judiciaire.

Il était né en 1961 au Havre, dans ce quartier de la Mare-rouge, où il habitait toujours, mais pour peu de temps. Elle s'est alors précipitée à la fenêtre et a vu une voiture s'éloigner au même temps qu'elle découvrait le corps de son mari étendu sur le trottoir. Mohamed Labreche avait reçu une décharge de chevrotine en pleine tête ; il devait décéder dans la demi-heure qui suivit son transfert à l'hôpital, sans avoir repris connaissance.

L'enquête s'annonce difficile. Il semblerait que l'agresseur, un

homme seul, pense-t-on, attendait sa victime, dans une Fiat grise, selon un riverain.

Les policiers rejettent apparemment la thèse de la crime raciste, « car l'homme s'est fait frapper au hasard ». S'agit-il alors d'un règlement de comptes ? Pourrait-il, ses amis ne connaissant pas son nom, employer comme chef d'équipe dans une entreprise de rénovation de bâtiments, aucun ennemi. De même si l'on remonte à la bagarre qui l'avait opposé, quelques années plus tôt, à un champion de taxi armé d'un revolver, Mohamed Labreche avait perdu un œil dans cette rixe mais tant que que victime, devait percevoir prochainement les premières mensualités d'une indemnité de 450 000 F.

Enfin, il avait été, quelques années plus tôt, formateur à l'Association de promotion, d'alphabétisation et d'animation aux migrants (APAAAM) où ses collègues le tenaient en estime.

Cependant, dans l'entourage de Mohamed Labreche, ainsi que par la communauté maghrébine, l'affaire agite les esprits. Sans attendre les conclusions de l'enquête, plusieurs associations — l'APAAAM, le MRAP, la Ligue des droits de l'homme et SOS-Racisme — annoncent jeudi leur intention d'organiser une marche silencieuse jusqu'à la sous-préfecture.

PATRICK PERLE.

Au tribunal de Paris

Annulation d'une procédure visant un policier

L'affaire avait débüté en mars 1985 lorsqu'un inspecteur du commissariat du quartier de la Chapelle d'Antin a confié à l'inspection générale des services (IGS) que, depuis 1984, certains de ses collègues violaient des objets divers lors de perquisitions ou même lors des visites effectuées au domicile de personnes déçues par la voie publique. Magnétoscopes, appareils photo, postes de radio ou pièces de monnaie suédoises ou qui étaient « saisis » par des policiers indisciplinés et la justice reprochait en outre à M. Cozini d'avoir servi d'intermédiaire dans la vente d'un studio à une prostituée.

EN BRIEF

● Disparition d'une fillette dans l'Yonne. — Des recherches sont menées sur le territoire et les environs de la commune de Trigny (Yonne) pour retrouver une fillette de trois ans, Aurélie Bollenue, disparue depuis le 20 avril du domicile de ses parents au hameau du Vifly. L'absence soudaine de l'enfant, qui jouait près de la maison familiale, a été constatée vers 10 heures. Les premières recherches ont amené à la découverte d'une poussette pour poussette, appartenant à la fillette, sur une chemin départementale à 200 mètres de la maison.

● Trafic de faux documents : cinq personnes écrouées. — Cinq personnes soupçonnées de se livrer au trafic de faux documents ont été interpellées, défilées, jeudi 21 avril, au parquet de Paris et placées sous mandat de dépôt. Ces interpellations faisaient suite à une longue enquête conduite par les policiers du 10^e cabinet des délégations judiciaires, une section antitrafic de la brigade financière. Au terme de cette enquête, cinq mille faux documents — passeports, permis de conduire, cartes de séjour, cartes grises et attestations d'assurance — ont été saisis, ainsi que trois cents chèques bancaires ou sans endossement prélevés de la région parisienne.

Les enquêteurs ont également trouvé du matériel informatique qui pourrait avoir servi à confectionner les faux documents et des films destinés à fabriquer de fausses déclarations de revenus ou de fausses fiches de retraite de comptes chèques postaux. A partir de ces documents falsifiés, des escroqueries portant sur plusieurs millions de francs auraient été commises tant en région parisienne qu'en Bretagne ou en Normandie.

Sept policiers avaient été inculpés et, après une longue instruction, ils devaient être jugés le 18 juin 1987. Mais l'inspecteur fut renvoyé et, de renvoi en renvoi, on en arriva au 24 mars 1988. Cependant, l'inspecteur n'était pas consacré qu'à l'examen d'une nullité soulevée par le détachement de M. Cozini. Officier de police judiciaire, le policier fait partie d'une catégorie de justiciables que les tribunaux désignent sous le nom de « personnes protégées » parmi lesquelles on trouve les maires, les préfets et les magistrats.

Dans les cas où ces personnes sont « susceptibles d'être inculpées », l'article 687 du code de procédure pénale impose au procureur de la République de saisir immédiatement la chambre criminelle de la Cour de cassation afin qu'elle désigne une juridiction d'instruction. Si cette procédure a bien été appliquée à M. Cozini, la dix-septième chambre correctionnelle, présidée par M. Marie-Claude Davignon, estime qu'elle ne l'a pas été en tant qu'il s'agit d'un magistrat instructeur à procéder à l'inculpation de M. Cozini avant que le parquet ait présenté la requête à la Cour de cassation.

Le tribunal admet la motion « d'urgence » qui autorise le juge à inculper le policier sans attendre l'avis des juges supérieurs, mais en considérant que cette inculpation devait être précédée de la présentation de la requête de la Cour de cassation. Or, le 1^{er} juin était un samedi et la Cour ne fut saisie que le lundi.

En conséquence, le tribunal a refusé de trancher sur la procédure effectuée depuis l'inculpation et l'instruction devra donc être recommencée avec tous les frais consécutifs à une nullité.

Les six autres policiers impliqués dans l'affaire doivent comparaître le 20 mai devant la dix-septième chambre correctionnelle mais il n'est pas certain qu'ils puissent être jugés à cette date. Beaucoup de pièces du dossier d'instruction qui sont communiées à M. Cozini et aux autres policiers ne pourront être énoncées puisque frappées de nullité. Cette affaire paraît donc s'enliser dans la procédure en attendant que la Cour d'appel et la Cour de cassation se prononcent quatre ans après les faits sur la régularité de l'instruction.

MAURICE PEYROT.

avoir
pour la
accordé
un sept jours.
un attaché
voyageur
la découverte
préservé
en tout
personnalité

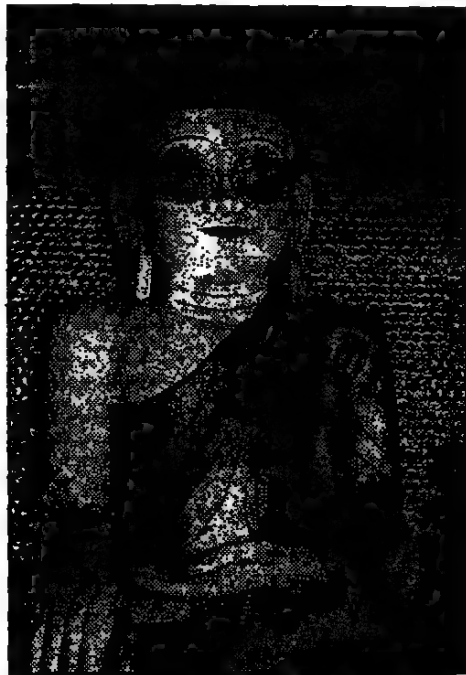


M. Claude Buhret
et Stevenson

Le Monde SANS VISA

Le Monde sans visa • Samedi 23 avril 1988 15

Il faut savoir
que le visa pour la Birmanie
n'est accordé
que pour sept jours.
Souvent un arrachement
pour le voyageur
parti à la découverte
d'un pays préservé
presque en tout
dans sa personnalité.



CLAUDE LEVENSON



FREDERIC ACHARD

Le rempart birman

par Jean-Claude Buhner
et Claude Levenson

La surprise est à la mesure de la découverte, qui se reflète dans une gerbe de joyeux éclats de rire — les enfants du village s'éclatent de notre étonnement car, eux, ils vivent au quotidien cette présence insolite du Bouddha... à l'heure, et ce n'est même pas dans un hamac perdu des montagnes reculées, même pas à un ou deux jours de navigation sur le grand fleuve — non, à peine au pas en retrait de la grande route, à la lisière des chemins battus qu'empruntent, en un itinéraire obligé, les visiteurs qui abordent pour la première fois cet univers fermé et arctique que demeure la Birmanie.

Un bouddha à lunette. Fallait-il être birman pour oser pareille audace ? A notre connaissance, nul guide ne le signale, ne serait-ce qu'à titre de curiosité, ou de gag, voire d'aimable mystification. En tout cas, à la jolie pagode villageoise, à l'orée de Prome, à mi-chemin de la route Rangoun-Pagan, il veille paisiblement sur son petit monde turbulent et coloré, heureux comme peut l'être un dieu en pays de souriante pratique religieuse. D'après l'explication locale, l'Eveillé se serait vu gratifié de cet attribut inattendu il y a quelque deux cents ans, à la suite d'un rêve impérial d'une pieuse fidèle, persuadée du mérite de cette offrande. Peut-être n'est-ce là que légende...

Ainsi finement caroté d'or, le regard du sage de l'Asie se nuance de malice et semble vous rattraper à quelque endroit que vous vous portiez dans son sanctuaire. Un petit air d'amicale complicité flotte dans l'atmosphère fleurie au parfum d'encens, et les gosses jouent aux quatre coins sous l'œil débonnaire de la divinité. Curieux pays, toujours réservé à l'égard de l'étranger, solidement ancré dans sa propre réalité, et pourtant avide en catimini de s'ouvrir à d'autres horizons.

Car la Birmanie, aujourd'hui comme hier, garde sa manière unique d'accommoder ses propres contradictions. De précédentes escalas — il y a dix ans, il y a vingt ans déjà — nous avaient fait goûter son enchantement évocateur. Le plus étonnant peut-être, c'est justement que le pays soit resté si

semblable à lui-même, jalousement préservé de l'insidieuse avance de la société dite de consommation.

Certes, la circulation automobile est un peu plus pétaradante que naguère dans la capitale, et les petites japonaises ont fait leur apparition dans les rues, sous forme essentiellement de minibus qui desservent le circuit des transports en commun ou jouent occasionnellement les taxis. Mais les cyclo-pouses sont loin d'avoir dit leur dernier mot, et nul ne s'étonne de la présence tintinnabulante de carrioles à cheval ou du pas nonchalant d'un char à bœufs sur les carrefours de Rangoun. Des tacots brinquebalants appellent des passagers disparus et feraient peut-être bonne figure dans les garages de quelque collectionneur fortuné.

Le bino-joué est toujours aussi rare qu'il y a dix ans, les habitants restant résolument attachés à leur longgi, unisexue, une espèce de longue jupe en coton léger nouée à la taille. Les vendeurs ambulants continuent de promener leurs cantines fleurant bon les épices sur des balanciers de bambou en équilibre sur l'épaule, tandis que, à l'heure où la ville s'éveille, des théoriers de moindres s'égaillent dans les ruelles, bol de laque en bandoulière, pour mendier leur nourriture quotidienne. Tradition oblige sans doute, mais elle se perpétue avec une assurance si paisible que le voyageur est presque confondu de la retrouver si intensément présente.

L'appel de l'Orient pour toujours

Magie retrouvée aussi dans les crépuscules chatoyant d'or empourpré à Shwedagon, la somptueuse pagode bimillénaire, joyau de la capitale. Elle n'est pas la seule, et les sanctuaires de Soulé — juste au cœur de la ville, — de Botataung — souvenir lointain des mille officiers qui escortèrent jadis d'Inde des reliques du Bouddha, — ou encore de Kaba Aye — le plus moderne, car érigé dans les années 50 pour le sixième concile bouddhiste mondial, — ont tous leurs attraits.

Un autre encore s'y ajoute, en cours de finition, et que les Birmans appellent la « pagode de Ne Win », du nom du général qui gouverne sans partage le pays

depuis 1962. Située à proximité de Shwedagon, elle provoque des sourires entendus, et d'aucuns n'hésitent pas à rappeler que, dans la tradition locale, souverains et notables les faisaient autrefois bâtir pour expier leurs manquements à la loi bouddhiste.

C'est à Shwedagon pourtant que l'on ne cesse de revenir, comme si ce lieu d'accueillante sérénité offrait l'expression la plus palpable d'un vers célèbre de Kipling : « Si vous aviez entendu l'appel de l'Orient, vous ne penseriez plus jamais à autre chose... ». A cette heure mauve et bleue où chacun semble s'isoler pour mieux se recueillir devant une statue parmi des centaines de l'Eveillé, le glissement des pieds nus sur la pierre encore tiède se mêle aux rires et aux chants rituels. A croquetons ou assis en tailleur, hommes et femmes de tous âges, les yeux clos, égrenent des rosaires à gros grains ronds. Des bouzes regardent passer l'imperceptible cortège ; des nonnains vêtus de rose et d'abricot, ombrelle repliée, accomplissent leurs dévotions. Dans l'épaisse frondaison de l'arbre de l'Illumination, impressionnant rejeton d'une bouture autrefois ramené de Bodhi Gaya en Inde, des guirlandes de clochettes tintent dans le vent du soir. Fugitive sensation de mouvement perpétuel dans une apparence illusoire d'immobilité.

Difficile de s'arracher au cortège — mais nécessité absolue de filer, car le temps de séjour chichement accordé à l'étranger de passage est toujours limité à sept jours, durée du visa obligé. Alors qu'il ferait bon peut-être cheminer à l'allure du pèlerin ou au rythme lent du char à bœuf, le voyageur avide de découvertes accomplit au pas de course l'un ou l'autre des trajets balisés — Pagan, Mandalay, Heho, Taunggyi, Kalaw et retour, dans le meilleur des cas... si l'avion n'a pas trop de retard ou si quelque imprévu ne vient pas bouleverser le programme établi. Chacune de ces étapes pourrait mériterait à elle seule une escale prolongée.

Il aura fallu deux siècles, de 1057 à 1287, pour sceller le sort de la cité royale de Pagan, de son érection au bord de l'Irrawaddy sous l'impulsion d'une profonde ferveur religieuse et de la volonté du souverain Anawrahta jusqu'à sa chute sous le déferlement des cavaliers tartares de Koublaï Khan. Depuis, la ville abandonnée

étale ses glorieux vestiges sur une quarantaine de kilomètres carrés, pagodes et temples dessinant une géographie sacrée nimbée d'un halo d'irréalité. Des villages paisibles se sont nichés dans les alentours.

Pour les amateurs de vieilles pierres et de fresques anciennes, c'est l'endroit rêvé. Le terrible tremblement de terre de 1975 a failli anéantir pour de bon ces témoins d'autrefois, mais il s'est finalement révélé moins destructeur, et comme certains sanctuaires avaient été pieusement entretenus au fil des siècles, des travaux attentifs de restauration ont permis de sauvegarder l'essentiel. L'amateur avisé choisira vraisemblablement de prolonger son séjour dans cette cité-fantôme, quitte à se dire qu'il reviendra pour voir le reste.

Mais peut-on vraiment renoncer à visiter la ville du roi Mandalay, cette tardive et merveilleuse capitale de bois et de piété, dont la légende veut que la construction ait été prophétisée, il y a plus de deux mille ans, par le Bouddha lui-même ? Car durant ses pérégrinations, l'Eveillé se serait arrêté ici, avec son fidèle Ananda, pour méditer sur une colline — la colline de Mandalay précisément... Mille et un trésors se dévoilent au regard du flâneur averti, de pagode en bibliothèque, de stèle en statue : le souverain bâtisseur avait voulu faire de sa cité le centre religieux par excellence de son royaume. Le feu et la folie des hommes en ont décidé autrement, palais et maisons ont flambé plus souvent qu'à leur tour. Les monastères, bâtis en briques, ont mieux résisté, même si pillards et soudards ne les ont guère respectés.

Le « plus grand livre du monde », c'est à Mandalay qu'on le trouve : autour de la pagode Kuthodaw, l'ensemble du Tripitaka — les Trois Corbeilles de la loi bouddhiste — a été gravé sur sept cent vingt-neuf stèles de marbre. La sept cent trentième relate toute l'histoire de la mise en place de ce livre de pierre. Pour le lire, il faudrait au lecteur appliqué consacrant huit heures quotidiennes à cette activité quatre cent cinquante jours avant d'arriver au terme de sa tâche... Et si cela ne lui suffisait pas, il pourrait compléter son étude sur les stèles de la pagode voisine de Sandamuni, où sont inscrits les commen-

taires du canon bouddhique. Rien que pour flâner au gré des cités désertes des alentours de Mandalay — Amapura, Ava, Sagaing ou Mingun — le visiteur n'aurait pas trop de quelques jours supplémentaires.

Chaque recoin de ce pays mal connu a son charme et sa personnalité. L'Etat shan, par exemple, autour de Taunggyi, point de départ pour les fascinantes grottes aux milliers de bouddhas de Pindaya ou pour le resplendissant lac Inle et ses villages sur pilotis, ses jardins flottants et ses élégantes pirogues qui flent dans un décor d'une indolente séduction. Nombre d'endroits demeurent certes inaccessibles à la curiosité du voyageur, mais en dehors de ces routes d'une première approche, d'autres sentiers moins fréquentés offrent le plaisir de rencontres inattendues ou de découvertes insoupçonnées.

Brito le marin

Syriam ainsi, à une petite heure de gros bateau pansu et bruisant de ses centaines de passagers, à proximité de la capitale, pour une balade ponctuée de jonques, de sampans et de bateaux de pêche sur fond de douceur tropicale. Là-bas, nul ne semble avoir gardé le souvenir d'un certain de Brito,

aventurier de son état et portugais d'origine. Pourtant, au tournant du dix-septième siècle, ce hardi marin qui se disait représentant des Arakanais et se servait des Mems dans la rivalité commerciale, toute personnelle celle-là, qui l'opposait aux Birmans, avait mis à sec et pillé sans vergogne la riche cité de Pegu. Mal lui en prit d'ailleurs, car une douzaine d'années plus tard, la vengeance birmane fut sans appel : de Brito mourut empalé pour avoir commis le sacrilège suprême, avoir profané des pagodes.

Percé sur sa colline, le temple de Kyaik-Khaik est flanqué des tombeaux de deux des plus grands écrivains birmans, Natshingung et Padethayaza. Mais l'escapade à Syriam vaut surtout pour sa ravissante pagode, Ye Le Paya, — celle au milieu du courant —, à Kyauktan, une demi-heure de jeep plus loin sur une route de bosses et de poussière. Un canot moussu transporte le visiteur jusqu'à l'île, réellement au milieu de la rivière, où affluent de méchants tourbillons, le temps d'une promenade nonchalante au sanctuaire ombragé qui prend des allures de mini-paquebot à l'amarre.

(Lire la suite page 16.)

Club Aventure

EXPÉDITIONS • RANDONNÉES

ÇA MARCHE !

60 VOYAGES INSOLITES
DANS LE CATALOGUE 88

Club Aventure

catalogue gratuit sur demande
122 rue d'Assas - 75006 Paris ☎ (1) 46.34.22.80

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

هكذا من الاجل

هكذا من الامم

VOYAGE

Le rempart birman

(Suite de la page 13.)

Autrefois, Pegu fut un port d'importance, qui connut des hauts et des bas au gré des rivalités locales, aussi nombreuses que belliqueuses. Au siècle dernier, la rivière du même nom se permit tant de fantaisies qu'elle en modifia son cours, si bien que la bourgade assoupie fit des adieux définitifs aux activités maritimes. Souvent à court de temps, les touristes l'ignorent, même si sa tranquillité bon enfant laisse dans la mémoire une évanescence envivante d'y revenir.

Comme Shwedagon à Rangoon, Pegu a sa Shwesandaw, sa pagode dorée qui domine les environs de son élégant stupa pointu. C'est cependant Shwethalyaung qui la coiffe au poteau de la célébrité, car cette pagode ouverte aux caprices des vents abrite, sous son vilain toit de tôle ondulée, l'une des plus imposantes statues du bouddha couché du Sud-Est asiatique : 16 mètres de haut et 55 mètres de long du sommet de la tête au talon. Elle daterait, affirme la chronique locale, de 994, du temps du roi Migadappa I^{er}. Ayant subi les outrages de l'histoire, elle devait disparaître un temps sous un manteau de jungle, jusqu'en 1881, quand un contremaître s'activant à la construction du chemin de fer tracé par les Britanniques devait la redécouvrir. Nettoyée, chouchoutée, redorée, reliquée, elle offre aujourd'hui aux pèlerins — et ils sont nombreux — cet indé-

finissable sourire du sage au seuil du nirvana.

Quoi qu'il en soit, la longue allée couverte qui mène au cœur surélevé du sanctuaire est bordée d'échoppes : les marchands du temple sont eux aussi présents dans les mille et une pagodes de Birmanie. Ce qui les distingue néanmoins de nombre de leurs honorables confrères sous d'autres cieux, c'est qu'ils vendent certes des souvenirs pieux, mais pas — du moins, pas encore — de camelote ou de pacotille.

Couleurs végétales

Papier mâché et argile servent à façonner des jouets peints de vives couleurs végétales qui font la joie des enfants. Le bois se fait animaux de toutes tailles, sinon autels ou statues à vénérer, les fleurs en guirlandes harmonieuses forment des offrandes, miroir d'impermanence. Bambou, osier et rotin se métamorphosent en ustensiles domestiques ou en meubles, même les « murs » des maisons villageoises sont souvent en bambou joliment tressé.

Sous l'auvent, aux pieds de la statue gigantesque, un groupe de pèlerins s'apprêtent à un pèlerinage animé : des feuilles de bananier servent d'assiettes, et le riz est puisé du fond d'une hotte d'osier avec une louche en bambou. Pour se désaltérer, du jus de canne pressé sur le moment, ou à la rigueur une eau fruitée en bou-

teille de verre. Le plastique tout usage n'a pas encore atteint la Birmanie, et le paysage ne s'en porte que mieux. Pour combien de temps ? Autre originalité, inutile de demander un Coca-Cola, même dans un hôtel pour touristes — le breuvage n'a pas pignon sur rue dans ce pays décidément à part. Peut-être est-il possible d'en dénicher une canette égarée, de contrebande naturellement, sur un marché éloigné du côté de Moulmein ou de Mandalay.

En bifurquant bien avant Pegu, la route mène à Prome : une demi-douzaine d'heures à serpenter dans une campagne reposante, parsemée de hameaux et de haltes où les chars à bœufs s'arrêtent dans des nuées de poussière. De loin en loin, des collines se couvrent de petits temples, des éléphants voyagent en camions, un train siffle trois fois avant de quitter bruyamment la gare en bois où s'affairent des vendeurs ambulants tandis que des passagers somnolent dans des wagons aussi surchargés de passagers que de marchandises.

Si le bouddha à lunettes vant son pesant de curiosité, les vestiges de Sri-Kahetra, une ancienne capitale du royaume Pyu, valent



absolument le détour. Le site archéologique est moins imposant que Pagan, pourtant ses pagodes antiques aux formes arrondies présentent un intérêt indéniable pour les passionnés d'histoire et d'architecture. Aménagé avec soin, le petit musée possède des pièces de valeur — statuettes, fragments d'autels et de listaux, stèles sculptées — tandis que le gardien des lieux est un puits de détails sur ces époques oubliées.

Instituteur au village, il consacre ses loisirs à ce passe-temps exigeant qui consiste à arracher ses secrets à un silence séculaire, et partage volontiers ses connaissances avec le rare visiteur qui trouve le chemin de son fil.

Pour réplonger dans le quotidien immédiat de Prome, il suffit de gagner, au cœur de la petite cité, Shwesandaw, l'une des plus prestigieuses pagodes du pays. Une immense statue d'un bouddha assis lui fait pendant sur la colline voisine. Ici, autour du dôme doré, dans un fouillis de clochetons et dans l'embrasure de minuscules décorations de bois, des niches abritent des statues de l'Eveil parmi les plus belles qui soient en Birmanie. Et, tout proche, le majestueux Irrawaddy offre le spectacle perpétuellement renouvelé des activités journalières des hommes et des bêtes, la peine des uns, l'insouciance des autres et la courtoisie de tous.

les régions interdites de septentrion où seuls s'aventurent contrebandiers et maquisards. Triangle d'or, femmes-girafes, rubis et jade de Mogok, éléphants placides au travail dans les plantations de teck, lambeaux de brume tani-sant formes et couleurs : clichés récurrents, mais surtout multiples facettes d'une mosaïque mouvante que l'on n'en finit pas de découvrir d'un voyage à l'autre.

Oasis préservée en marge d'une modernité agressive, univers clos qui s'effiloche en ses zones périphériques, combien de temps cette Birmanie-là pourra-t-elle encore offrir ses joies au regard d'étrangers en croyant à peine leurs yeux ? Sur la route de Mandalay, les traces de pas de Kipling se sont estompées, et à Moulmein la jeune fille s'est lassée de l'attendre près de la pagode au bord de la mer.

Ce soir-là, le dernier avant le fatidique septième jour, Shwedagon se parait de toutes les séductions : profusion d'or dans des éclats de lumière, subtil enroulement des senteurs de jasmin et d'encens, sérénité de l'instinct qui passe. Une longue discussion s'achève sur les marches de l'un des innombrables petits temples tapis dans un calme intemporel. Avant de regagner son gîte solitaire, le vieil ermite au regard limpide nous a confié : « J'aimerais bien un jour voir la neige... »

JEAN-CLAUDE BURNER
et CLAUDE LEVENSON.

Carnet de route

Agences

La plupart des agences de voyages, des plus grandes aux plus petites, insistent la Birmanie à leur programme, avec, parfois, des événements aux amateurs concernant les particularités locales — confort modeste, imprévu, changements d'itinéraires. Pratiquement sans exception, toutes passent, pour l'organisation des circuits, par Tourist Burma, le bureau officiel chargé de coordonner à Rangoon le flux touristique. Ce qui explique aussi la similitude des déplacements et l'offre finalement réduite aux trajets devenus classiques.

Solitaires

Autre possibilité, plus alléchante pour les plus aventureux prêts à accepter les aléas de la formule : à Bangkok, c'est le point de départ le plus commode, voire à Calcutta, Dacca ou Katmandou, prendre soi-même la visa de 7 jours sur place et le billet d'avion. Une fois à Rangoon, ne pas laisser les bras devant les lenteurs des fonctionnaires de l'agence officielle, et profiter au maximum des possibilités offertes. Se dire aussi qu'il est impossible de tout voir en un seul séjour et que la possibilité de revenir existe : il suffit de demander un nouveau visa, en revenant au point de départ. Cela prend au maximum quarante-huit heures. Il est vrai que le prix du visa a sensiblement augmenté (environ 32 dollars) depuis avril 1987 et que le touriste individuel est tenu de changer 100 dollars à son arrivée, au cours officiel de 6,2 kyats, alors que le billet vaut à l'échange entre 30 et 35 kyats au marché noir. Le gouvernement cherche ainsi à se garantir des effets

secondaires de l'économie parallèle.

Saisons

Un peu plus vaste que la France, la Birmanie reçoit à peine 35 000 touristes par an, principalement à la saison sèche, de novembre à mai. A partir d'avril, la chaleur peut incommoder certaines personnes. Difficile d'accès et en proie à des rébellions ethniques, les régions périphériques sont, pour la plupart, interdites aux étrangers sous prétexte d'insécurité. Prome, Kyaukse, Moulmein, voire Pegu, demeurent à l'écart des circuits classiques. L'office du tourisme n'encourage pas les visiteurs à s'y rendre, mais ces lieux ne sont pas inaccessibles : il suffit d'un peu de persévérance et de chance pour ne pas se voir intrinquer l'ordre de rebroussement chemin à un contrôle routier.

Livres

Pour se préparer au voyage, en français, la meilleure introduction reste la « Petite planète », de C. Delachet et E. Guillon (le Seuil, Paris, 1978). Le guide Hachette, signé Jacques Klein (1979), est toujours d'actualité. En anglais, le Burma — a travel survival kit, de Tony Wheeler (Lonely Planet, édition 1988), constamment remis à jour, est aussi pratique que bien documenté. Richement illustré, le Burma, de Wilhelm Klein (Insight Guides, Asia productions, Hongkong), apporte d'utiles compléments à une première approche sommaire et permet de mieux cerner la personnalité de ce pays hors du commun. Il a été traduit en français dans la même présentation aux éditions de l'Errance (Paris, 1981).

Où envoyer?

LES INTELLECTUELS
FATIGUÉS

LES ECOLOS
INDERACINABLES

LES SPORTIFS
ECLECTIQUES

LES GASTRONOMES
INSATIABLES

LES MARATHONIENS
DU SHOPPING

à Jersey

à Jersey

à Jersey

à Jersey

à Jersey



Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR, et pour recevoir une documentation en français, avec la possibilité de réserver en chambre à l'hôtel de l'île de Jersey, 12, boulevard Beaumarchais, 75006 Paris, tél. (1) 47 42 92 88. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 19h. Membre de l'Union des Iles de France.

NOUVEAU NOM (si applicable) _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TEL _____

SEJOURS AU TYROL AVEC FRANTOUR TOURISME

Un pays à nul autre pareil !

Le TYROL, avec ses pittoresques villages, ses montagnes enneigées, ses vertes collines, ses campagnes fleuries, ses lacs alpestres, ses refuges, ses terrasses ensoleillées, ses anciennes villes et bourgs, est plus qu'un pays de vacances.

Pour le découvrir, FRANTOUR TOURISME vous propose :

- soit le week-end du 11 au 16 mai : 2 825 F ;
- soit le week-end du 20 au 24 mai : 2 500 F ;
- soit des séjours de 9 jours PARIS/PARIS : 3 510 F (départ les 1^{er} juin, 13 juin, 17 septembre, 29 septembre).

Les prix sont donnés au départ de PARIS et comprennent :

- le train aller-retour en couchettes 2^e classe ;
- le séjour en pension complète vin ou bière aux repas ;
- les transferts et excursions ;
- l'assurance annulation/rapatriement.

CONDITIONS TARIFAIRES SPECIALES POUR LES GROUPES. RENSEIGNEZ-VOUS :

- dans les agences FRANTOUR TOURISME ;
- dans les gares SNCF de PARIS ;
- dans les gares du RER ;
- par correspondance : BP 6208 - 75362 PARIS CEDEX 08 ;
- par téléphone : (1) 45-63-03-14

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

13^e QUESTION

D E ces cinq pays, lequel est le premier producteur de bananes ?

(Malte - Islande - Finlande - Grèce - Portugal)

L'INDICE DU "MONDE"

POUR faire pousser des bananes, le chapeau du soleil n'est pas la seule à prendre en compte.

14^e QUESTION

COMBIEN de villes européennes seront desservies par Air France au départ de Nice pendant la saison d'été, d'avril à octobre 1988 ?

L'INDICE DU "MONDE"

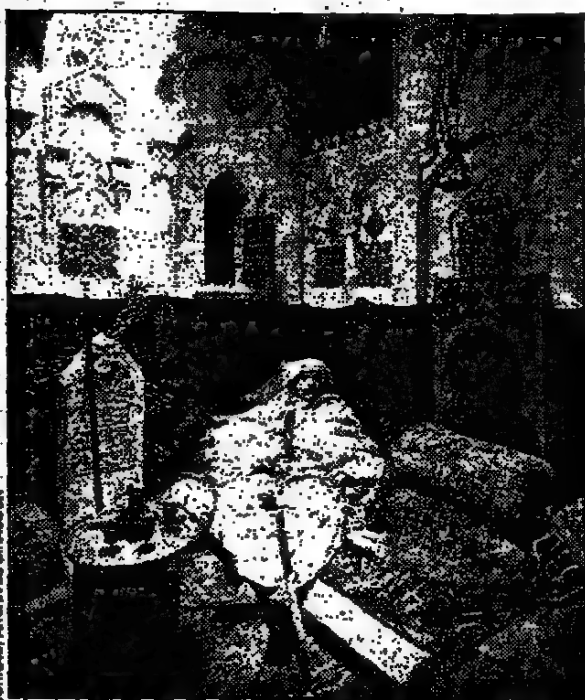
D E Toulouse, il y en aura 9. Nice est un aéroport international plus important.

Les questions 15 et 16 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 29 avril (date 30).

Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 6 mai (date 7).

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE

Pour 20 questions supplémentaires et le Guide du routard



L'itinéraire passe par Saint-Michel, Rivière Vermillon, les lacs de la région du Vermillon, le lac Saint-Clair, la rivière du Poste et le lac Taureau. Ce circuit est accessible à toute personne sportive, en bonne forme physique et appréciant le camping sauvage et la forêt. Il dure sept jours et coûte de 2 070 F à 2 530 F par personne selon les dates. Ce prix comprend l'équipement complet (canots et vestes de sécurité), les tentes, sacs de couchage, sacs à dos, matériel de cuisine et l'assistance d'un guide-instructeur expérimenté. Il ne comprend pas le transport aérien Paris-Montreal et le transfert. Prochains départs : les 16, 24 et 25 juin ; 6, 14, 16 et 26 juillet ; le 1^{er}, le 16, le 21, le 25 et le 30 août.

Les oiseaux de Bretagne

En six jours, observer, écouter, photographier plus

de cent espèces d'oiseaux, rencontrer sur le terrain les acteurs de leur protection. C'est une des idées que propose, pour se mettre au vert en Bretagne, Kerlann, une association dont le siège se trouve dans la petite commune de Boumeur, en plein monts d'Arrée (29218 Huelgoat). Tél. : 98-99-67-67.

Kerlann s'est fait une spécialité du tourisme écologique, loin des plages du Finistère, mais près des rivières à truites et à saumons, au milieu des tourbières et des landes, dans les îles en mer d'Iroise, en passant par les montagnes émaillées, les bois de résineux, le parc naturel d'Armorique, les réserves d'oiseaux.

Des nouveautés cette année : des séjours de pêche à la mouche, de pêche au thon à bord d'un voilier traditionnel, des circuits nature réalisés avec la Société pour la protection de la nature en Bretagne, opération unique en France, des séjours

d'observation de la faune à bord d'un vieux bateau. Hébergement à l'hôtel ou le plus souvent chez l'habitant. De 2 000 F à 3 500 F par semaine.

Destination Tanger

Il est des villes tellement ancrées dans l'imaginaire que l'on se demande si elles ont jamais existé et si l'on pourrait les approcher pour peu qu'on ait envie d'en vérifier la réalité. Ainsi de Tanger, plus fréquentée au cinéma et dans la littérature que vraiment visitée.

Une agence prend le pari de lui donner du corps, si l'on ose dire, et entraîne les voyageurs vers cette cité marocaine qui ouvre l'Afrique tout en gardant un goût désuet d'Europe. OTU-Voyage (137, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 43-29-12-88) y a aménagé un séjour quatre



étoiles au cœur de la ville. Départs en avion tous les vendredis, d'avril à début novembre, à partir de 2500 F.

Botswana, éden africain

Dix-neuf jours dans le « dernier éden africain », en Botswana, en Afrique australe. Club Aventura (122, rue d'Assas, 75006 Paris, tél. : 46-34-22-60 et agences de voyages) entraîne son monde à bord de véhicules tout-terrain dans la traversée du désert

du Kalahari et la découverte en pirogue du delta de l'Okavango.

L'expédition prend son envol aux chutes Victoria, où le Zambèze lance ses eaux dans une faille de plus de 100 mètres. Visite des parcs animaliers de Moremi et Chobe. Prix : 19 000 F. Il comprend le vol Paris-Johannesburg-Victoria Falls-Johannesburg-Paris, la circuit en Toyota 4 x 4, l'assistance de deux guides accompagnateurs français, la pension complète, deux nuits d'hôtel et le matériel de camping. Du 3 au 21 juillet et du 4 au 22 septembre.

Loti à Rochefort

Marin, acrobate de cirque, dessinateur, écrivain, académicien. C'est Pierre Loti. Lire et partir ! 18, rue de l'Arcade, 75008 Paris. Tél. : 42-85-86-45 propose un voyage à la découverte du grand homme, du vendredi 29 avril au lundi 2 mai. On commence le périple à Paris avec, notamment, une visite de l'exposition Photos et dessins de Pierre Loti, à la galerie Régine Lussan (7, rue de l'Odéon) avant de prendre la route pour Rochefort. Visite commentée de la maison natale, circuit Pierre Loti en Aunis-Saintonge, détour à Brouage et promenade dans l'île d'Oléron seront les points forts de ce bain en littérature.

Le Canada à la dure

Pour amateurs de grands espaces, côté Atlantique, côté Pacifique, de part et d'autre des Rocheuses, voici Nouveau Monde (8, rue Mabilon, 75006 Paris, tél. : 43-29-40-40). Signale un circuit camping au Canada sur la route des trappeurs et des trafiquants de fourrures, en pleine nature sauvage du Québec.



FELICISSIMO!

En Italie, tout est plus exubérant, plus beau, plus grand, plus sensible, plus fort. Le climat, la mer, les paysages, l'art, la culture et l'accueil, l'inoubliable accueil italien. Demandez toutes les informations à l'ENIT, 23, rue de la Paix, 75002 Paris (tél. 42.66.66.68). Pour la France du Sud, 14, rue de Verdun, 06048 Nice (tél. 93.87.75.81). Bonne nouvelle pour tous les automobilistes : il existe des bons d'essence et des réductions sur les autoroutes.

L'Italie.
Votre cœur y revient toujours.

سكزا من الاموال

هكذا من الاجل

ENQUETE

Venise à nouveau propriétaire

Grand émoi à Venise, où les militaires quittent l'arsenal. Mais alors comment aménager ? Et que construire sur ces lieux qui virent tourner la plus grande entreprise industrielle de la chrétienté ?

« R UE sans sortie. » Le visiteur qui, fuyant la bousculade du centre de Venise, a entrepris d'explorer les *Fondamenta Nuove*, face à l'île du cimetière et Murano, bute sur cet avis en plusieurs langues placardé contre un rempart. Un pont cependant enjambe le canal, douve que flanque comme un haut mur de briques surmonté de merlons : une sorte de couronne en balcon sur la lagune le prolonge à mi-hauteur de l'impressionnante enceinte. Quelques pêcheurs y pêchent. Une voie sans issue n'est pas une voie interdite.

chemin de ronde. Il débouche sur un quartier aux allures de petite cité ouvrière. Du nombre des hommes en uniforme qu'il rencontre, il déduit que ce sont là des habitations pour officiers marins. Plus loin, une porte un peu dérobée aux regards et vaguement croulante donne accès à l'intérieur du rempart. Des adolescents y disputent un match de foot sur un terrain cerné d'immeubles : des grappes de chats prennent le soleil, deux matrones assises sur le pas de leur porte tricotent en devisant, un homme bêche consciencieusement son jardin.

Rien de moins martial que cette périphérie campagnarde de la ville de saint Marc. Et pourtant, on est dans l'arsenal de

Venise, une enceinte militaire ! Comment ne pas songer au *Rivage des Syries* de Julien Gracq ? Il n'est sans doute pas un des Doges qui ait ainsi poussé une pointe au cœur de cette véritable « cité interdite » taillée dans la queue de ce poisson que, sur les cartes, Venise ressemble de façon stupéfiante. L'arsenal s'y signale surtout par le vaste plan d'eau de sa « grande darse » quasiment rectangulaire, en parfait contraste avec le labyrinthe des canaux et des ruelles.

Infinitement plus nombreux certes sont les Vénitiens et les touristes qui se sont attardés devant la porte de Mer, l'entrée historique de ce haut lieu de la Sérénissime encadrée par ses deux hautes tours de briques aux cornières

renforcées de pierre blanche d'Istrie, et surtout devant la porte de Terre. Cette admirable construction de la première Renaissance vénitienne est précédée de ses huit statues allégoriques et flanquée de deux énormes lions qui symbolisent jadis la « Dominante », comme se dénommait elle-même l'illustre République.

Bon nombre auront aussi pénétré les portes du Musée naval, un appendice militaire extérieur à l'arsenal, bien propre à faire comprendre les sources d'une telle puissance dont l'orgueil se voit encore ici dans les restes du Bucentaure, le bateau de parade des Doges. Enfin, sur les centaines de milliers de visiteurs de la Biennale internationale des arts plastiques, beaucoup, sans doute, posent une petite pointe au-delà des fameux jardins napoléoniens, empruntant le pont de bois qui relie si légèrement l'île San-Pietro à la ville, et musardent quelque part sur la place entre le campanile et l'église à coupole. Face à eux, le spectacle le plus suggestif peut-être — avec à nouveau un autre rempart — d'une Venise qui fut reine de l'Adriatique et presque régente de la Méditerranée avant de devenir une simple fabrique à rêves pour les hommes.

Or de ce lieu qui les repousse de toute son enceinte hautaine — et bien entendu de sa garde militaire qui interdit l'entrée de la porte de Terre à toute personne non autorisée — les Vénitiens vont bientôt reprendre possession. La « loi spéciale » votée en 1984 afin de sauver la lagune des différents périls qui la menacent, en particulier, prévu un sensible repli de la marine et une remise à la disposition des autorités civiles des précieux espaces ainsi libérés. Des trente-deux hectares que compte aujourd'hui l'arsenal, seul le tiers, nous précise l'amiral Giuseppe Iaccheri, aimable successeur des antiques capitani generali da mar, demeurera dans l'escarcelle de la marine.

« Une galère par jour »

Compte tenu de ce qu'un autre tiers a déjà été concédé à une société de chantiers navals, c'est une belle dizaine d'hectares, y compris un superbe plan d'eau, qui vont revenir à la commune. Fascinés par cet espace longtemps interdit, les Vénitiens interrogés assurent tous que c'est là « un sixième de la superficie de la ville historique ». En réalité, c'est un peu moins du cinquantième, mais lorsqu'on sait ce que représente un seul mètre carré en un tel lieu, on conçoit que les esprits divergent.

Le défi est quasiment posé : la marine entend bien commencer les travaux nécessaires à son repli avant le milieu de cette année, nous a-t-on confirmé à la base. Que faire dès lors de l'arsenal ? Que faire de ce lieu qui a symbolisé plus d'un demi-millénaire durant la capacité de projection dans l'immense Méditerranée de la minuscule Venise ? Un endroit d'où, assuraient les propagandistes de la Sérénissime, pouvait sortir « une galère par jour » et qui, en tout cas, au sommet de son industrie, en gardait près d'une centaine en réserve, prêtes à être lancées.

Un espace où, aux côtés d'édifices croulants, figurent encore au moins trois superbes « lieux » : la célèbre Tana, un rectangle de 317 mètres de long sur 21 mètres de large, rythmé par soixante-huit colonnes hautes de sept mètres où la Sérénissime faisait tisser les

cordages de ses flottes et que le monde redécouvrait cet été à l'occasion de la quarante-troisième Biennale, qui y installa sa section pour les artistes de moins de quarante ans ; les *scuoladori*, local où l'on faisait sécher debout les troncs d'arbres destinés à la construction des navires — un décor qui aurait inspiré à Piranesi ses célèbres *Progetti immaginari*, nous assure le capitaine de frégate Zanelli, qui nous guide de façon souriante et érudite dans ce dédale ; et les *gaggiandieri*, deux bassins superbement couverts rendus célèbres naguère par Sergio Leone qui y a tourné quelques scènes de son film *Il était une fois l'Amérique*.

Une floraison de projets

Depuis vingt ans que l'idée flotte dans l'air, et quelques mois qu'elle se précise, les projets de réaménagement de l'arsenal ont naturellement fleuri. Les plus anciens ne manifestent guère de respect pour la charge historique et culturelle du lieu : tous les équipements, sanitaires, sportifs, ou autres, dont est dramatiquement sous-pourvue la cité des Doges, ont un jour ou l'autre mentalement été installés à l'arsenal ! L'air du temps commande aujourd'hui davantage d'attention au génie propre de l'endroit.

Le débat s'est donc déplacé : dans quel esprit restaurer ? Faut-il que cela devienne un monument dédié à la mémoire de ce qui fut un moment, selon Frédéric Lane (1) « la plus grande entreprise industrielle de la chrétienté, et peut-être du monde » avec ses deux mille à trois mille ouvriers ? Mais cela ne manquerait-il pas d'audace, et ce alors que les dépenses à engager seraient colossales ?

Deux expositions-projets ont ces derniers mois illustré ces pôles antagonistes. La thèse de l'occupation non violente des volumes existants est défendue par M. Romano Chirivi, un architecte qui se passionne pour l'endroit depuis qu'il a achevé en 1970 le premier plan d'atelier contemporain. Quant à celle d'un « réordonnement » d'esprit « post-moderne » et démythifiant, elle a été tout récemment illustrée par un groupe de dix-huit architectes italiens, autrichiens et yougoslaves qui ont choisi de se placer sous la bannière de la *Mittteleuropa*.

Conservons ou bousculons : mais pour quoi faire ? Le conseil municipal n'a encore jamais étudié la question, nous précise le maire de Venise, M. Antonio Gaspari — il est vrai en selle depuis le 15 février seulement après une crise qui a laissé la ville sans timonier cinq mois durant. — mais les idées ne manquent pas. « L'exposition universelle de l'an 2000 », a lancé M. Gianni De Michelis, jeune lion socialiste qui a son fief électoral sur la lagune. « Un musée de l'eau et des machines aquatiques, qui serait à Venise ce que La Villette est à Paris pour les sciences », avance M. Chirivi.

Inoubliable week-end !
au WALDORF ASTORIA
DE NEW YORK
avec CONCORDE
Départ le 9 juin sur
Boeing 747 Air France.
Retour le 12 juin en
Concorde, à partir de
14 900 F. Aircom : 93, rue
de Monceau, 75008 Paris.
Tél. : 45-22-86-46. Télex
643-780. E. Lic. : 175001.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE
CÔTE LANDAISE
MIMIZAN - LANDES 25 km
MAISON BOURGEOISE
12 pièces - Parc boisé.
1 100 000 F.
Tél. 52-42-43-36.
CÔTE D'AZUR
CARAVANING RÉSIDENTIEL
à 8 km des plages. Lots arborés et
viabilisés avec ou sans caravane.
À partir de 75 000 F.
EUROPAZUR, 182, rue Jean-Jaures,
83600 FREJUS - Tél. 94-51-55-52.

SALON DES INNOVATIONS ET DES TECHNOLOGIES APPLIQUEES AU TOURISME

VOTRE TECHNOLOGIE NOUS INTERESSE

Industriels, entrepreneurs du futur et spécialistes des technologies de pointe, le SITT est fait pour vous ! Une occasion exclusive de transférer vos technologies au monde du Tourisme, des Sports et des Loisirs. De vous ouvrir ainsi des champs d'application nouveaux, une diversification de vos produits, des marchés porteurs. 650 millions de consommateurs européens vous tendent les bras... Aujourd'hui.

RENCONTRONS NOUS !

NUMERO VERT 05 25 35 65

Pour une documentation gratuite, veuillez remplir ce coupon et l'adresser à :
Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes et des Hautes-Pyrénées.
Commissariat général du Salon : 3, cours Gambetta - 65000 Tarbes.

Monsieur : _____ Fonction : _____
Nom de la société : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

1^{er} SALON
DES INNOVATIONS
ET DES TECHNOLOGIES
APPLIQUEES AU TOURISME
TARBES DU 22 AU 25 SEPT. 88

son ars

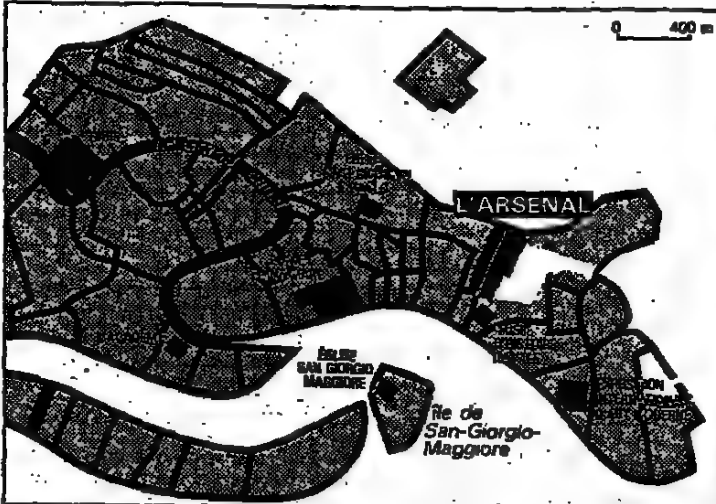


WARD AIR...
L'UN...
L'UN...
L'UN...

Si vo
per

AMERDOO

la propriété de son arsenal



Par le passé le même architecte avait imaginé mettre à l'arsenal - Biennale oblige - un « Ensemble international d'art contemporain, une sorte de Beaubourg ».

Il ne pouvait manquer, puisqu'on est dans la péninsule, au projet Fiat. De fait, la grande firme automobile, déjà présente depuis deux ans sur la lagune par ce lieu d'expositions à succès qu'est le palais Grassi, s'est associée à l'Agà Khan, PDG de la chaîne italienne des hôtels CIGA, en vue de créer, assure la rumeur,

un port de plaisance d'une capacité de sept cents anneaux. Le patron de la CIGA est venu visiter l'arsenal il y a quelques mois ; une minutieuse étude des coûts est en cours.

L'hypothèse a fait tourner les sangs des Vénitiens, clochermeriques comme tous les habitants de la péninsule. Cette fois ce n'était plus seulement l'« étranger » turinois, déjà jugé bien envahissant par son palais Grassi, qui allait débarquer : « Le Turc ne passera pas », a fièrement proclamé un

journal, assimilant hardiment le chef des musulmans ismaéliens à l'ennemi historique ottoman, contre lequel Venise avait, trois siècles durant, assuré la « défense du Levant » !

Seulement voilà : ces « gens-là » proposent, outre de gros sous, une capacité d'organisation et de décision dont la vie publique italienne est dramatiquement dépourvue. Pour s'en tenir à Venise par exemple, la destination ultime des ex-grands Moulins Stacchi, dont l'impressionnant

bâtiment se trouve au bord du canal de la Giudecca, est en discussion depuis plus d'un quart de siècle !

« Bienvenu soit le Turc ! »

Or, nous assure un officier de marine, « à la vitesse où se dégradent les choses dans cette ambiance maritime et lagunaire, il n'y aura plus un seul toit sur un édifice dans dix mois ». Le problème de la restauration de

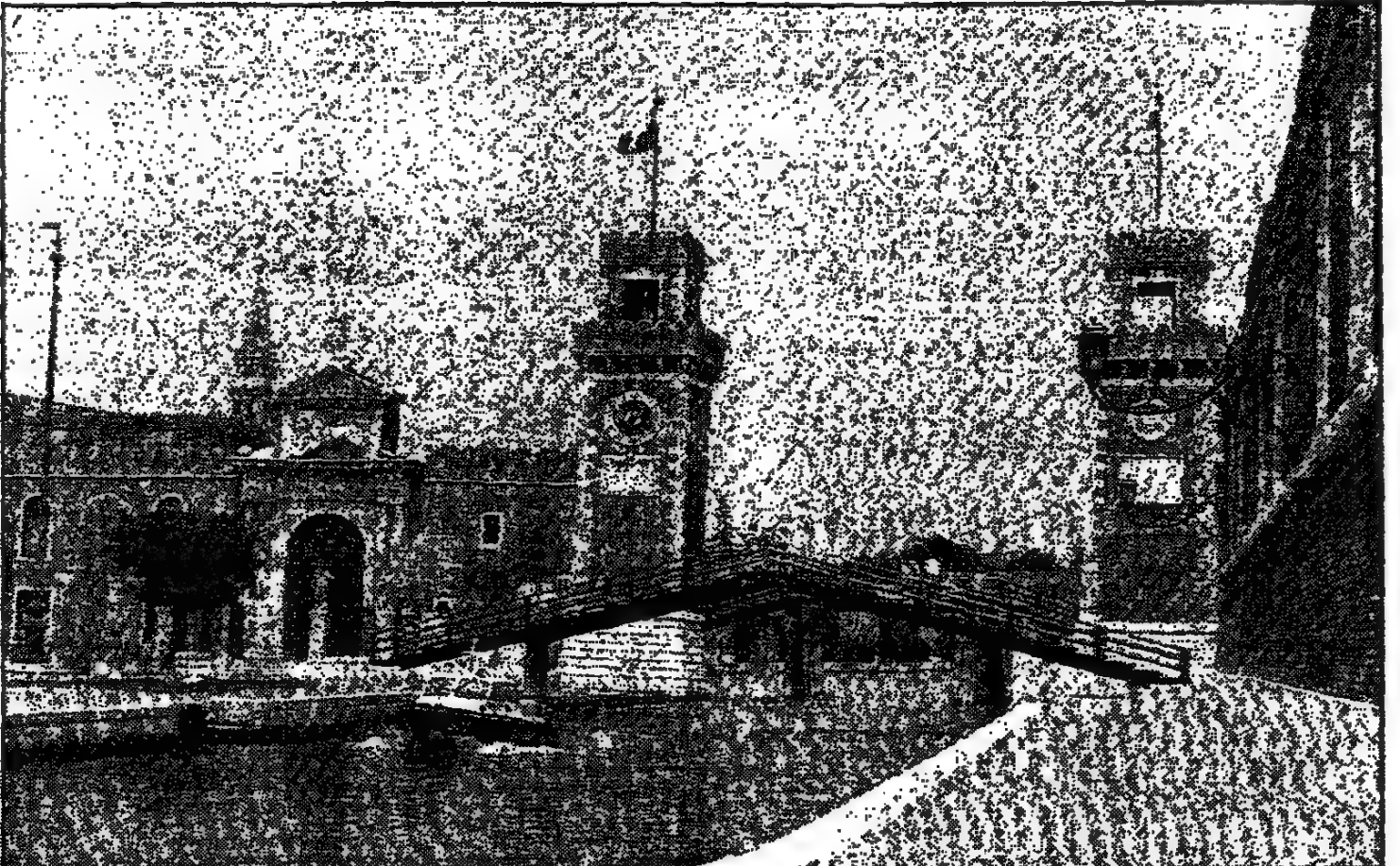
l'arsenal serait alors résolu par le vide. Et toutes les hypothèses d'utilisation à bon compte de cet espace exceptionnel deviendraient alors plausibles.

« Bienvenu soit le Turc », peut dès lors conclure un de nos interlocuteurs, cependant peu porté sur les marins, « s'il arrive suffisamment tôt pour empêcher l'écroulement définitif de l'arsenal ». Lié, comme tous ses confrères architectes italiens aux mille fils de la « problématique nationale », M. Chirivi nous

déclare au passage son « intérêt limité de perplexité pour la façon désinvolte, mais somme toute courageuse, qu'ont les Français de prendre à bras-le-corps les problèmes d'urbanisme ». Alors, après Marco Polo en Chine, verra-t-on un jour le Chinois Pei à Venise ?

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Frédéric C. Lano : Venise, une République maritime, un ouvrage fondamental sur l'histoire de la Sérénissime, Flammarion.



LE CANADA. 0,19F LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F.

*Base Paris/Montreal aller-retour 11.060 km (tarif au 01/02/88).

Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion. Pour vos réservations, contactez votre agence de voyages, ou le 42.61.54.24.



WARDAIR HOLIDAYS

ACCESS VOTRE NEW YORK 2000 FAR

	AS	AR
LOS ANGELES	1800	2800
SAO PAULO	1500	2500
MIAMI	1600	2600
CHICAGO	1600	2600
DALLAS	1600	2600
WASHINGTON	1400	2400
ORLANDO	1000	2000
MONTREAL	1000	1800
CALGARY	2100	3700
NO DE JANEIRO	3400	4800
MEXICO	2500	4300
BANGKOK	3200	4700
SYDNEY	4200	7800
ATLANTES		2800

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
RÉSERVATIONS POSSIBLES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRE.

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94
6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

Paris-Douala AR 4.115F
sur vols réguliers.

Si vous avez plus de 31 ans, moins de 55
et pas d'enfant, vous avez
perdu votre temps à lire cette annonce.

UTA et Cameroon Airlines vous proposent les nouveaux Tarifs Challenge sur Douala et sur Garoua, Paris-Garoua AR 4.035F sur vol direct Cameroon Airlines : 65 % de réduction sur les vols verts et 45 % sur les vols rouges*, pour les moins de 27 ans, les familles (parents et enfants, avec au moins 3 personnes voyageant ensemble), les plus

CAMEROON AIRLINES

de 60 ans (dès 55 ans pour les femmes).

Renseignez-vous auprès de Cameroon Airlines, UTA ou votre agent de voyages pour bénéficier de nos vols réguliers à prix charter et pour les tarifs au départ de Lyon et Marseille.

* Tarif au 01/01/88 sous réserve de modification sans préavis.
* 55 % sur vols verts et 55 % sur vols rouges pour les citoyens de moins de 31 ans, les travailleurs, les réfugiés.

UTA

LA SCANDINAVIE À LA CARTE EN TOUTE INDÉPENDANCE

Car-Ferries, chèque-hôtels, chalets, camping cars, avion, circuits auto : toutes les formules faciles pour découvrir les pays nordiques en toute liberté.

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS
10, rue Amber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.80

La qualité scandinave SCANDITOURS

Islande '88

Séjour à la ferme, pêche, randonnées à cheval, camping sauvage, raids, mountain bike, trekking, ornithologie, géologie... en voyages individuels ou en groupes.

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR
9, bd des Capucines - 75002 PARIS - (1) 47.42.52.26

M. _____

Adresse _____

...C'est qu'un aperçu du programme que vous propose l'ISLANDE pour vos prochaines vacances.

ICELANDAIR

Info. Minitel : 36.16 code OTISLAND

هكذا من الاجل

WEEK-END

Crimes chics

On croit pouvoir passer une fin de semaine agréable dans un hôtel avec confort et étoiles, et puis voici que des assassins se mettent à l'ouvrage : « murder party ».

« **M**ONSIEUR, répondez-moi franchement : avez-vous vu quelque chose ? »

D'abord, interloqué, le concierge de l'Hôtel Royal de Deauville reprend vite ses esprits. « Non, madame, répond-il le plus sérieusement du monde. Personne n'est passé ici. »

Bon, fait alors la cliente, en proie à une intense agitation. C'est donc qu'il est sorti par derrière. Et elle disparaît, une main plongée dans son sac. Il a semblé au portier qu'elle y dissimulait une arme. Mais peut-être n'était-ce qu'une illusion.

Le temps de quelques week-ends par an, le personnel des hôtels de la chaîne Lucien Barrière ne s'étonne plus de rien. D'étranges réceptions se déroulent dans les salons, de sombres complots sont ourdis dans les chambres et les cadavres pleuvent sur les trottoirs ou dans les caves du casino. Bref, le fantôme d'Agatha Christie rôde dans les couloirs. Depuis un an, Deauville accueille en effet les amateurs de « week-ends mystère ». La formule, lancée avec succès il y a quelques années en Grande-Bretagne et aux États-Unis, y a été introduite à l'initiative du directeur du Royal, M. Christian Meunier.

Le principe en est simple et le rite immuable. Une trentaine de personnes, mélangées aux autres clients de l'hôtel, arrivent le vendredi, en fin de journée. Un cocktail est organisé pour leur permettre de se rencontrer. La plupart sont d'authentiques clients, mais un certain nombre de comédiens se sont glissés parmi eux, qui vont suivre pendant trois jours les grandes lignes d'un scénario soigneusement préparé à l'avance. Un crime, peut-être plusieurs, seront ainsi commis, et c'est, aux

invités que reviendra le soin de démêler les fils de l'intrigue, de découvrir le coupable et de révéler son mobile.

Ce jour-là, tout commence au bord de la piscine. Le cocktail d'accueil bat son plein quand une jeune femme s'écroule, précipitant dans sa chute l'un des invités dans le bassin. Les convives apprennent la nouvelle de son décès au cours du repas qui suit. A cette annonce, une jeune femme a du mal à contenir son émotion : elle avait parlé à la victime cinq minutes avant le drame. Mais, contrairement à toute attente, cette participante impressionnable se révélera être une authentique cliente et non une comédienne.

Le lendemain, c'est au restaurant du Casino que l'un des convives sera trouvé entre deux rangées de bouteilles, un stylet planté en plein cœur. Qui a tué et pourquoi ?

Le directeur menottes au poignet

L'intérêt du jeu repose autant, on l'aura compris, sur la qualité de l'intrigue que sur le degré d'implication des participants. Sur ce dernier point, pas d'inquiétude à avoir. Pendant tout le week-end, chacun se pique au jeu, recherche les indices et tente de confondre les suspects ; avec un bonheur inégal, certes : n'est pas Hercule Poirot qui veut.

Ainsi, une détective amateur n'avait-elle pas trouvé de meilleur confident pour l'aider dans ses recherches que... l'assassin ! Souvent, d'authentiques clients sont sommés de se démasquer au bout de trois jours par le reste des participants, ou, pis, d'avouer leurs crimes. Quant au directeur adjoint de l'hôtel, présent tout au long de l'enquête, c'est sans doute menottes aux poignets qu'il achè-

verait ses week-ends si le dénouement final ne venait l'innocenter. Dans un tel contexte, chacun finit en effet par être suspect aux yeux de tous et c'est de l'ambiguïté entre fiction et réalité que naît le côté divertissement de l'exercice.

Cette ambiguïté, les comédiens engagés pour l'occasion la vivent également. Tandis que les clients jouent leur propre rôle, il s'agit pour eux d'interpréter bien plus qu'une simple pièce. « Être au milieu des gens, devoir improviser dans les situations les plus inattendues tout en étant en permanence sur le fil du rasoir, voilà le vrai défi », confie Gérard Morales, concepteur de scénarios, réalisateur et comédien professionnel, qui pense développer la formule en organisant des « murder parties » pour le compte d'entreprises et de particuliers.

Il est vrai qu'il y a là un créneau pour l'animation de séminaires, de vacances ou même de soirées qui n'a pas échappé à Nicolas Clifford, le patron de Blyth & Cie, ni à l'équipe d'Intelligence Service, les deux sociétés spécialisées dans le genre auxquelles les établissements de Deauville ont fait successivement appel (1).

Pour M. Meunier, ces « murder parties » sont l'une des illustrations des formules modernes d'hôtellerie. « Le client, explique-t-il, n'attend plus simplement un lit dans une chambre bien décorée et un service de qualité. Il faut lui fournir en plus un éventail d'activités. »

C'est la raison pour laquelle la chaîne Lucien Barrière (sept hôtels de luxe, trente-deux restaurants, sept night-clubs et sept casinos, 445 millions de chiffre d'affaires) a lancé depuis quelques années des formules de séjour « à thèmes », allant du « historique » (rétro, Louis XV ou costumé) au séjour pour mélomane, baptisé



RENA DAZIN

« moments musicaux », en passant par le forfait sportif (golf ou tennis), les semaines gastronomiques ou les stages de décoration florale.

Dans le cas d'une station comme Deauville, les avantages sont encore plus évidents. Attirée par une formule « à thème », la clientèle est moins susceptible de se raviser quand les conditions climatiques sont incertaines. Or en saison, l'occupation de l'hôtel varie de cent cinquante à trois cent vingt chambres le samedi-matin, selon qu'il fait beau ou non. Les formules thématiques constituent ainsi une véritable garantie contre le mauvais temps et assurent un taux de remplissage minimum le week-end, de la même façon que les séminaires d'entreprises fournissent une fréquentation minimale en semaine.

D'autres formules sont en projet, en particulier des week-ends boursiers où des professionnels viendraient donner aux participants des conseils pour faire fructifier leur capital : une difficile cohabitation en perspective... avec les fanatiques de la roulette ou des courses de chevaux.

L'hôtellerie de luxe ne prend-elle parfois pas un risque pour son image de marque avec une formule comme la « murder party » ? Pas pour Lucien Bar-

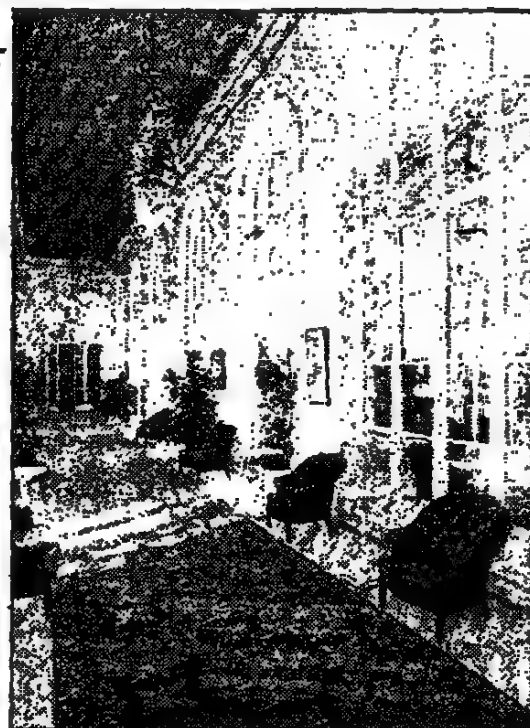
rière, qui y voit surtout un clin d'œil, une façon divertissante de créer l'événement et de prolonger la saison. Des « week-ends mystère » seront donc organisés régulièrement à Deauville (2), en attendant une éventuelle extension de la formule dans les autres établissements du groupe.

Pas question toutefois que le jeu vienne perturber le service de l'hôtellerie traditionnelle : le nombre de joueurs est limité à une trentaine, à la fois pour préserver l'activité normale de l'établissement et pour assurer aux participants une prestation justifiant le tarif respectable de 3 000 F par personne pour trois jours, en pension complète.

Lucien Barrière s'est donné quelques années pour assurer en France le succès de la formule. « En bon Français pragmatique, assure-t-il, je sais que nous sommes trop réalistes pour jouer le jeu comme les Anglais. » Voire... Le bouche-à-oreille fonctionne déjà et les amateurs de jeux de rôle sont nombreux. Le crime pourrait payer plus vite que prévu...

BERNARD SPITZ.

(1) Intelligence Service, tél. : 46-34-22-94 et 45-01-29-25 ; Blyth & Cie, tél. : 46-33-02-00.
(2) Pour tous renseignements : Hôtel Royal à Deauville. Tél. : (16) 31-88-16-41.



JACQUES ORLAND

Meurtres à domicile

Les amateurs d'émotions fortes qui n'auraient pas la possibilité de consacrer tout un week-end à exercer leurs talents de détective peuvent trouver une consolation grâce au jeu de société. Schmidt International propose des « murder parties » en coffret entièrement organisées à l'avance. L'acheteur n'a plus qu'à adresser à ses amis les invitations fournies dans la boîte.

Dans *Voie de nuit pour la mort*, les huit participants sont les passagers d'un Zappalin en route pour Rome. Un crime a été commis la nuit précédente. Le coupable se trouve forcément parmi eux. Au long de la soirée, en échangeant les indices et les informations contenues dans la lettre « confidentielle » qui a été remise à chacun d'eux, les joueurs vont tenter de résoudre l'énigme. A la fin de la nuit, l'enveloppe contenant la solution est déscellée et le mystère révélé aux participants qui auront été producteurs flamboyants, comédiens à la dérive ou comtesse aventureux.

Autres titres disponibles : *Qui a tué Max Duval ?*, un meurtre sur fond de courses hippiques, et *La Dernière Chance*, un scénario criminel au sein d'une secte religieuse.



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-62-70 - Licence A 681

DECouvrez LA NOUVELLE-ZELANDE

VOYAGE UNIQUE
12 novembre au 13 décembre 1988
Tout compris en demi-pension.
33 500 F

MONTAGNES & DÉSERTS

SAHARA, THÉTIS, SAPOC, YEMEN, CÉTE, KENYA, ARCTIQUE

VOYAGES A PIED EXPÉDITIONS

NOMADE

50 av. des Ternes - 75017 Paris - Tél. 43.42.43.45

Aller en Finlande, c'est renaître

Il y aura le soleil presque sans arrêt dans le ciel. Juste devant vous l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Au-dessus passeront les grands oiseaux du Nord et à perte de vue, tout autour, ce sera la forêt. Vous serez comme un Robinson, attentif, aux bruits silencieux de l'air, de l'eau et du feu que vous allumerez le soir. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y respirant chaque jour davantage.



Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge : les rennes y sont toujours plus nombreux que les hommes.

Venez : nos « paquebots-ferries » ont le luxe et le raffinement des transatlantiques. D'Allemagne de l'Ouest en Finlande ou de Suède en Finlande :

Finnjet - Silja Line (Scanditours) ; de Suède en Finlande : Viking Line (Bennett Voyages).

Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Aubert, 75009 PARIS
Tél. : 42 66 40 13 - Minitel 36 16 Finlande

Nom
Adresse

Finlande
naturellement votre

En Norvège la nature est reine, tranquillement



« Un pays humain où les êtres et les choses sont en accord avec la nature. Les mille facettes de la mer et de la montagne : fjords, côtes escarpées, vallées verdoyantes avec cascades, forêts sauvages, glaciers... En avion, en train, en bateau ou en voiture vous vivrez la vraie nature tout en appréciant les loisirs et l'accueil des Norvégiens. »

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les différentes formules de voyage et de séjour, renvoyez ce coupon accompagné de 10 F en timbres à Mailing Express-Norvège, B.P. 221, 75083 Paris Cedex 18.



M.
.....
.....

Si vous avez un Minitel, composez le 36.16 Code d'accès OTNOR ou VOYAGEL.

سكزا من الاجل

JEUX

échecs

N° 1277

VIOLENCES

(Tournoi open de Lugano 1986)

Blancs : ERIST (Souda)
Noirs : DAM (Hollande)
Partie européenne
Gambit Marshall.

1. d4 d5 2. c3 c6 3. f3 f6 4. f4 e5 5. e4 e6 6. d5 d6 7. f5 f6 8. e5 e6 9. e6 e7 10. e7 e8 11. f6 f7 12. g5 g6 13. h4 h5 14. g3 g4 15. f4 f5 16. e5 e6 17. d4 d5 18. c3 c6 19. b3 b4 20. a3 a4 21. b4 b5 22. c5 c6 23. d6 d7 24. e7 e8 25. f8 f9 26. g9 g0 27. h0 h1 28. i1 i2 29. j2 j3 30. k3 k4 31. l4 l5 32. m5 m6 33. n6 n7 34. o7 o8 35. p8 p9 36. q9 q0 37. r0 r1 38. s1 s2 39. t2 t3 40. u3 u4 41. v4 v5 42. w5 w6 43. x6 x7 44. y7 y8 45. z8 z9 46. aa9 aa0 47. ab0 ab1 48. bc1 bc2 49. cd2 cd3 50. de3 de4 51. ef4 ef5 52. fg5 fg6 53. gh6 gh7 54. hi7 hi8 55. ij8 ij9 56. kl9 kl0 57. lm0 lm1 58. mn1 mn2 59. no2 no3 60. op3 op4 61. pq4 pq5 62. qr5 qr6 63. rs6 rs7 64. st7 st8 65. tu8 tu9 66. uv9 uv0 67. vw0 vw1 68. wx1 wx2 69. xy2 xy3 70. yz3 yz4 71. za4 za5 72. ab5 ab6 73. bc6 bc7 74. cd7 cd8 75. de8 de9 76. ef9 ef0 77. fg0 fg1 78. gh1 gh2 79. hi2 hi3 80. ij3 ij4 81. kl4 kl5 82. lm5 lm6 83. mn6 mn7 84. no7 no8 85. op8 op9 86. pq9 pq0 87. qr0 qr1 88. rs1 rs2 89. st2 st3 90. tu3 tu4 91. uv4 uv5 92. vw5 vw6 93. wx6 wx7 94. xy7 xy8 95. yz8 yz9 96. za9 za0 97. ab0 ab1 98. bc1 bc2 99. cd2 cd3 100. de3 de4 101. ef4 ef5 102. fg5 fg6 103. gh6 gh7 104. hi7 hi8 105. ij8 ij9 106. kl9 kl0 107. lm0 lm1 108. mn1 mn2 109. no2 no3 110. op3 op4 111. pq4 pq5 112. qr5 qr6 113. rs6 rs7 114. st7 st8 115. tu8 tu9 116. uv9 uv0 117. vw0 vw1 118. wx1 wx2 119. xy2 xy3 120. yz3 yz4 121. za4 za5 122. ab5 ab6 123. bc6 bc7 124. cd7 cd8 125. de8 de9 126. ef9 ef0 127. fg0 fg1 128. gh1 gh2 129. hi2 hi3 130. ij3 ij4 131. kl4 kl5 132. lm5 lm6 133. mn6 mn7 134. no7 no8 135. op8 op9 136. pq9 pq0 137. qr0 qr1 138. rs1 rs2 139. st2 st3 140. tu3 tu4 141. uv4 uv5 142. vw5 vw6 143. wx6 wx7 144. xy7 xy8 145. yz8 yz9 146. za9 za0 147. ab0 ab1 148. bc1 bc2 149. cd2 cd3 150. de3 de4 151. ef4 ef5 152. fg5 fg6 153. gh6 gh7 154. hi7 hi8 155. ij8 ij9 156. kl9 kl0 157. lm0 lm1 158. mn1 mn2 159. no2 no3 160. op3 op4 161. pq4 pq5 162. qr5 qr6 163. rs6 rs7 164. st7 st8 165. tu8 tu9 166. uv9 uv0 167. vw0 vw1 168. wx1 wx2 169. xy2 xy3 170. yz3 yz4 171. za4 za5 172. ab5 ab6 173. bc6 bc7 174. cd7 cd8 175. de8 de9 176. ef9 ef0 177. fg0 fg1 178. gh1 gh2 179. hi2 hi3 180. ij3 ij4 181. kl4 kl5 182. lm5 lm6 183. mn6 mn7 184. no7 no8 185. op8 op9 186. pq9 pq0 187. qr0 qr1 188. rs1 rs2 189. st2 st3 190. tu3 tu4 191. uv4 uv5 192. vw5 vw6 193. wx6 wx7 194. xy7 xy8 195. yz8 yz9 196. za9 za0 197. ab0 ab1 198. bc1 bc2 199. cd2 cd3 200. de3 de4 201. ef4 ef5 202. fg5 fg6 203. gh6 gh7 204. hi7 hi8 205. ij8 ij9 206. kl9 kl0 207. lm0 lm1 208. mn1 mn2 209. no2 no3 210. op3 op4 211. pq4 pq5 212. qr5 qr6 213. rs6 rs7 214. st7 st8 215. tu8 tu9 216. uv9 uv0 217. vw0 vw1 218. wx1 wx2 219. xy2 xy3 220. yz3 yz4 221. za4 za5 222. ab5 ab6 223. bc6 bc7 224. cd7 cd8 225. de8 de9 226. ef9 ef0 227. fg0 fg1 228. gh1 gh2 229. hi2 hi3 230. ij3 ij4 231. kl4 kl5 232. lm5 lm6 233. mn6 mn7 234. no7 no8 235. op8 op9 236. pq9 pq0 237. qr0 qr1 238. rs1 rs2 239. st2 st3 240. tu3 tu4 241. uv4 uv5 242. vw5 vw6 243. wx6 wx7 244. xy7 xy8 245. yz8 yz9 246. za9 za0 247. ab0 ab1 248. bc1 bc2 249. cd2 cd3 250. de3 de4 251. ef4 ef5 252. fg5 fg6 253. gh6 gh7 254. hi7 hi8 255. ij8 ij9 256. kl9 kl0 257. lm0 lm1 258. mn1 mn2 259. no2 no3 260. op3 op4 261. pq4 pq5 262. qr5 qr6 263. rs6 rs7 264. st7 st8 265. tu8 tu9 266. uv9 uv0 267. vw0 vw1 268. wx1 wx2 269. xy2 xy3 270. yz3 yz4 271. za4 za5 272. ab5 ab6 273. bc6 bc7 274. cd7 cd8 275. de8 de9 276. ef9 ef0 277. fg0 fg1 278. gh1 gh2 279. hi2 hi3 280. ij3 ij4 281. kl4 kl5 282. lm5 lm6 283. mn6 mn7 284. no7 no8 285. op8 op9 286. pq9 pq0 287. qr0 qr1 288. rs1 rs2 289. st2 st3 290. tu3 tu4 291. uv4 uv5 292. vw5 vw6 293. wx6 wx7 294. xy7 xy8 295. yz8 yz9 296. za9 za0 297. ab0 ab1 298. bc1 bc2 299. cd2 cd3 300. de3 de4 301. ef4 ef5 302. fg5 fg6 303. gh6 gh7 304. hi7 hi8 305. ij8 ij9 306. kl9 kl0 307. lm0 lm1 308. mn1 mn2 309. no2 no3 310. op3 op4 311. pq4 pq5 312. qr5 qr6 313. rs6 rs7 314. st7 st8 315. tu8 tu9 316. uv9 uv0 317. vw0 vw1 318. wx1 wx2 319. xy2 xy3 320. yz3 yz4 321. za4 za5 322. ab5 ab6 323. bc6 bc7 324. cd7 cd8 325. de8 de9 326. ef9 ef0 327. fg0 fg1 328. gh1 gh2 329. hi2 hi3 330. ij3 ij4 331. kl4 kl5 332. lm5 lm6 333. mn6 mn7 334. no7 no8 335. op8 op9 336. pq9 pq0 337. qr0 qr1 338. rs1 rs2 339. st2 st3 340. tu3 tu4 341. uv4 uv5 342. vw5 vw6 343. wx6 wx7 344. xy7 xy8 345. yz8 yz9 346. za9 za0 347. ab0 ab1 348. bc1 bc2 349. cd2 cd3 350. de3 de4 351. ef4 ef5 352. fg5 fg6 353. gh6 gh7 354. hi7 hi8 355. ij8 ij9 356. kl9 kl0 357. lm0 lm1 358. mn1 mn2 359. no2 no3 360. op3 op4 361. pq4 pq5 362. qr5 qr6 363. rs6 rs7 364. st7 st8 365. tu8 tu9 366. uv9 uv0 367. vw0 vw1 368. wx1 wx2 369. xy2 xy3 370. yz3 yz4 371. za4 za5 372. ab5 ab6 373. bc6 bc7 374. cd7 cd8 375. de8 de9 376. ef9 ef0 377. fg0 fg1 378. gh1 gh2 379. hi2 hi3 380. ij3 ij4 381. kl4 kl5 382. lm5 lm6 383. mn6 mn7 384. no7 no8 385. op8 op9 386. pq9 pq0 387. qr0 qr1 388. rs1 rs2 389. st2 st3 390. tu3 tu4 391. uv4 uv5 392. vw5 vw6 393. wx6 wx7 394. xy7 xy8 395. yz8 yz9 396. za9 za0 397. ab0 ab1 398. bc1 bc2 399. cd2 cd3 400. de3 de4 401. ef4 ef5 402. fg5 fg6 403. gh6 gh7 404. hi7 hi8 405. ij8 ij9 406. kl9 kl0 407. lm0 lm1 408. mn1 mn2 409. no2 no3 410. op3 op4 411. pq4 pq5 412. qr5 qr6 413. rs6 rs7 414. st7 st8 415. tu8 tu9 416. uv9 uv0 417. vw0 vw1 418. wx1 wx2 419. xy2 xy3 420. yz3 yz4 421. za4 za5 422. ab5 ab6 423. bc6 bc7 424. cd7 cd8 425. de8 de9 426. ef9 ef0 427. fg0 fg1 428. gh1 gh2 429. hi2 hi3 430. ij3 ij4 431. kl4 kl5 432. lm5 lm6 433. mn6 mn7 434. no7 no8 435. op8 op9 436. pq9 pq0 437. qr0 qr1 438. rs1 rs2 439. st2 st3 440. tu3 tu4 441. uv4 uv5 442. vw5 vw6 443. wx6 wx7 444. xy7 xy8 445. yz8 yz9 446. za9 za0 447. ab0 ab1 448. bc1 bc2 449. cd2 cd3 450. de3 de4 451. ef4 ef5 452. fg5 fg6 453. gh6 gh7 454. hi7 hi8 455. ij8 ij9 456. kl9 kl0 457. lm0 lm1 458. mn1 mn2 459. no2 no3 460. op3 op4 461. pq4 pq5 462. qr5 qr6 463. rs6 rs7 464. st7 st8 465. tu8 tu9 466. uv9 uv0 467. vw0 vw1 468. wx1 wx2 469. xy2 xy3 470. yz3 yz4 471. za4 za5 472. ab5 ab6 473. bc6 bc7 474. cd7 cd8 475. de8 de9 476. ef9 ef0 477. fg0 fg1 478. gh1 gh2 479. hi2 hi3 480. ij3 ij4 481. kl4 kl5 482. lm5 lm6 483. mn6 mn7 484. no7 no8 485. op8 op9 486. pq9 pq0 487. qr0 qr1 488. rs1 rs2 489. st2 st3 490. tu3 tu4 491. uv4 uv5 492. vw5 vw6 493. wx6 wx7 494. xy7 xy8 495. yz8 yz9 496. za9 za0 497. ab0 ab1 498. bc1 bc2 499. cd2 cd3 500. de3 de4 501. ef4 ef5 502. fg5 fg6 503. gh6 gh7 504. hi7 hi8 505. ij8 ij9 506. kl9 kl0 507. lm0 lm1 508. mn1 mn2 509. no2 no3 510. op3 op4 511. pq4 pq5 512. qr5 qr6 513. rs6 rs7 514. st7 st8 515. tu8 tu9 516. uv9 uv0 517. vw0 vw1 518. wx1 wx2 519. xy2 xy3 520. yz3 yz4 521. za4 za5 522. ab5 ab6 523. bc6 bc7 524. cd7 cd8 525. de8 de9 526. ef9 ef0 527. fg0 fg1 528. gh1 gh2 529. hi2 hi3 530. ij3 ij4 531. kl4 kl5 532. lm5 lm6 533. mn6 mn7 534. no7 no8 535. op8 op9 536. pq9 pq0 537. qr0 qr1 538. rs1 rs2 539. st2 st3 540. tu3 tu4 541. uv4 uv5 542. vw5 vw6 543. wx6 wx7 544. xy7 xy8 545. yz8 yz9 546. za9 za0 547. ab0 ab1 548. bc1 bc2 549. cd2 cd3 550. de3 de4 551. ef4 ef5 552. fg5 fg6 553. gh6 gh7 554. hi7 hi8 555. ij8 ij9 556. kl9 kl0 557. lm0 lm1 558. mn1 mn2 559. no2 no3 560. op3 op4 561. pq4 pq5 562. qr5 qr6 563. rs6 rs7 564. st7 st8 565. tu8 tu9 566. uv9 uv0 567. vw0 vw1 568. wx1 wx2 569. xy2 xy3 570. yz3 yz4 571. za4 za5 572. ab5 ab6 573. bc6 bc7 574. cd7 cd8 575. de8 de9 576. ef9 ef0 577. fg0 fg1 578. gh1 gh2 579. hi2 hi3 580. ij3 ij4 581. kl4 kl5 582. lm5 lm6 583. mn6 mn7 584. no7 no8 585. op8 op9 586. pq9 pq0 587. qr0 qr1 588. rs1 rs2 589. st2 st3 590. tu3 tu4 591. uv4 uv5 592. vw5 vw6 593. wx6 wx7 594. xy7 xy8 595. yz8 yz9 596. za9 za0 597. ab0 ab1 598. bc1 bc2 599. cd2 cd3 600. de3 de4 601. ef4 ef5 602. fg5 fg6 603. gh6 gh7 604. hi7 hi8 605. ij8 ij9 606. kl9 kl0 607. lm0 lm1 608. mn1 mn2 609. no2 no3 610. op3 op4 611. pq4 pq5 612. qr5 qr6 613. rs6 rs7 614. st7 st8 615. tu8 tu9 616. uv9 uv0 617. vw0 vw1 618. wx1 wx2 619. xy2 xy3 620. yz3 yz4 621. za4 za5 622. ab5 ab6 623. bc6 bc7 624. cd7 cd8 625. de8 de9 626. ef9 ef0 627. fg0 fg1 628. gh1 gh2 629. hi2 hi3 630. ij3 ij4 631. kl4 kl5 632. lm5 lm6 633. mn6 mn7 634. no7 no8 635. op8 op9 636. pq9 pq0 637. qr0 qr1 638. rs1 rs2 639. st2 st3 640. tu3 tu4 641. uv4 uv5 642. vw5 vw6 643. wx6 wx7 644. xy7 xy8 645. yz8 yz9 646. za9 za0 647. ab0 ab1 648. bc1 bc2 649. cd2 cd3 650. de3 de4 651. ef4 ef5 652. fg5 fg6 653. gh6 gh7 654. hi7 hi8 655. ij8 ij9 656. kl9 kl0 657. lm0 lm1 658. mn1 mn2 659. no2 no3 660. op3 op4 661. pq4 pq5 662. qr5 qr6 663. rs6 rs7 664. st7 st8 665. tu8 tu9 666. uv9 uv0 667. vw0 vw1 668. wx1 wx2 669. xy2 xy3 670. yz3 yz4 671. za4 za5 672. ab5 ab6 673. bc6 bc7 674. cd7 cd8 675. de8 de9 676. ef9 ef0 677. fg0 fg1 678. gh1 gh2 679. hi2 hi3 680. ij3 ij4 681. kl4 kl5 682. lm5 lm6 683. mn6 mn7 684. no7 no8 685. op8 op9 686. pq9 pq0 687. qr0 qr1 688. rs1 rs2 689. st2 st3 690. tu3 tu4 691. uv4 uv5 692. vw5 vw6 693. wx6 wx7 694. xy7 xy8 695. yz8 yz9 696. za9 za0 697. ab0 ab1 698. bc1 bc2 699. cd2 cd3 700. de3 de4 701. ef4 ef5 702. fg5 fg6 703. gh6 gh7 704. hi7 hi8 705. ij8 ij9 706. kl9 kl0 707. lm0 lm1 708. mn1 mn2 709. no2 no3 710. op3 op4 711. pq4 pq5 712. qr5 qr6 713. rs6 rs7 714. st7 st8 715. tu8 tu9 716. uv9 uv0 717. vw0 vw1 718. wx1 wx2 719. xy2 xy3 720. yz3 yz4 721. za4 za5 722. ab5 ab6 723. bc6 bc7 724. cd7 cd8 725. de8 de9 726. ef9 ef0 727. fg0 fg1 728. gh1 gh2 729. hi2 hi3 730. ij3 ij4 731. kl4 kl5 732. lm5 lm6 733. mn6 mn7 734. no7 no8 735. op8 op9 736. pq9 pq0 737. qr0 qr1 738. rs1 rs2 739. st2 st3 740. tu3 tu4 741. uv4 uv5 742. vw5 vw6 743. wx6 wx7 744. xy7 xy8 745. yz8 yz9 746. za9 za0 747. ab0 ab1 748. bc1 bc2 749. cd2 cd3 750. de3 de4 751. ef4 ef5 752. fg5 fg6 753. gh6 gh7 754. hi7 hi8 755. ij8 ij9 756. kl9 kl0 757. lm0 lm1 758. mn1 mn2 759. no2 no3 760. op3 op4 761. pq4 pq5 762. qr5 qr6 763. rs6 rs7 764. st7 st8 765. tu8 tu9 766. uv9 uv0 767. vw0 vw1 768. wx1 wx2 769. xy2 xy3 770. yz3 yz4 771. za4 za5 772. ab5 ab6 773. bc6 bc7 774. cd7 cd8 775. de8 de9 776. ef9 ef0 777. fg0 fg1 778. gh1 gh2 779. hi2 hi3 780. ij3 ij4 781. kl4 kl5 782. lm5 lm6 783. mn6 mn7 784. no7 no8 785. op8 op9 786. pq9 pq0 787. qr0 qr1 788. rs1 rs2 789. st2 st3 790. tu3 tu4 791. uv4 uv5 792. vw5 vw6 793. wx6 wx7 794. xy7 xy8 795. yz8 yz9 796. za9 za0 797. ab0 ab1 798. bc1 bc2 799. cd2 cd3 800. de3 de4 801. ef4 ef5 802. fg5 fg6 803. gh6 gh7 804. hi7 hi8 805. ij8 ij9 806. kl9 kl0 807. lm0 lm1 808. mn1 mn2 809. no2 no3 810. op3 op4 811. pq4 pq5 812. qr5 qr6 813. rs6 rs7 814. st7 st8 815. tu8 tu9 816. uv9 uv0 817. vw0 vw1 818. wx1 wx2 819. xy2 xy3 820. yz3 yz4 821. za4 za5 822. ab5 ab6 823. bc6 bc7 824. cd7 cd8 825. de8 de9 826. ef9 ef0 827. fg0 fg1 828. gh1 gh2 829. hi2 hi3 830. ij3 ij4 831. kl4 kl5 832. lm5 lm6 833. mn6 mn7 834. no7 no8 835. op8 op9 836. pq9 pq0 837. qr0 qr1 838. rs1 rs2 839. st2 st3 840. tu3 tu4 841. uv4 uv5 842. vw5 vw6 843. wx6 wx7 844. xy7 xy8 845. yz8 yz9 846. za9 za0 847. ab0 ab1 848. bc1 bc2 849. cd2 cd3 850. de3 de4 851. ef4 ef5 852. fg5 fg6 853. gh6 gh7 854. hi7 hi8 855. ij8 ij9 856. kl9 kl0 857. lm0 lm1 858. mn1 mn2 859. no2 no3 860. op3 op4 861. pq4 pq5 862. qr5 qr6 863. rs6 rs7 864. st7 st8 865. tu8 tu9 866. uv9 uv0 867. vw0 vw1 868. wx1 wx2 869. xy2 xy3 870. yz3 yz4 871. za4 za5 872. ab5 ab6 873. bc6 bc7 874. cd7 cd8 875. de8 de9 876. ef9 ef0 877. fg0 fg1 878. gh1 gh2 879. hi2 hi3 880. ij3 ij4 881. kl4 kl5 882. lm5 lm6 883. mn6 mn7 884. no7 no8 885. op8 op9 886. pq9 pq0 887. qr0 qr1 888. rs1 rs2 889. st2 st3 890. tu3 tu4 891. uv4 uv5 892. vw5 vw6 893. wx6 wx7 894. xy7 xy8 895. yz8 yz9 896. za9 za0 897. ab0 ab1 898. bc1 bc2 899. cd2 cd3 900. de3 de4 901. ef4 ef5 902. fg5 fg6 903. gh6 gh7 904. hi7 hi8 905. ij8 ij9 906. kl9 kl0 907. lm0 lm1 908. mn1 mn2 909. no2 no3 910. op3 op4 911. pq4 pq5 912. qr5 qr6 913. rs6 rs7 914. st7 st8 915. tu8 tu9 916. uv9 uv0 917. vw0 vw1 918. wx1 wx2 919. xy2 xy3 920. yz3 yz4 921. za4 za5 922. ab5 ab6 923. bc6 bc7 924. cd7 cd8 925. de8 de9 926. ef9 ef0 927. fg0 fg1 928. gh1 gh2 929. hi2 hi3 930. ij3 ij4 931. kl4 kl5 932. lm5 lm6 933. mn6 mn7 934. no7 no8 935. op8 op9 936. pq9 pq0 937. qr0 qr1 938. rs1 rs2 939. st2 st3 940. tu3 tu4 941. uv4 uv5 942. vw5 vw6 943. wx6 wx7 944. xy7 xy8 945. yz8 yz9 946. za9 za0 947. ab0 ab1 948. bc1 bc2 949. cd2 cd3 950. de3 de4 951. ef4 ef5 952. fg5 fg6 953. gh6 gh7 954. hi7 hi8 955. ij8 ij9 956. kl9 kl0 957. lm0 lm1 958. mn1 mn2 959. no2 no3 960. op3 op4 961. pq4 pq5 962. qr5 qr6 963. rs6 rs7 964. st7 st8 965. tu8 tu9 966. uv9 uv0 967. vw0 vw1 968. wx1 wx2 969. xy2 xy3 970. yz3 yz4 971. za4 za5 972. ab5 ab6 973. bc6 bc7 974. cd7 cd8 975. de8 de9 976. ef9 ef0 977. fg0 fg1 978. gh1 gh2 979. hi2 hi3 980. ij3 ij4 981. kl4 kl5 982. lm5 lm6 983. mn6 mn7 984. no7 no8 985. op8 op9 986. pq9 pq0 987. qr0 qr1 988. rs1 rs2 989. st2 st3 990. tu3 tu4 991. uv4 uv5 992. vw5 vw6 993. wx6 wx7 994. xy7 xy8 995. yz8 yz9 996. za9 za0 997. ab0 ab1 998. bc1 bc2 999. cd2 cd3 1000. de3 de4

NOTES

a) La grande variante commence par 12. d4, f6; 13. Td1, Dd4; 14. g3. Le coup du texte, bien que mentionné par Marshall en 1943, n'est pratiquement jamais joué, on ne sait pour quelle raison. R. Fischer le sortit de l'oubli en 1965 lors du Memorial Capablanca de La Havane et le rejoua contre Spassky en 1966 au tournoi de Santa-Monica.

b) On 12... f6; 13. Td1, Dd7; 14. d3, Dd3; 15. Td4, Df5 (si

15... Cg6; 16. Td4, Df5; 17. Fg2); 16. Td4, Fg7; 17. Fg2, Dd6; 18. Cd2.

c) Contre Fischer à La Havane en 1965, O'Kelly échangea une T par 13... Ta7; 14. d4, Td7; 15. Txd7, Dxd7 mais, après 16. Ca3, Td8; 17. Cg2, Fh3; 18. Fd2, Dd4; 19. Cd1, Dd2; 20. Dxd2, Txd2; 21. Cf3, Fg4; 22. Fd1 les Blancs ont l'avantage. 13... c5 est également jouable.

d) On retrouve ici le parti Bragg-Geller (Amsterdam, 1966). Les Blancs ont un pion de moins mais une avance de développement compense probablement la perte de matériel.

e) On 15. Fg3, Td8; 16. Cd2, Cxd3; 17. Fxd3, Cxd4; 18. Cxd4, Fxd4; 19. Cxd4, Dxd4; 20. Rf1, Df6; 21. Rg1, Dg5 se les Blancs ont de belles perspectives. A considérer est 15. a4.

f) Dans la partie précitée, Geller poussa par 15... Td8; dans ses commentaires, il indique que la position des Blancs est préférable; après 16. Cd2, il se lança dans le sacrifice 16... Cxd3; 17. bxc3, Fxc3; 18. cxf4 (ou 18. Td1, Dd7) a) 19. Td2, Txd1; 20. Dxd1, Td8; 21. Dd1, Dd3; 22. f3, Fd4; 23. Rhl, h5; 24. Tg2, h4; 25. g4, Fg6; 26. Fh2, Fg3 ou bien b) 19. Txd4, Td8; 20. Cf3, Dd6; 21. Fg3, Dxd3; 22. Dxd3, Fd4; 23. Fxd4, Fxd4; 24. Dd3, Fd5 et les Blancs gagnèrent au quarante-deuxième coup.

g) L'idée de Geller.

h) Si 19... Ff3; 20. Cxf3!

i) Forcé.

j) Un deuxième sacrifice spectaculaire.

k) Si 22... Dd6; 23. Rf2, Fd4; 24. Rdl, Dhl; 25. Cf1 et les Blancs peuvent se défendre.

l) Après 28. Rg2 les Blancs n'ont probablement rien de mieux que l'échec perpétuel: 28... Dd6; 29. Rf1, Df6; Le coup du texte permet aux Blancs de reprendre leur attaque et de la mener à terme.

m) Si 29. Dd2, Td8; 30. Rdl, Df1 mat.

n) 31. Fxd2 est plus réaliste mais ne sauve pas les Blancs: 31... Dxd1; 32. Fg1, Dd3; (ou 32... Td8; 33. Rd2, Tg2; 34. Rd2); 33. Fd2,

Dd2; 34. Rgl, Tg4; 35. Fg2, Dd4; 36. Ddl, Dxd2 et les Blancs sont perdus.

o) Si 33. Rb4, Dd5; 34. Rd5, b4; 35. Rd4, Dd5 mat.

p) Si 35. Dd4, Txd5.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1276

V. NESTORSECU, 1984

Blancs : Ra8, Ta7 et h3, Pg4.
Noirs : Rg5, Cd5 et D3, Pa6, g2 et h7.

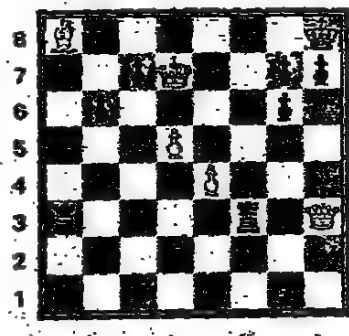
Si 1. Th17, cd4; 2. Thxh7, Cc2; 3. Th-h5+, Rg4; 4. Txd5, g1=D; 5. Txd1, Cxd1 mat.

1. Tg3+, Rb4; 2. Tg-g7 (et non 2. Tg8, h5; 3. Tg8, Cb6+), Cg1 (si 2... Cb7; 3. gxf3, g1=D; 4. Tg-g4+ et si 2... Cg7; 3. Tg7xg3, Cg3; 4. Tg7; 3. Tg-g4+, Rb4; 4. Tg7-g5+, Rb6; 5. Tg8, Rb5; 6. Tg-g4+, Rb4; 7. Tg-g7, h5; 8. Tg3, g1=D; 9. Th-h6, Rg5; 10. g3, Cb3; 10. Th-h4, gxb4; 11. g4 mat. Ou encore 6. Rb6; 7. g4, Cb6; 8. Th-h5+, Cxb6; 9. g5 mat. Qui connaît le plus g2 capable de trois mat?

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1277

E. DOBREGCU (1984)



BLANCS (5) : Rd7, Dh3, Fd5, e4.
NOIRS (8) : Rb8, Td3 et C3, Fd6, g7, g4, g2, h7.

Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1275

LE ROLE DE LA HIRE

Quand on ne voit que deux jeux, le contrat de 5 Carreaux est bien difficile à réussir si on ignore où se trouve La Hire, le Valet de Carreau. Mais même en regardant la donne complète la solution est loin d'apparaître immédiatement.

♠ 763
♥ A1052
♦ R6
♣ A85

♠ ARD1084
♥ R93
♦ V9
♣ 93

♠ V952
♥ O E
♦ O103
♣ R72

♠ D64
♥ A8742
♦ AD864
♣ D1064

Ann : E. des. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 - passe passe passe
3 - contre passe 50

Ouest ayant entamé l'As de Pique, Sud coupe et fit immédiatement

l'impassé au Roi de Trèfle qui échoua. Est ayant renvoyé Pique, comment le Dr Galois, en Sud, a-t-il gagné CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse :
Le déclarant a coupé et a domé trois coups d'atout, puis il a joué deux fois Trèfle en gardant l'As de Trèfle en main, tandis que Ouest défaisait Roi Dame de Pique pour forcer d'être mis en main et le mort joué au Carreau.

A ce stade du jeu le Dr Galois avait reconstitué avec précision les trucs adverses : en Ouest (qui avait ouvert) cinq ou plutôt six Piques par A R et le Roi de Carreau. Seule inconnue : le Valet de Carreau qui pouvait être situé aussi bien en Est qu'en Ouest. Le déclarant tira l'As de Trèfle sur lequel Est et Ouest défaisaient chacun un Pique. Il ne restait donc plus que deux Piques dehors, et le déclarant joua alors le dernier Pique de mort qu'il coupa. Les deux adversaires ayant fourni, cette couleur était éliminée, et il était clair que chaque adversaire avait conservé un

honneur troisième à Carreau car la défausse d'un seul Carreau aurait trop facilité la tâche du déclarant.

VOILE : transatlantique en solitaire

Répétitions générales au large de La Trinité

Les skippers qui vont participer au mois de juin à la transatlantique britannique en solitaire ont effectué un galop d'essai lors du Trophée des multicoques qui a eu lieu

jusqu'au dimanche 17 avril, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan). Six trimarans, fin prêts, ont rivalisé dans la brume, pour laisser la victoire finale au semi-catamaran Jet-Service

de Serge Madec qui, lui, ne participera pas à la prochaine confrontation, ses vingt-trois mètres étant incompatibles avec le règlement de cette transatlantique.

LA TRINITÉ-SUR-MER
Correspondance

La brume noie le port de La Trinité-sur-Mer. Les multicoques qui participent à la neuvième édition du Trophée déchireront donc une eau grise pour gagner la zone de parcours. Dans les crachotements des remorqueurs, ils sont six skippers à voir dans cette parue de nuit. Le signe amorceur des brouillards qui les attendent au large de Terre-Neuve. Ils n'ont fait le détour par La Trinité que pour tester les trimarans rutilants sur lesquels ils prendront le départ de « la plus belle des transats », la C-Star, qui relie Plymouth (Angleterre) à Newport (Etats-Unis). Le 5 juin, ils seront seuls avec un océan comme terre d'aventure et d'angoisse. Pour l'heure, sept ou huit équipiers les réchauffent de leurs plaisanteries mais ne parviennent pas à les distraire tout à fait de leur objectif ultime.

Les voiles aux teintes mordorées grimpent par à-coups. Les équipiers, fournis ouvriers au déhanchement de composites, s'agitent sur les files vertes qui lient les coques des trimarans. Le départ de ces petits circuits en baie, sur can ligne et par vent modéré, approche. Les six skip-

pers savent que bientôt ils obtiendront des demi-réponses à de vraies questions. Après trois jours, le verdict est éloquent. Chacun trouve matière à se réjouir ou à se pas désespérer, raison d'être de ces bancs d'essai d'avant-saison.

Le vainqueur ne l'est pas tout à fait : Jet-Service mesure près de 23 mètres. Il ne s'aligne donc pas au départ de la transatlantique qui n'accueille que ces bateaux de 18,28 mètres qui, à La Trinité, lui ont mené la vie dure. A défaut, Roger Caillie, le PDG de Jet-Service qui, au sein de l'association des sponsors qu'il préside, veille jalousement sur l'avenir de son bateau, a assigné à ses troupes un objectif radical : la traversée de l'Atlantique d'est en ouest en moins d'une semaine.

Le souci de sécurité

L'actuel détenteur du record, Philippe Poupon, croisière peut-être les fous volants de Jet-Service sur leurs catamarans un spinnaker frappé d'un cheval ailé. La gestion de projets complexes, avec des équipes pluridisciplinaires, passe au fil spirituel d'Eric Tabary. Poupon ne jure plus que par les épreuves en solitaire.

Son nouveau trimaran est un modèle de préparation et de confort. A se demander si, pour ménager ses forces, il n'envoie pas de traverser en se bloquant le plus possible dans sa cabine, confiant dans ces « robots du marin » que sont les carouleurs de voiles d'avant et les pilotes automatiques. A La Trinité, Poupon a chatoilé d'un peu près les cailloux de la baie. Son bateau en porte quelques stigmates. Pourtant, il a de quoi rester optimiste : l'hypothèque architecturale est levée.

Pleury-Michon-LX est le dernier d'une portée de trois trimarans inventés par le même concepteur, Nigel Irens. Surbaissés comme des Porche, ces bateaux extrêmement nerveux avaient la mauvaise habitude de jouer les sous-marins dans les vagues. Olivier Moussy et Mike Birch, qui ont entraînés les deux premiers modèles, en ont fait les frais lors de la course La Baule-Dakar. Ces pêcheurs de jennettes ont été corrigés. Les flotteurs ont subi une chirurgie esthétique radicale.

Malgré cela les productions d'Irens continuent à manifester une vraie tendresse pour les vents moyens. Birch, le Canadien, le moyennait. L'ancien dresseur de chevaux a lutté d'égal à égal avec le grand Jet-Service. Le mâle-alle qu'il a conservé quand Poupon et Moussy

ont cédé à la prudence l'y a aidé. D'ordinaire sobre et conservateur dans ses choix, Birch se risque dans une voie qui a sans doute causé la perte de Lolo Caradee, lors de la Route du rhum en 1986.

Cette disparition comme celle de Daniel Gilard, lors de La Baule-Dakar 1987, l'estent les démarches des skippers d'une gravité et d'un sens des responsabilités plus affirmés. Les choix de matériel sont extrêmement réfléchis, et la sécurité demeure un souci constant. Les skippers ne se contentent plus d'utiliser pour la construction de leurs bateaux le carbone et le titane, comme le nouvel Elfin mené par Jean Maurer. Ils ont pris en main le développement de mini-canoës de survie individuels, portables à la ceinture, et d'extincteurs de détresse fixés au poignet.

Les skippers s'approchent de la maturité mais leur sport peine à y parvenir. Relégués au cimetière marin, les maxi-catamarans de 26 mètres alimentent certaines nostalgies. Il est parfois difficile de se résoudre à régresser. Maniables et fonctionnels, les nouveaux trimarans de 18 mètres sont les réponses à l'inflation des budgets et des risques.

LUC LE VAILLANT.

EQUITATION : raid Chalon-Paris

Ménager sa monture

Daniel Chambon, sur Onyx, a remporté, vendredi 15 avril, à Fontainebleau, le premier raid d'endurance équestre Chalon-sur-Saône-Paris, une course de 350 kilomètres en cinq étapes qui avait réuni cent cavaliers.

BIDULE est une brave bête. Ce cheval brun à l'air mélancolique ne sera jamais Ours ou Jappeloup. Mais son mérite n'est pas mince : il est le seul à n'avoir jamais été arrêté, même momentanément, par les vétérinaires tout au long de la course. Même le vainqueur, Daniel Chambon, champion de France en titre de TREC (Techniques de randonnée équestre de compétition), dut mettre pied à terre pendant quelques kilomètres au cours de la quatrième étape. Son cheval avait été pris d'une légère boiterie au début d'un sentier caillouteux du Morvan. Malgré les pénalités endurées à la suite de cette neutralisation, Daniel Chambon a pu maintenir le dernier jour une avance suffisante sur son suivant, Jean-François Cousson sur Cheyenne.

La fatigue des cavaliers comme des chevaux attestait, à l'arrivée, que ce premier « Chalon-Paris Express » n'était pas une simple randonnée. « Contrairement aux raids équestres d'endurance classiques qui se disputent sur des journées au maximum le long d'itinéraires battus, les concurrents sont partis pour cinq jours avec une carte d'état-major en main », explique Didier Cornaille, l'organisateur de l'épreuve.

Chaque soir, au hifouac, sur la paillasse d'une bergerie ou dans une

grange de ferme, il y avait briefing. Le directeur de course donnait quelques indications sommaires sur l'itinéraire du lendemain, seule concession faite aux habitudes du TREC, une épreuve de pure orientation, mais courue sur une journée. Endurance, sens de l'orientation, ce type de raid nécessite de surcroît une parfaite connaissance de sa monture, puisque les concurrents sont aussi jugés sur la régularité de leur progression. Le matin, chaque cavalier choisit une moyenne horaire pour l'étape ; elle est inscrite sur son carnet de route et vérifiée au hasard de contrôles volants.

A mi-chemin du tourisme équestre et des épreuves d'endurance, ces raids au long cours retrouvent-ils l'engouement dont ils bénéficiaient au début du siècle ? Les gazettes sportives de l'époque relatent de folles courses entre Sarrébrück et Rome, Vienne et Paris, ou encore entre Paris et Moscou. Officiers français et allemands rivalisaient de pugnacité, des chevaux mouraient d'épuisement pour l'honneur d'une garnison. Aujourd'hui, la santé du cheval est prioritaire, et la compétition est accessible à tous, même si la première édition du Chalon-Paris Express a montré qu'on pouvait renouer avec l'épopée au cœur de la France profonde. Certains soins, des concurrents égarés n'ont rejoint l'arrivée qu'après minuit. Paris-Dakar en pays morvandais !

Didier Cornaille envisage de créer un circuit d'épreuves comme celle-ci à travers la France avec des concours des associations régionales de tourisme équestre les plus dynamiques.

J.-J. B.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Marathons de Budapest, de Hambourg et de Madrid. — Dimanche 24 avril.

Aventure

Diagonale des fous. — 1 500 kilomètres à ski nautique sur le réseau fluvial français, du Havre à Marseille. Etape à Paris, samedi 23 avril ; arrivée vers 13 heures au port Henri-IV.

Basket-ball

Championnat de France. — Demi-finales aller. Samedi 23 (A 2, 15 heures, direct).

Cyclisme

Amstel Gold Race. — Samedi 23 avril aux Pays-Bas.

Football

Coupe de France. — Huitièmes de finale retour. Samedi 23 avril.

Haltérophilie

Championnats d'Europe. — Jusqu'au 30 avril, à Cardiff.

Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. — Grand Prix d'Espagne. — Dimanche 24 avril à Jarama.

Rugby

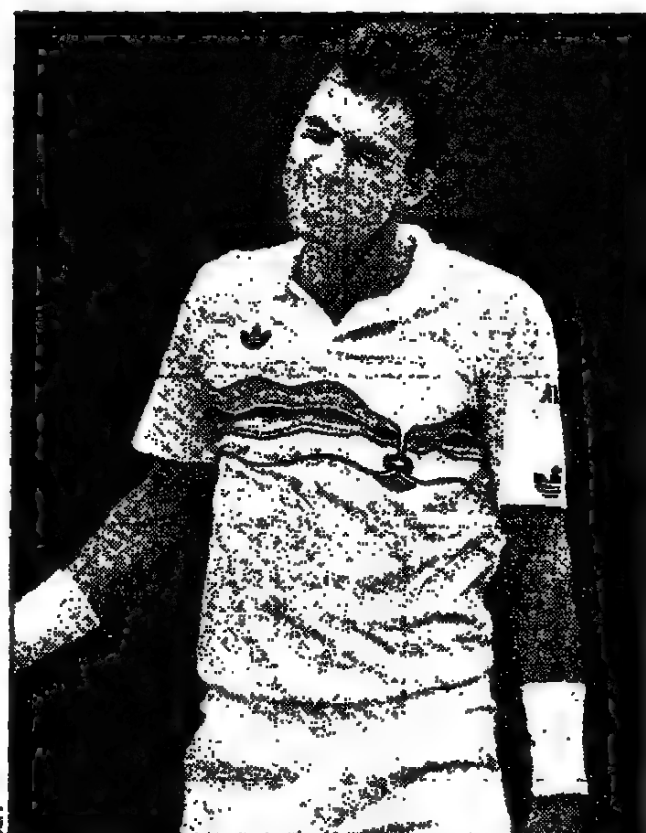
Championnat de France. — Huitièmes de finale aller. Dimanche 24 avril.

Tennis

Open de Monte-Carlo. — Jusqu'au dimanche 24 avril (FR 3, tous les jours à 13 heures, direct).

TENNIS : à l'occasion du Tournoi de Monte-Carlo

Les vingt ans de l'Open



Laver pour faire la grimace : numéro un au classement mondial, premier sur les listes des gains (12 millions de dollars), il est aussi le premier auquel agents et commanditaires réclament une fortune (7 millions de dollars) en dédommagement de contrat rompu. Le revers de l'Open ?

ouvert à tous. Juillet 1960 : la Fédération internationale rejette l'idée.

En août 1967, comme un défi et une préfiguration, un tournoi professionnel sur invitation fut mis sur pied. Huit joueurs battus du court central depuis leur passage chez les professionnels y prirent part. Parmi eux : Laver, Emerson, Buchholz et Rosewall, qui y remporta son seul titre en simple sur le central de Wimbledon. Le tournoi fut parrainé par la BBC, pour fêter l'événement de la télévision en couleurs (préfiguration s'il en fut du devenir du tennis).

La balle va plus vite

La fédération britannique, accablée, céda et, comme à contrecoeur, la Fédération internationale s'inclina à son tour, laissant à chaque pays son autonomie de décision. Souvent tenté d'immobilisme et de suffisance, le All England, dans un moment crucial, avait su devancer son époque pour mieux l'épouser.

Deux cette année de chambardements en tout genre que fut 1968, où nous avons vu Ken Rosewall remporter à trente-quatre ans les Internationaux de France face à Laver, l'accélération a été brutale. Et d'abord pécuniairement. Lors du

premier Wimbledon open de 1968 (où Laver triompha de Tony Roche), la dotation fut de 47 000 dollars. Celle-ci représentait 1,2 % de la dotation de 1967 (3,9 millions de dollars). Les gains annuels des vedettes actuelles de la raquette représentent au moins trois fois le montant des gains de carrières enregistrés par des champions tels Laver et Rosewall, qui opéraient la jonction entre deux époques et deux modes de vie.

« Quand nous parlons entre nous, dit un jour Rod Laver, trois sujets surgissent : l'argent dans le jeu, le comportement des joueurs, la valeur technique relative des époques différentes. » Pour Laver, si les montagnes de dollars dans le tennis le laissent rêver et lui procurent un placement rétroactif au niveau du portefeuille, l'argent n'était que le reflet d'un sport devenu spectacle planétaire, dont les vedettes côtoient celles du show-biz et possèdent des comptes bancaires qui s'alignent sur ceux des stars du rock.

Le comportement de certains joueurs le laissait simplement perplexé. « Ne veulent-ils pas le mal qu'ils font au tennis ? » Même si les joueurs, au début des années 70, avaient créé leur propre syndicat (l'ATP), il leur manquait singulière-

ment, selon lui, l'esprit d'autorégulation. « Si un joueur nuit à l'image du sport, c'est aux autres de lui dire. Vigorusement. »

En revanche, pour les anciens champions, il était sans pitié. « Ceux d'avant-guerre se croient plus forts que tout le monde. Pas moi. Le jeu a progressé, je suis admiratif devant le spectacle du tennis actuel. Ça va vite, très vite. La puissance de frappe est bien plus grande maintenant. Cela provient du progrès dans la préparation physique et dans le perfectionnement du matériel. Avec les matières composites, les rami agrandis, la frappe est plus lourde et un centrage approximatif, notamment à la volée, est « pardonné ». Le seul domaine relativement faible est celui de la tactique dans l'échange, on cherche le K-O à chaque coup, donc on réfléchit moins. »

La balle va plus vite. Les rencontres aussi. Le tie-break, instauré en 1971 à huit jeux partout, et ensuite en 1979 à six jeux partout, raccourcit les luttes et crée des mini-drames à l'intérieur des matches. La rationalisation et le rendement touchent désormais la préparation physique et mentale et l'exploitation de chaque instant de la vie d'une vedette qui possède les moyens de voyager entourée de gardes du corps, de soigneurs, d'entraîneurs, de secrétaires, de diététiciens et, selon les cas, de la femme et des enfants ou d'une ribambelle d'animaux domestiques. Son rang dans la hiérarchie des résultats, et donc sa valeur marchande, est établie depuis 1973 par ordinateur. La machine a remplacé un panel d'experts qui fixaient le rang des joueurs comme un groupe d'anciens champions nomment encore le champion du monde à la fin de l'année.

Personne sans doute ne représente mieux l'avenir ambigu des stars du tennis, après deux décennies d'époque open, que l'actuel numéro un mondial, Ivan Lendl. Athlète complet, intelligent, volontaire, Ivan est le self-made man par excellence. A force d'abnégation, il s'est construit. Il est devenu un modèle pour beaucoup de ses pairs. Le voilà maintenant taquiné par la tentation du pouvoir absolu. Lendl a rompu avec ses anciens agents, ProServ, pour fonder Spectrum Sports, sa propre compagnie de promotion. Actuellement, il a deux procès sur les bras. L'un intenté par ProServ, qui réclame 7 millions de dollars pour rupture abusive de contrat, et l'autre, pour 5,5 millions de dollars, intenté par VHS Production, pour le non-tournage d'une vidéo d'entraînement.

Le premier souci de la troupe professionnelle de Jack Kramer avait été de savoir, non pas si les vestiaires étaient luxueux, mais s'il y avait bien des vestiaires.

MARC BALLADE.

2 HEURES POUR SEDUIRE
QUAND IL FAUT ÊTRE LE PLUS RAPIDE ET LE PLUS SÉDUISANT
DE 50 A 2000 COPIES COULEUR RECTO-VERSO EN 2 HEURES
RAPIDOCOLOR.
CAP 18 / RUE DE L'EVANGILE - BAT. 56 - VOIE C / 75018 PARIS (TEL. 40.38.15.00)
QUALITE DE L'IMPRESSION - RAPIDITE DE L'EXÉCUTION

RENAULT ÉTOILE
REPRISE 5000^{F*} 7000^{F} MINIMUM**
SUR 80 OCCASIONS DE LA GAMME RENAULT TI
Vous êtes un particulier et possédez votre voiture depuis plus de 6 mois. Rapidez 5000^{F*} et 7000^{F**} minimum sur les véhicules groupés d'un point ROUGE et d'un point BLEU.
Sur présentation de cette annonce, la carte gris vous est offerte.
51, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris - Tel. 45 00 33 82
23, bd de Courcelles, 75008 Paris - Tel. 45 63 02 59
10, av. de la Grande-Armée, 75017 Paris - Tel. 47 93 11 31

سكزا من الاموال

صلى الله عليه وسلم

24 Le Monde • Samedi 23 avril 1988 •

Culture THÉÂTRE

« Sit venia verbo » à Grenoble

Les vertiges de la pensée

Le Centre dramatique des Alpes présente
Sit venia verbo,
la dernière pièce
de Michel Deutsch,
Alsacien, quarante ans,
faussement distrait,
attentif aux êtres
piteux et grandioses.

Le mot « répétition » a plus d'un sens. Il désigne ce qui se joue sur un plateau de théâtre, quand la salle est vide. Pour le philosophe Heidegger, en 1933, il signifiait le jaillissement d'une Grèce nouvelle, lumière surgie dans cette « nuit du monde » qu'Hölderlin avait définie comme « temps de détresse ». La répétition est encore, pour les alpinistes, la conquête indéfiniment répétée des sommets, qu'ils se nomment Himalaya, Pilate ou, plus universellement, comme dans les rêves de René Daumal, « Mont Analogue ». Et chaque

montagnard sait qu'il s'agit de l'escalade des sommets de l'esprit. Michel Deutsch et Philippe Lacoue-Labarthe ont fait à Grenoble la synthèse poétique de ces différentes sortes de répétition. Avec une montagne cristalline qui descend des ciels, le scintillement d'une neige illusoire dans la pénombre d'un plateau qui réverbère des mots de théâtre et, cherchant son chemin entre cette lumière et ces ténèbres, un philosophe qui ressemble à Heidegger.

Autant dire que leur pièce, *Sit venia verbo*, n'a rien à voir avec la plate illustration d'une thèse. Ceux qui cherchent seulement un point de vue sur l'« affaire Heidegger » peuvent se contenter de lire l'ouvrage de Philippe Lacoue-Labarthe, *La Fiction du politique* (1). Il ne s'agit pas pour lui de blanchir le « plus grand penseur de ce temps », mais d'inscrire son ralliement au « national-populisme » hitlérien dans la perspective d'une certaine

idée de l'histoire et de la Révolution nationale.

Cette argumentation n'était pas à refaire sur la scène du Centre dramatique national des Alpes. Les auteurs de *Sit venia verbo* ont voulu plutôt exposer le drame d'un homme qui fut un maître (« Meister » est son nom) tiraillé entre les exigences d'une vérité intime, un orgueil peut-être, et la demande inquisitrice d'un disciple trahi qui voudrait qu'il s'explique enfin sur les événements de sa pensée.

La philosophie ne perd rien, assurément, à cette « pure fiction » qui prête à Meister-Heidegger quelques-uns des traits de la personnalité de Benoit Hamann et imagine son enfermement, après la défaite du nazisme, dans un théâtre. La manière dont l'acteur Serge Merlin fait résonner des mots-clés comme « responsabilité », « désastre », « désastre » en dit plus sur les vertiges de la pensée heideggerienne que bien des glosses savantes. Mais, au-delà du commentaire philosophique, la mise en scène de Michel Deutsch démontre la grandeur (la supériorité ?) de l'art théâtral.

Il y parvient en usant très modérément des effets scénographiques. Avec l'idée un peu folle d'installer le public côté jardin, dans les coulisses de la salle du Cargo, comme pour subvertir les repères séparant la salle de la scène. Et, pour le reste, un grand ascétisme de moyens. Le moindre déplacement s'inscrit dans une partition spatiale rigoureuse, que servent efficacement les interprètes, Michèle Foucher, Grégoire Oestermann et Serge Merlin lui-même. Le lyrisme n'en est pas exclu, à travers la musique de Jean-Marie Senia.

Il ne manque pas même cette touche d'humour qui — paradoxe nietzschéen — profite à la gravité de l'œuvre. Michel Deutsch en fait preuve quand il s'amuse avec des signes rudimentaires, comme la fumée d'un poêle qui tire mal ou le clignotement d'une loupiote où le contact ne se fait plus. Et ce traitement ludique du langage est peut-être la meilleure façon de sauver la pensée (heideggerienne ou non) de ses abîmes.

BERNADETTE BOST.

« Sit venia verbo » (en français) Que la fin soit au verbe. Maison de la culture de Grenoble, jusqu'au 30 avril. * Table ronde sur « Heidegger, philosophie et politique », avec les auteurs de la pièce et Maurizio Ferraris, Gérard Granel et Henri Joby, Théâtre mobile du Cargo, mardi 26 avril, 18 heures.

(1) *La Fiction du politique*, de Philippe Lacoue-Labarthe, éditions Christian Bourgois.

ODILE QUIROT.

Jakob Lenz à Gennevilliers

Strasbourg en Andalousie

Bernard Sobel présente
Les amis font le philosophe,
de Jakob Lenz (1751-1792),
dramaturge allemand
dont les théâtres
ne donnent, bon an mal an,
que deux œuvres :
le Précepteur
et les Soldats.

C'était une gageure, de la part de Sobel, que de mettre en scène la pièce de Lenz, *Les amis font le philosophe*, que même les Allemands ne jouent jamais, tant elle est une affaire privée, l'expression sibylline de désarrois personnels.

Il est très loin de nous, Jakob Lenz. Il était né dans cette terre

tique, et donc à l'est de la Pologne, mais qui, à ce moment-là, était une ville de la Prusse, récemment occupée par les Russes.

Là, à dix-huit ans, Lenz a la chance de vivre une aventure insolite : il suit les cours d'un professeur, Emmanuel Kant, qui n'a que vingt et un ans, et qui est proprement génial : il parle de tout, géographie, poésie, histoire, philosophie. Il projette un garçon ouvert et ultra-sensible comme Lenz dans une équipée spirituelle infinie.

De Königsberg, Lenz va partir, à vingt ans, pour une ville plus étrangère encore, Strasbourg. Il va y rencontrer Goethe. Il va y souffrir de la pauvreté, et pour avoir du pain il va être obligé de donner son temps à des travaux ingrats. Et il va vivre

bâtiments accolés l'un à l'autre si l'on peut dire par la tête, par la scène. Tous deux entièrement démontables, « crevables ». C'est-à-dire que Sobel peut, s'il veut, installer quelques dizaines de spectateurs à l'une des extrémités de son double bâtiment, et laisser s'étendre, à l'autre, toute l'étendue des deux salles et des deux scènes, ou une seule perspective. Et, dans cet espace, dresser un décor d'une profondeur sans exemple, et faire évoluer les acteurs plutôt comme dans un paysage que dans un lieu clos. Tout cela, bien sûr, étant surélevé, discrètement, du point de vue des lumières, du son.

Il va de soi que cette architecture de grand luxe a été conçue pour que ce théâtre de Gennevilliers puisse



sans feu ni lieu, la Livonie, qui était Russe à ce moment-là, après avoir été allemande, polonaise, suédoise. Le père de Lenz, quant à lui, était un pasteur d'une sévérité terrifiante. Si Lenz a commencé de perdre la raison, vers l'âge de vingt-sept ans, il le doit à la peur que suscitait l'intransigeance de son père.

Adolescent, il avait fui ce père, qui l'empêchait de respirer, et cette terre, qui lui semblait noire et glacée. Il se retrouve à Königsberg, aujourd'hui Kaliningrad, port sovié-

trois histoires d'amour, trois échecs mortifères. A quoi il faut ajouter la terreur du père, qui, de sa Livonie, maudit presque chaque jour son fils qui l'a quitté (version mélodramatique de la parabole du fils prodigue).

Ce sont les déconvenues du séjour à Strasbourg que Lenz « met en théâtre », dans *Les amis font le philosophe*. Il transporte Strasbourg à Cadix. Les scènes sont courtes, abruptes, plutôt des fragments sans suite, mais saisissants.

Le spectateur, étonné, subjugué, se sent un peu dans la situation d'un promeneur égaré dans un très étrange et beau paysage, et que viendrait heurter, par moments, un grand oiseau noir inconnu, celui que Baudelaire appelle « l'ange du désastre ».

Il faut dire que le spectacle est préparé, soigné, par Sobel, y est pour beaucoup. A Gennevilliers, dans cette ville de la périphérie pas plus fortunée que tant d'autres, Bernard Sobel s'est simplement fait construire un théâtre qui est, en soi, le plus beau du pays.

Le plus beau, parce qu'il est construit en fait de deux grands

présenter deux spectacles le même soir, dans les deux espaces différents, et pour cela isolés l'un de l'autre. Ce qui a d'ailleurs lieu, souvent. Mais, pour présenter la pièce de Lenz, Sobel s'est adjoint l'immensité entière de son double édifice.

De cette magnificence d'espace, Bernard Sobel use avec modestie, avec une pointe d'humour, même. Le décor lui-même est discret : quelques marches de bois, devant nous, pas loin, et loin là-bas, deux ou trois faux palmiers, l'air un peu drôle. Un rideau blanc qui se promène. Un lit qui, un moment, sort d'une boîte, comme un diable. Non, tout le charme de la chose est la liberté, la surprise, de ces acteurs qui tout à coup sont là, à cinq centimètres de nous, comme émergeant de sous nos pieds, et qui trois secondes plus tard se retrouvent au diable vauvert, comme tout au bout d'une plage, à marée basse.

Décor de Nicky Risti. Reaux costumes d'Antoine Peco. L'interprétation est un peu discordante, mais pourquoi pas ?

MICHEL COURNOT.

* *Les amis font le philosophe*, Théâtre de Gennevilliers, 20 à 30.

Ionesco au Théâtre de la Colline

La paix de la mort

Au Théâtre de la Colline
dirigé par Jorge Lavelli,
Jean-Luc Boutté
met en scène la pièce
d'Eugène Ionesco
les Chaises.

Les Chaises, c'est l'un des sommets du théâtre de Ionesco et du théâtre tout court. Sur un rien de terre tout entouré d'eau, deux êtres se servent l'un contre l'autre, sans jamais dormir, semble-t-il. Et, tous les jours, semble-t-il, au point de se jeter à l'eau, pour en finir.

Une femme et un homme, quatre-vingt-cinq ans chacun paraît-il, mais ils ont vingt ans et des éternités, ils sont toute l'histoire de la vie. Ils se racontent des choses, des contes, se chassent des bécottes ou des airs idiots, comme *Paris sera toujours Paris* alors que Paris n'existe plus, a été rayé de la terre, depuis bien longtemps.

Et voilà que, comme chaque nuit, les invités arrivent. Des inconnus, des officiers, des militaires, ou au contraire d'anciennes amours. Ils arrivent, ils parlent tous en même temps, ils sont une foule immense, le couple a beau apporter des chaises, des chaises, il en manque. On étouffe. On ne s'entend plus. Il n'y a personne, personne. Qui viendrait ici ? Sur cet îlot perdu ? Chez ces deux spectres ?

* *Alors on a ri... Alors on a ri... On a ri... Alors on arriva près d'une grande grille, on était tout mouillés, glacés jusqu'aux os... On claquait des oreilles, des pieds, des nez, des*

dents... Ils ne nous ont pas permis d'entrer : ils avaient peur qu'on ouvre la porte du jardin... L'histoire que se racontent les deux gigantesques des Chaises reste là, immobile comme un image blanc, sur la chaise de terre.

Les Chaises, ce n'est pas seulement tout le génie classique, réinventé de Ionesco, sa folie d'imagination, ses visions d'un monde, ses fous rires désespérés, c'est aussi ses prodigieux moments d'une paix d'une paix divine, immatérielle, absolue, comme si la paix de la mort était une plage blanche, calme, d'un blanc aveuglant mais calme, il n'y a pas moyen en vérité de décrire ces moments de paix que seul Eugène Ionesco a su atteindre, par la pureté de ses pages. Rien n'est plus beau.

Denise Gence et Pierre Dux n'ont pas essayé d'inventer les voies et les formes de ces deux figures irréelles. Ils ont choisi de contrebalancer un vieux mariage de petits Français qui ont ruiné leur existence, qui périclitaient dessus. C'est du joli travail en croquet, psychologique, naturaliste. Rien à voir avec Ionesco. Pourquoi Jean-Luc Boutté, qui n'est pas n'importe qui, a-t-il choisi de diriger *les Chaises*, si cette pièce ne le trahissait pas ?

Le décor est grandiose. Bien sûr Denise Gence et Pierre Dux sont deux as du métier, et ce spectacle pourrait, peut-être, l'être aussi. Mais c'est un malin plaisir.

M. C.

* *Les Chaises*, Théâtre de la Colline, 21 heures.

**Vous accorder
un prêt
immobilier...**

C'est sensé.

**Vous bâtir
un prêt
sur mesure...**

**C'est avoir le sens
de la précision :
c'est notre 6^e sens.**

Acheter, construire, rénover, agrandir... les occasions de faire des projets immobiliers ne manquent pas. Les moyens de les réaliser non plus. Ainsi, vous pouvez vous constituer un capital dans un but bien précis, ou au contraire, avoir un coup de foudre et chercher alors comment financer cet achat... A chaque situation correspond un moyen de financement, en fonction du montant de votre projet, de vos revenus, de l'apport dont vous disposez...

Au Crédit Agricole, nous vous indiquons quelle solution est pour vous la plus favorable. Experts dans tous les métiers de l'argent, nous vous disons quel montant vous pouvez consacrer à votre projet et bâtissons pour vous un plan de financement sur mesure.

Au fait, sachez-vous que le Crédit Agricole est le premier financier de l'immobilier pour les particuliers ? Alors, pour donner de solides fondations à votre projet, commencez par venir nous en parler.

Le sens de la précision, c'est notre 6^e sens.

CA CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

Culture

THÉÂTRE

L'avenir du Théâtre de l'Europe

L'appel de Giorgio Strehler

Inquiet pour l'avenir du Théâtre de l'Europe qui, après ses prochains et derniers spectacles de la saison — *Cher Herbert* d'Achterbergsch, par Hans Peter Cloos, dans la petite salle, et *La Mouette* de Tchekhov, par Konchalovsky, tous deux en français — doit quitter l'Odéon, Giorgio Strehler a adressé à M. François Mitterrand une lettre dans laquelle il expose la situation.

Il déclare notamment : « Les pouvoirs publics agissent envers le Théâtre de l'Europe de façon tout à fait contraire aux discours antérieurs et, personnellement, je ne suis plus à qui m'adresser pour faire entendre mes voix afin que le

Théâtre de l'Europe, qui est parfaitement en règle, aussi bien au niveau de l'institution qu'au niveau de la vitalité artistique et théâtrale communautaire, puisse continuer dans le futur. Je suis convaincu que vous êtes en train de faire et que vous continuerez de faire des efforts réels de vérité de la part de tous, et non pas l'imposture.

« Je parle ici en mon nom propre. Mais mon appel, pour que le Théâtre de l'Europe soit toujours plus vivant et plus présent, qu'il ait son siège permanent dans le théâtre que la France a choisi pour sa naissance et pour sa vie, c'est à dire le Théâtre national de l'Odéon, pour qu'il reçoive un appui moral, les moyens nécessaires d'existence dans les meilleures conditions, a obtenu le soutien d'autres créateurs et interprètes européens... »

Parmi les vingt-quatre signatures recueillies à ce jour, on relève les noms de Beckett, du poète espagnol Rafael Alberti, de Gae Aulenti, Ingmar Bergman, Peter Brook, Patrice Chéreau, Alla Amirova, la comédienne soviétique Varouja Ananjan, Helmut Müller, Louis Pascal, directeur du Centre national de Madrid, Luca Ronconi, Dominique Sarda, Delphine Seyrig, Gabor Székely et Gabor Zsuzsanna, directeur du Kaunas de Budapest, Peter Ustinov, Klaus Gruber, sir John Gielgud, Oleg Efremov, directeur du Théâtre d'Art de Moscou, Gérard Depardieu...

COULISSES

Salut Armand Gatti

Katia Yacine, Elie Weisel, Jean Dessy, Antoine Vitez, Bernard Dort, Lucien Plouffe, Robert Abraché, et bien d'autres invités, écrivains, metteurs en scène, comédiens venus d'Europe, d'Afrique ou des États-Unis participent les 22 et 23 avril au colloque international « Salut Armand Gatti » que l'Université Paris-VIII-Vincennes à Saint-Denis consacre à l'écrivain, metteur en scène, poète et cinéaste, bien sûr, sera présent. Le 23 à 20 h 30, rendez-vous est donné à la MC93 de Bobigny.

Les 22 et 23 avril, amplificateur TV de l'Université, 2, rue de la Liberté, Saint-Denis. Réservations : 46-21-62-64 (jeux 12-46).

CORRESPONDANCE

A propos du système LIBRA

A la suite de l'article d'Ennemond de Roux sur la Bibliothèque nationale (le Monde du 14 avril), nous avons reçu une lettre de M. Jean Gattegno, directeur du livre et de la lecture, au ministère de la culture :

« Lorsque votre rédaction écrit : « En 1983, quand on fit le choix du système LIBRA... » (pour la Bibliothèque nationale), un autre système, LIBRA, fut adopté par la direction du livre pour les autres bibliothèques... Il reproduit à la fois une erreur et un contresens.

L'erreur est que le système LIBRA a été conçu par le ministère de la culture bien avant 1983 : en fait, dès le début de 1982. Ce qui change tout.

Le contresens, c'est que le système LIBRA n'a pas été « choisi » (parmi d'autres systèmes concurrents), mais qu'il a été élaboré par le ministère de la culture lui-même, en fonction des besoins spécifiques des bibliothèques nationales de prêt, en un temps où il n'existait aucun système concurrent à ces établissements. La deuxième grande erreur est de dire que le système LIBRA, c'est la mise en réseau, qu'aucun autre système distribué en France ne permettait — et ne permet toujours pas — de réaliser.

Lorsque le rédacteur écrit ensuite que le système est « coûteux », parce que les subventions se seraient élevées à 80 millions de francs, c'est une erreur, ou un non-sens ? Peut-on comparer ce qui n'est pas comparable ? D'un côté les dépenses d'un seul établissement, très important,

certain ; mais de l'autre côté, le budget d'équipement de quatre-vingt-seize établissements, d'une base nationale, de la connexion de cinq bases régionales, de la mise en réseau de l'ensemble. Écrivez-ou que quatre-vingt-seize millions sont très faibles par rapport à ce qui coûte plus cher qu'une voiture ?

Enfin, lorsqu'il est écrit que le système « n'est pas au point », je marque ici aussi ma surprise : 1°) le système LIBRA fonctionne depuis 1984 ; 2°) c'est celui qui dessert le plus grand nombre d'établissements : quatre-vingt-seize en LIBRA « réseau », seize en LIBRA « distribué » (commercialisé par CISTI) ; 3°) le logiciel « réseau » en est déjà à sa deuxième grande « version », la première version ayant déjà connu plusieurs versions intermédiaires en exploitation !

C'est effectivement à la fin de 1982 que la direction du livre a commencé le projet LIBRA, élaboré sur micro-ordinateur au départ par un informaticien, M. Botton, qui visait à résoudre les problèmes posés par l'interconnexion des grandes bibliothèques françaises. Quelques mois auparavant, à la Bibliothèque nationale, quelques personnes — dont M. Gattegno — s'étaient réunies pour mettre en route un schéma directeur. Il s'agissait de créer d'urgence une grande base de données bibliographiques organisée autour du dépôt légal. En 1983, un appel d'offres auprès de diverses sociétés fut lancé à ce sujet. LIBRA se mit sur les rangs. Elle fut choisie au profit de GEAC. Les de consolidation ? On lui confia — en dépit de la faiblesse de ses moyens et du risque de doubler le travail qui se faisait rue de Richelieu — un ambitieux programme, qui touchait en particulier les BCP (bibliothèques centrales de prêt).

Car, s'il est indispensable de résoudre les problèmes spécifiques des BCP (gestion, système de prêt, échange), on peut se demander s'il est utile de créer un réseau d'information bibliographique original, alors qu'il existe déjà en avant. C'est pourtant ce qui a été développé en dépit des nombreuses difficultés techniques de LIBRA (adjonction d'un deuxième, d'un troisième, puis d'un quatrième processeur à l'unité centrale DPS8 dont l'exploitation risquée, en outre, d'être abandonnée par Bull, son constructeur) et du coût élevé de l'opération : quatre-vingt-seize bibliothèques sont coûteuses quand elles valent plus cher qu'une voiture.

Le ministère de la culture a annoncé au début de cette année son intention de financer le projet LIBRA, « compte tenu des difficultés importantes qu'il rencontre ». Un nouveau schéma directeur national doit se mettre en place. Espérons qu'il sera plus efficace que celui de 1982.

E. de R.

CINÉMA

« Corentin » de Jean Marbœuf

Gaudrioles

Un bon sujet, mais l'Ancien Régime tout en truculences et gaudrioles, c'est un cliché.

Chaque fois que l'Eglise s'occupe de la sexualité des gens, on le sait, le pire est à craindre, et cela ne date pas d'hier. Le premier mérite du film de Jean Marbœuf est de rappeler cette triste évidence et l'existence en France jusqu'en 1677 des tribunaux de l'impudicité.

Lorsqu'une femme se plaignait d'être encore vierge après son mariage, on la faisait examiner par des maîtres et de doctes charlatans se penchaient sur le mal coquet. Puis on instruisait un procès au terme duquel le mari perdait tout, son titre, ses biens (noté pour la puce, moitié pour l'Eglise), ses offices, et pouvait même être excommunié, pour faire bonne mesure. Son seul recours était de demander l'épave du Congrès, et de faire la démonstration de sa vigueur en public, devant une demi-douzaine de curés et tout le village réuni. Bien évidemment, on n'a pas conservé la trace d'un seul cas où l'accusé ait trouvé dans ces conditions l'insouciance et le fraîcheur d'esprit d'écrire quoi que ce soit.

Ainsi, le Corentin de Marbœuf (Roland Girard), brave boucher fortuné, ne parvient pas à grand-chose auprès de sa jeune épouse, Clémence (Muriel Brener), ravissante petite brune potelée, autrefois séduite par la soubrette accorte, forcément accorte (Olivia Brunaux), avec laquelle Monsieur a ses habitudes. La maman de Clémence (Andréa Ferréol) voit là le moyen de plus en plus que de renouer son utile liaison à un mari sans le son : le flic du bourgeois, le chic de la noblesse. Elle manque de peu son mauvais coup. Corentin réussissant à l'extremis le sien, invraisemblablement d'ailleurs.

Trop lourd trop long

Marbœuf a choisi de traiter en comédie ce sujet si tragique pour le moins grave et sordide. Ce n'est pas forcément une mauvaise idée, mais il y aurait fallu de la finesse. Andréa Ferréol roulant de gros yeux gourmands sur divers objets (« Oh ! la belle bête, on en mangerait »), ce n'est pas gai. Cet Ancien Régime, tout en truculences et gaudrioles, c'est un cliché. Trop lourd, trop long. Et les dialogues sont niais. Et Olivia Brunaux montre beaucoup trop ses seins.

Domage, parce que le sujet était intéressant et courageux. Que la petite Muriel Brener est bien prometteuse. Et que, l'espace d'un passage-éclair, Jean Poiret, coiffé d'une serpillère, en grand exorciste, est, comme d'habitude, génial.

MICHEL BRAUDEAU.

● Rectification. — Dans l'article paru dans nos éditions datées du vendredi 22 avril sous le titre « L'école Louis-Lumière en grève : quel cinéma ? », il fallait lire au deuxième paragraphe : « ... à tous ceux qui défendent l'avenir de l'enseignement public du cinéma » et non pas « enseignement privé ».

MC93 BOBIGNY

Après « Regarder les hommes tomber », « Granit », « La loi de Luitan »

LE CHIEN MEXICAIN (ex Hauser Orkater)

LA SAINTE TRINITÉ

26 AVRIL — 21 MAI 48 311 45

Communication

Accusant TF 1 de « licenciement abusif »

Michel Polac divise les prud'hommes

Trois heures de plaidoiries devant le conseil des prud'hommes de Paris, jeudi 21 avril, suivies d'une délibération à huis clos de plus d'une heure n'ont pas permis aux quatre conseillers de décider si Michel Polac a été,

n'avait jusqu'ici jamais été évoqué par MM. Bouygues et Le Lay : la sévère mise en cause de la CNCL faite par Polac lors de l'émission litigieuse. Une CNCL accusée lors de l'émission « de corruption passive et

J'AI FAIT CE QUE J'AI PU POUR VOUS DÉFENDRE !



comme il s'en plaint, licencié abusivement par TF 1. Le conseil, tel Salomon, s'est déclaré « en déparage », autrement dit divisé en deux.

L'animateur de « Droit de réponse » avait pourtant été défendu avec flamme par ses avocats, M^{rs} Jean-Louis Weil et Jean-Denis Bredin. La salle du conseil, surchauffée par une affluente exceptionnelle, sous l'œil morne d'une Marianne au plâtre blanc, avait vibré au récit de Polac le prêtre contre les libéralisés. On a rappelé le succès jamais démenti — une moyenne d'audience de 11 % après 22 h 30 — d'une émission qualifiée par M. Bouygues lui-même d'« espace de liberté ou la contestation et la critique peuvent s'exercer, et cela en direct ».

On a fait remarquer que les patrons de TF 1 privatisée avaient pratiquement doublé le salaire de M. Polac, lui proposant 100 000 F par mois, et lui avaient commandé soixante-neuf émissions sur deux ans. Selon les défenseurs de l'animateur, TF 1 connaissait parfaitement les risques encourus par une telle émission. Les deux incidents invoqués par la direction de la chaîne — la mise en cause de la CNCL le 12 septembre 1987, notamment à travers un dessin de Plantu et, une semaine plus tard, la caricature de Wiaz, faisant dire à M. Bouygues que sa chaîne était une « tôle de m... » — ne pouvaient donc, en aucun cas, justifier une mise à pied, puis un brusque licenciement. C'est ce qui fondait la réclamation par Michel Polac d'indemnités légales et aussi de dommages-intérêts. Ce fut la « préjudice considérable », subi, cela pour un montant global de quelque 5 millions de francs.

Après ces envolées lyriques, l'avocat de TF 1, M^{rs} Louis Boussquet, a résumé le débat à des comptes d'apothicaire. Déjà, à M. Polac « le droit à la liberté d'expression », il a préféré poser trois questions plus terre à terre. Quelle était la nature du contrat réalisé : était-il à durée déterminée ou indéterminée ? Les « fautes graves » reprochées au journaliste sont-elles établies ? Et si elles ne le sont pas, à quelles indemnités peut prétendre M. Polac ?

Le plus surprenant fut l'argument principal de TF 1 pour justifier le licenciement de l'animateur et qui était : « Le Syndicat de la magistrature et l'affaire Michel Droit. — Une fois de plus, la haute hiérarchie judiciaire parisienne, obéissant aux ordres du gouvernement, met tout en œuvre pour empêcher le juge Grélier de faire son travail et pour voler au secours de Michel Droit, citoyen supposé au-dessus de tout soupçon », déclare le Syndicat de la magistrature dans un communiqué. « Au-delà de l'instruction judiciaire, rappelle ce syndicat, cette affaire met en péril des principes qui sont le fondement de notre démocratie ».

● M. Maxwell achète onze magazines professionnels britanniques. — Poursuivant son implantation dans le secteur de la presse professionnelle britannique, M. Robert Maxwell vient d'acheter, pour 5,8 millions de livres, 90 % du groupe Patey Doyle. Celui-ci publie onze magazines très variés, notamment de construction, d'économie, de collectivités locales et de médias. Cet ensemble viendra compléter United Trade Press, un groupe éditeur de trente-six magazines que M. Maxwell a racheté en novembre dernier pour 34,8 millions de livres. Le mois dernier, M. Maxwell a aussi acheté, pour 17 millions de livres, 91 % de Home and Law Publishers, éditeur de magazines gratuits ou de loisirs.

de collusion avec des truands d'extrême droite ». Ce plaidoyer confortait la thèse de la pression déterminante exercée par la commission sur M. Bouygues pour obtenir le départ de Michel Polac.

Les quatre conseillers, dont deux sont élus par les patrons et deux par les salariés, semblaient, pour leur part, davantage divisés sur le montant des indemnités à accorder que sur le fond du contentieux. L'audience de départage, où un juge sera nommé pour trancher la question, aura lieu le 19 septembre.

ALAIN WOODROW.

M. De Benedetti dispute le pouvoir à la famille du fondateur

Lutte pour le contrôle des éditions Mondadori

La bataille est rude à la tête du premier groupe de presse et d'édition italien, Mondadori. Elle oppose la famille Mondadori, qui ne détient plus que 24,5 % du capital, à la famille Formisano (25,6 % du capital) alliée à M. Carlo De Benedetti (25 %). M. Leonardo Mondadori, vice-président du groupe, a déclenché les hostilités dans un entretien accordé, le 16 avril, au *Corriere della Sera*. Il se déclare prêt « à vendre toute l'entreprise de la maison » pour racheter les parts détenues par M. De Benedetti, qui, selon lui, menace l'indépendance du groupe de presse et d'édition.

M. Mondadori accuse l'industriel italien de n'avoir qu'une stratégie purement financière, qui pourrait conduire à sacrifier un jour ses intérêts dans le groupe de presse pour les investir « dans des missiles ou des couches-culottes pour le troisième âge ». Il le soupçonne aussi de projeter une fusion entre les éditions Mondadori et le groupe de presse Espresso dont M. De Benedetti est actionnaire. « Tous les grands journaux italiens seraient alors aux mains de grands groupes financiers et industriels », affirme M. Mondadori.

M. Carlo De Benedetti ne semble guère disposé à rendre ses actions. Il compte même prendre la présidence du groupe Mondadori le 29 avril lors de l'assemblée générale des actionnaires. La marge de manœuvre de M. Leonardo Mondadori semble donc très limitée. Il compte sur l'appui de M. Silvio Berlusconi, qui détient 7,5 % du capital de groupe d'édition. Mais le géant de la télévision privée italienne a aussi des intérêts communs avec

● Le tribunal correctionnel s'estime régulièrement saisi de poursuites contre M. Yves Rocca. — Le tribunal correctionnel de Paris a jugé, le 20 avril, qu'il avait été régulièrement saisi de poursuites intentées par Larsen FM et le centre protestant de recherche et d'analyse (Radio Contact) contre M. Yves Rocca, membre de la CNCL et avocat général honoraire à la Cour de cassation. L'avocat de M. Rocca avait, lui, fait valoir que son client qui est toujours magistrat ne pouvait être poursuivi que devant une juridiction désignée par la Cour de cassation. M. Rocca se voit reprocher d'avoir, dans un article publié dans le *Monde* du 23 décembre 1987, essayé d'influencer le juge d'instruction de Rennes auquel la Cour de Cassation a confié le dossier Larsen-Radio Contact. Un dossier « désespérément vide », écrit notamment M. Rocca, en affirmant que la plainte des radios était « inconsistante et inconsidérée ».

Alors que la SFP diffère son action contre la chaîne

La 5 prépare une augmentation de capital

La Société française de production (SFP) a décidé de relâcher provisoirement sa pression sur la 5. Après avoir obtenu, le 12 avril dernier, une saisie-arrest de 5 millions de francs sur les comptes bancaires de la chaîne, la SFP diffère la suite de son action judiciaire en attendant confirmation définitive d'un accord de principe conclu ces derniers jours. Un accord qui prévoit, selon la SFP, l'apurement préalable des dettes de la 5 envers la société et la conversion partielle d'un contrat de prestations diverses signé en juillet 1987 pour deux ans en commande de fictions réalisées par la SFP. (Le Monde du 14 avril).

La conclusion définitive de l'accord pourrait être facilitée par une prochaine augmentation de capital de la « 5 ». Une augmentation de nature à rassurer les milieux boursiers. Malgré la hausse sensible de son audience, la chaîne semble en effet rencontrer quelques difficultés financières. Après 760 millions de pertes l'an dernier, le budget 1988 prévoit officiellement 650 millions de pertes. Un « trou » déjà important et que la chaîne pourrait dépasser, les restructurations des premiers mois de l'année semblant légèrement inférieures aux prévisions (600 millions pour l'ensemble de l'année), et le coût de la grille ne baissant pas assez vite.

L'assemblée générale des actionnaires convoquée mardi 26 avril se verra proposer une augmentation du capital en deux temps : 300 millions de francs immédiatement et 200 millions ensuite, sur simple décision du conseil d'administration. Une demande intervenant opportunément, entre les deux tours des élections. M. Robert Hersant voudrait-il se prémunir contre tout risque d'alternance ?

P.-A. G.

Accord sur la modernisation des entreprises de presse

MM. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, ont signé, le mercredi 20 avril, un accord-cadre sur les mesures sociales d'accompagnement liées au plan de modernisation des entreprises de la presse parisienne.

La rapidité des évolutions technologiques, la nécessaire compétitivité de l'écrit face à l'audiovisuel, la concurrence internationale — et plus particulièrement européenne — ont conduit les éditeurs parisiens à élaborer un nouveau plan de modernisation échelonné sur trois ans, de 1988 à 1990, en concertation avec les syndicats, dans le prolongement et dans l'esprit de l'accord de base du 7 juillet 1976.

Les négociations ont permis des accords pour que les réductions d'effectifs liées à la modernisation ne se traduisent pas par des licenciements « secs ». L'accord-cadre signé entre le gouvernement et la presse parisienne se situe donc dans le prolongement de ces négociations, et engage, pour trois ans également, les pouvoirs publics sur deux points essentiels :

1) Une aide à la formation professionnelle sous forme de conventions qui pourront être signées dans chaque entreprise ;

2) L'extension aux salariés des imprimeries de la presse parisienne, à partir de cinquante-cinq ans, du bénéfice de conventions spéciales du FNE.

MM. Bernard Wouts, administrateur général du *Monde* et vice-président du Syndicat de la presse parisienne, Claude Perdriel, président-directeur général du *Nouvel Observateur* et de l'imprimerie PCH, accompagnent M. Miot.

M. Séguin a souligné l'importance de l'enjeu : garantir le maintien d'un nécessaire pluralisme face à la concurrence internationale, et atténuer les conséquences sociales de ces restructurations indispensables.

سكرا من الاجل

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

L'INCONVENIENT. Th. nat. de la Colline (43-66-40-40), 20 h 30.

ROMS PARIS

GRENOBLE. - Sit' vénéral, de Michel Deutsch et Philippe Lacourchardie, mise en scène de Michel Deutsch, par le CND (76-25-54-14) au Cargo/Maison de la culture de Grenoble.

LILLE. - On se battra pas avec l'ennemi, mise en scène de Dominique Sormak à la Halle au Sacre, rue de l'Écluse, Théâtre de la Chaudière (20-30-99-36).

MONTLUÇON. - Faisons les nôtres, mise en scène de Jean-Louis Mourin au Théâtre des Deux (43-66-18).

STRASBOURG. - Zéro, mise en scène d'Alain Kopp au Théâtre national de Strasbourg (88-33-63-60).

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Invité, 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-11). Les Cahiers d'angoisse, 20 h 30.

ARCANES (43-38-19-70). Quatre chaises, 20 h 30.

ARTS-HERBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire, 21 h.

ATELIER (46-06-49-34). La Double Inconstance, 21 h.

ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-42-67-71). Sait-on, 20 h 30.

ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-42-67-71). Sait-on, 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Je ne veux pas mourir idiot, 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La petite chatte est morte, 18 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La petite chatte est morte, 18 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

CARTOUCHE ÉPÉE DE BOIS (48-09-39-74). Volpoux ou le renard, 20 h 30.

Vendredi 22 avril

RANERAGH (42-58-64-44). Pendant ce temps, deux héros... 20 h 30.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Good le Coc: 20 h 45.

ROSEAU-THÉÂTRE (43-71-30-20). O Solide d'air: 18 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Dérive de couple: 20 h 45.

SENYER DES HAÏLES (42-36-37-27). Diva sur scène: 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-36-21-93). Jango Edwards explore au Splendid: 20 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (42-43-49-77). O Les Lettres de la vie (Furieux pour comédiens et actrices): 20 h 45.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-33-50). Edouard Besson: 20 h 30.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Pire: 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Sait-on, 20 h 30.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-46-33-24)

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

Ernest le noble (1938), de Christian-Jaque, 16 h, 19 h, 21 h.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

FUTUR RESPONSABLE SERVICE RECRUTEMENT RM. VM 40613 X

EXPLOITANT COMMERCIAL JUNIOR RM. VM 37291 A

JEUNE INGENIEUR RM. VM 50252 C

Si vous êtes intéressé par l'un des ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR
8, rue de Bant - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE UNITED KINGDOM ITALIA PORTUGAL BRÉSIL CANADA

INFORMATIS
DÉPARTEMENT GESTION
CHIEFS DE PROJETS

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

2 ans / 180 000 F
2 ans / 180 000 F
25, rue Daubenton 921
43-57-52-53

Importance de la mission

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Applications VIDEOTEXTE

et INTERTECHNOLOGIE

Des + 2 - DUT ou STS

2 à 3 ans d'expérience

Système PICK

Si intéressé s'adresser pour R.V.

Immédiat au 46-74-36-23

CADRE
IARD HF

Diplômé d'Etudes Supérieures, vous voulez valoriser votre première expérience acquise en compagnie d'Assurances IARD ou en Cabinet de Courtage.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE souhaite vous accueillir dans son équipe de Techniciens en Assurances, où vous participerez à des études portant sur les différents risques IARD et Assurances de personnes.

Vous possédez de bonnes connaissances techniques en IARD et/ou en vie : vous avez pratiqué la gestion des risques et maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et références, sous la réf. S. à Jean-Michel PIADÉ, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Cau-martin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Monde
IMMOBILIER

DIRECTEUR DEVELOPPEMENT RESEAU
Homme de terrain, organisateur, pédagogue et exécutif, il sera le lien actif entre ce qui est gagné et ce qui doit l'être, et demain... l'engagement.
Si vous pensez qu'une participation au capital de l'entreprise est de nature à conforter votre choix, nous n'y sommes pas opposés, nous vous encourageons à relever ce challenge ambitieux, alors, écrivez-nous Réf. A 098C
Florina Martine Institut
25, cours Xavier Armand - 33000 BORDEAUX
tél. 3615 50 TEL. PARIS RML
Aix-Marseille, Champs-Élysées, Gaspard, Montpellier, Paris, La Rochelle, Toulouse.

OUEST-FRANCE recherche pour son département Editions Livres
UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL (H./F.)
basé à Dijon
pour vendre une gamme complète d'ouvrages auprès d'une clientèle existante à développer sur une quinzaine de départements.
Le profil : vous êtes jeune (25-35 ans), d'un bon niveau de formation (bac ou moins), une première expérience de la vente serait un plus.
Votre culture générale doit beaucoup à la lecture et vous donne cette curiosité d'esprit que nous recherchons.
Vous aimez être autonome pour organiser votre travail et atteindre vos objectifs.
Nous vous offrons : une rémunération d'environ 110 000 F par an, un statut révisé, des possibilités d'évolution intéressantes.
Si notre offre vous intéresse, écrivez très rapidement avec C.V. et photo à Agence Havas 77 678 R. 16, avenue Henri-Fréville, 35040 Rennes Cedex, qui transmettra.

INGÉNIEUR INFORMATIEN
grande expérience.
Bonne connaissance des langages C, C++, ASSEMBLEUR pour projets informatiques d'importance mondiale.
Env. lettre manuscrite, C.V. + photo en précisant sur l'adresse la réf. M 32916, 85, 17, rue Label, 94307 VINCENNES CEDEX, qui transmettra.

EXCELLENT VENDEUR(SE)
Espaces dynamiques pro.
Fonctionnaire public.
Envoyez cv et photo à 37967 Courmes Pub. 35, rue Odette, Paris-14, 14, av. Pierre-Granger, 92100 Boulogne, qui transmettra.

ASSOCIATION DE TOURISME SPORTIF recherche
SON RESPONSABLE DE BUREAU DE VENTES REGIONAL DE LILLE
diplômé de l'enseignement supérieur, commercial de profession, expérimenté, confirmé de la vente de services.
Adm. C.V. photo et références. W 5 577 AMEZ P.A. 14, av. Pierre-Granger, 92100 Boulogne, qui transmettra.

appartements ventes

4^e arrdt
MARNAIS/SAINT-PAUL
125, RUE ST-AUTOINE
17^e arrdt, s/cour pavée,
3 chbres, 2 s.d., 10 m²,
20 m², très beau vol., vaste
SAL. 22, DE 14 h à 18 h.

20^e arrdt
6 P. TERRASSE
en duplex, M. Pélissier, par.
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

9^e arrdt
N° CADET
prie square MONTMOLON
bon imm. centre, s/cour, entrée,
3 chbres, 2 s.d., 10 m²,
20 m², très beau vol., vaste
SAL. 22, DE 14 h à 18 h.

12^e arrdt
TECHNIQUE
prie square MONTMOLON
bon imm. centre, s/cour, entrée,
3 chbres, 2 s.d., 10 m²,
20 m², très beau vol., vaste
SAL. 22, DE 14 h à 18 h.

14^e arrdt
N° GAITE
2 p. rez-de-chaussée, s/cour, entrée,
3 chbres, 2 s.d., 10 m²,
20 m², très beau vol., vaste
SAL. 22, DE 14 h à 18 h.

15^e arrdt
N° VAUGIRARD
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

16^e arrdt
N° RANELAGH
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

17^e arrdt
N° SPONTINI
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

18^e arrdt
N° LAMARK
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

locations non meublées offres

Paris
M. GODELINS imm. de
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

92
BOURGOIGNONS
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

villas

propiétés
LE VESINET RESIDENT
MAREIL-MARLY
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

domaines

locations
Entrepôt en Sables
à louer au printemps 1988
1.000 à 5.000 m² de
surface d'entrepôt avec
accès direct aux
autoroutes.
Nous offrons :
- gestion de dépôt (logi-
stique, marchandises ADR),
- distribution par camions
dans toute la France.
Ecrire sous chiffré 25-VT98
Publicités, Case postale,
60022 LUCERNE.

bureaux
Locations
VOTRE GÈRE SOCIAL
DOMICATIONS
Constitutions de sociétés et
tous services, 43-65-17-60.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

locaux industriels

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

170 m²
170 m², 2450 000 F.
LERNES - 43-63-39-63.

L'AGENDA

Antiquités

ANTIQUE ÉTOILE
13, AV. DE LA GÉOMÉTRIE
TÉL : 45-00-50-15

ACHÈTE TOUT SUCCESSION
MEUBLES, TABLEAUX, BILIX,
PAIEMENT COMPTANT.

Instruments

de musique
ACHAT VIOLON
VIOLON CONTRABASSE
TS INSTRUMENTS DE MUSIQUE
13, av. Gde-Armée, Paris-16^e.
M. Balle, 45-00-50-15.

Stages
MADAME LAM
STAGE DU 22, 23, 24 AVRIL
RADETHÈSE/PARADISE
Méthode PERSONNELLE
RECEPTION 45-65-51-67.

automobiles

de 5 à 7 C.V.
Colaborat. Renault vend
R21 NEVADA 6TS
1988, bleu orage, inter. bleu
velours. Options : galerie,
peinture métallisée, verres
Pach 1.
Libre d'essai sur
3 200 km. Prix 77 500 F.
Tél. 49-55-53-47 le soir
jusqu'à 21 heures.

Associations

Conférences

ROSE-CROIX D'OR
L'enseignement secret
des Rose-Croix
Club des Ing. des Arts et
Métiers - 9 bis av. d'Alsace
Paris 10^e, à 20 h 30.

Sessions et stages
ÉCRITURE
ATELIER POUR
ADULTES PARIS 6^e
UNE FOIS PAR MOIS
Tél. : 30-55-55-51

fermettes

A 200 KM DE PARIS,
25 km ST-FARGEAU
20 km de COGNAC-LOIRE.
Part. vd fermette anc. en L.
mitoyenne, non isolée,
125 m² hab., ent. restaurée,
60-30 m² p. ch. ch. ch. ch. ch.
1 ch. ch. ch. ch. ch. ch. ch.
4-6. A l'usage 2 p. ch. ch.
maquette, le tout rustique,
chauf. cent. fuel + grandes
cuisinières alumin. Sur
1 231 m² pelouses, arbres
ombr. tout clos + bois
1 700 m² non arborés.
Prix 355 000 F.
Tél. : (19) 86-25-41-34.

Stage ULM

En 5 jours 7 à 15 jours
3 900 F. Documentation à
ADULAM 1, rue de France -
73100 Aix-les-Bains -
Tél. : 79-89-23-30.

LA BOURSE AUX

STAGES 88

DU MONDE CAMPUS

AVEC CES ENTREPRISES L'EUROPE VOUS EST OUVERTE

YVES FONROY **Ernst & Whinney** **PHILIPS** **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE** **HEWLETT PACKARD** **SOPAD Nestlé** **NOMAD MUST** **unisab**
Valeo **SKF** **QUILLE** **SOMMER HILBERT** **CREDIT AGRICOLE** **Yves Rocher**
Schlumberger **POUCEROLLE** **NIXDORF COMPUTER** **RHÔNE-POULENC** **TEXAS INSTRUMENTS** **SAT** **BANQUE POPULAIRE**
Crédit Mutuel **SES** **Groupe Cd Chimie**

هكذا من الاصل

هكذا من الاعمال

Economie

Malgré les profits retrouvés de Peugeot et Renault

L'industrie automobile française a encore des faiblesses

SOMMAIRE

- Peugeot et Renault ont fait des bénéfices records, mais il reste des faiblesses dans le secteur automobile français : pertes de parts de marché, endettement et absence d'équipement (lire ci-contre).
- Pour la première fois depuis vingt ans, CDF-Chimie réalise des bénéfices substantiels (lire page 31).
- Sixième semaine de conflit à la SNECMA. Une grève qui mobilise 20 % à 25 % des salariés et qui porte uniquement sur des revendications salariales (lire page 32).
- Edouard Balladur a homologué un nouveau règlement sur les OPA qui prévoit que tout franchissement de seuil de 20 % dans le capital d'une société devra s'accompagner d'une déclaration d'intention de l'acquéreur quant à l'objectif qu'il poursuit (lire page 34).

Les « années noires » qu'ont traversées les deux groupes automobiles français ont laissé de profondes cicatrices, visibles dans leur structure financière. Alors que la plupart de leurs concurrents s'ont aucun endettement — quand ils n'ont pas des disponibilités à placer, comme Toyota avec 37,4 milliards de francs — les deux français, malgré une amélioration spectaculaire en 1987, supportent des dettes lourdes, génératrices de frais financiers élevés qui atteignent 2,5 % du chiffre d'affaires chez PSA et 2,8 % chez Renault.

Parallèlement, les principaux constructeurs étrangers disposent de fonds propres plus importants que PSA — Renault étant en situation nette négative — rapportés à leur endettement. En 1986, la ratio dette à moyen et long terme fonds propres était de 0,07 chez Toyota quand il était de 2,9 chez PSA. Bien qu'il soit tombé à 0,9 en 1987 chez ce dernier, il reste encore plus médiocre que celui de ses rivaux américains, japonais et européens.

Or cette situation financière a pesé lourd sur les programmes d'investissement des deux constructeurs, qui ont, l'un après l'autre, taillé dans leurs dépenses, au risque de compromettre le lancement de nouveaux modèles et la modernisation de leurs usines. Ainsi, Renault, qui a investi jusqu'à 10 % de son chiffre d'affaires dans la décennie 1980, a-t-il réduit ses efforts à 4,1 % du chiffre d'affaires en 1986, et malgré la reprise amorcée en 1987, ceux-ci restent inférieurs à 5 %.

Principal secteur industriel national, l'automobile française affiche aujourd'hui une bonne santé retrouvée avec plus de 10 milliards de francs de bénéfices en 1987 : 6,7 pour Peugeot SA et 3,7 pour Renault. Ce rétablissement, tout récent, permet notamment à PSA de se classer dans le peloton de tête, en termes de rentabilité, des constructeurs mondiaux, derrière Ford, Fiat et Chrysler, mais devant les Japonais et les Allemands. Il ne doit toutefois pas dissimuler les menaces qui pèsent encore sur ce secteur, dans les domaines financier, commercial et technologique.

Autre héritage néfaste de ces dix dernières années : l'expansion de la pénétration étrangère et la lente dégradation de la balance commerciale de la branche. La part des marques étrangères — principalement Ford, General Motors, Volkswagen et Fiat — n'a cessé de se renforcer, passant de 20,9 % de marché français en 1978 à 36,1 % l'an dernier, avec un formidable bond en 1981 à 28,1 %. Elle a amorcé un léger reflux au cours des deux dernières années, le pic ayant été atteint en 1985 avec 36,6 %. Ce reflux est quelque peu réconfortant dans la mesure où il s'inscrit dans une conjoncture automobile extrêmement favorable, avec un fort dynamisme du marché français — deuxième marché européen derrière la RFA. Cette vigueur ne s'est pas encore démentie sur le premier trimestre 1988, après un record de 2,1 millions d'immatriculations de voitures neuves en 1987, dont on pouvait craindre qu'il soit favorable aux marques étrangères.

Mais il ne saurait faire oublier la diminution progressive de l'excédent commercial de l'automobile, qui, sur les seules années 1985 à 1987, a régressé de 29,5 à 21 milliards de

francs. Et ce, malgré une progression constante des exportations automobiles : 95 milliards de francs en 1985, 100,3 en 1986, 108,8 en 1987. En deux ans, elles sont passées de 10,9 % du total des exportations françaises à 12,2 %.

Le problème est que, dans le même temps, les importations ont également augmenté, et de façon nettement plus sensible : de 65,6 milliards de francs en 1985 (soit 6,8 % de l'ensemble des achats français à l'étranger) à 87,8 milliards en 1987 (soit 9,2 %). Cette évolution n'est sans doute pas due aux seules marques étrangères. Il semble notamment que, du fait de la spécialisation par modèles des différents usines européennes des groupes automobiles, soient complétées en importations des véhicules français montés à l'étranger.

La pénétration étrangère est d'autant plus préoccupante qu'elle risque de s'aggraver avec la perspective de l'ouverture des frontières à l'échéance du grand

marché européen de 1993. Du même coup, la limitation que la France a imposée aux constructeurs japonais, avec un quota de 3 % des ventes totales, devrait disparaître, ouvrant toute grande la porte à des concurrents performants, à la recherche de nouveaux marchés pour écouler la production de leurs usines nationales, mais également PSA ne sont cependant disposés à voir tomber cette protection tant que les Japonais n'auront pas eux-mêmes ouvert un plus leur marché intérieur aux importations européennes. D'où leur souci de voir la Communauté européenne adopter une politique extérieure commune vis-à-vis des pays asiatiques — notamment Japon et Corée du Sud — mais aussi vis-à-vis des Etats-Unis, qui vont devenir une base d'exportation des constructeurs nippons vers le Vieux Continent.

Fournisseurs étrangers

Enfin, le redressement des deux constructeurs nationaux ne

risque-t-il pas d'occulter le démantèlement d'une partie de la filière automobile française ? Certes, PSA et Renault peuvent encore acheter pneus, vitrage et tôles à des Français — Michelin, Saint-Gobain, Unior-Sacilor — et se procurer moteurs et organes mécaniques dans leurs propres filiales. Mais alors qu'on assiste à un transfert de la valeur ajoutée des constructeurs vers les équipementiers, les deux groupes deviennent de plus en plus dépendants de fournisseurs étrangers ou passés sous contrôle étranger : l'allemand Bosch pour l'électronique automobile, l'italien Magneti-Marelli, filiale de Fiat pour les carburateurs et l'équipement de bord, Valeo passé dans l'orbite de l'italien De Benedetti pour l'équipement électrique ou thermique, l'américain Allied-Signal-Bendix pour les systèmes de freinage. La question est grave car les Français, face notamment à Bosch, risquent d'être tentés de céder aux charmes des Japonais, dont la qualité et la compétitivité des produits ne sont plus à vanter.

Les profits de Renault et Peugeot ne suffisent pas pour se réjouir pleinement de la situation de l'automobile française.

CLAIRE BLANDIN

Prévu pour 1992

Orlyval aura du mal à équilibrer ses comptes

Le préfet de la région Ile-de-France, M. Olivier Philip, et les responsables de la société Orlyval ont signé, le 21 avril, le contrat de concession de trente ans de la ligne de métro léger à construire entre Antony (Hauts-de-Seine) et l'aéroport d'Orly.

Ce contrat prévoit qu'à partir de janvier 1992, des rames automatiques de type VAL, conçues par Matra, quitteront la gare d'Antony de la ligne du RER B (Roissy-Saint-Denis-Chevreuse) toutes les quatre minutes aux heures de pointe et, en un peu moins de six minutes, conduiront les passagers aériens vers la capitale aux aéroports. Le gouvernement a fait de cette desserte l'une des illustrations de sa politique libérale, puisque le finan-

ment (1,2 milliard de francs) et la gestion de cette infrastructure seront totalement privés. M. Jacques Douffagne, ministre des transports, a rappelé, le 21 avril, que cette première ne coûterait « pas un sou aux contribuables ».

C'est ce dont auraient été persuadés un certain nombre de hauts fonctionnaires et de décideurs. On avait noté le refus d'Aéroports de Paris de participer au capital d'Orlyval : les autorités aéroporaires estimaient que les prévisions de trafic de Matra étaient trop optimistes et avaient vainement manifesté leur préférence pour le système « Orly-Aéroport » de Cofratra et SPIE-Batignolles, qui amènerait les rames SNCF dans les aéroports d'Orly.

Depuis la fin de l'année dernière, plusieurs décisions des pouvoirs publics ont rendu le choix d'Orlyval plus périlleux encore. La voie d'interconnexion qui relie, au sud et à l'est de la région Ile-de-France, les réseaux TGV, de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle jusqu'à Massy-Palaiseau, via Euro-Disneyland, M. Michel Grand, président du conseil régional, a proposé, il y a deux semaines dans l'Ile-de-France 2000, d'en profiter pour créer une rocade ferroviaire à grande vitesse (200 km/heure) qui aurait pour conséquence d'obliger Air Inter à quitter l'aéroport de Roissy. Le nombre des voyageurs entre Paris et Orly s'en ressentirait.

ALAIN FALLAUS

Les chiffres-clés

EN MILLIARDS DE FRANCS	1983	1984	1985	1986 (*)	1987
PSA (Peugeot-Citroën)					
Chiffre d'affaires	85	91	100	105	118
Bénéfice	- 2,6	- 6,34	+ 6,54	+ 3,4	+ 6,7
Endettement	30,7	33	32,4	30,5	19,2
Investissements	3,6	4	5,9	7,4	8,8
Renault					
Chiffre d'affaires	101	107	111	125	148
Bénéfice	- 1,4	- 12,5	- 10,9	- 5,8	+ 3,7
Endettement	36,5	40,3	42	55,6	46,4
Investissements	9,9	10,5	7,8	5,6	7
Effectifs (millions)	220	214	196	197	189

* Renault a appliqué en 1987 les règles comptables imposées par la loi du 3 janvier 1985. Les chiffres 1986 sont donc retraités en suivant ces règles.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

"Pour mes transmissions de données..."

Tout un choix de solutions. Demandez-nous nos brochures et nous vous les enverrons gratuitement.

FRANCE TELECOM

... je consulte FRANCE TELECOM"

صحة من الاموال

Social

Sixième semaine de conflit

Le noyau dur des grévistes de la SNECMA

(Suite de la première page.)

Tout est parti le 17 mars de l'usine de Gennevilliers, du mécontentement d'un groupe d'ouvriers fondeurs à propos de la suppression d'une « prime de chaleur » : la grève a fait très vite tâche d'huile. Une « délégation » des grévistes a entraîné quelques jours plus tard, le 21 mars, les ouvriers de l'usine de Villaroche, près de Melun, et le mouvement a gagné une partie de ceux de Corbeil (Essonne) le 23 mars.

Depuis, il a tenu de façon surprenante. La direction croit discernier un certain ralentissement, que dément le nombre : elle chiffre leur nombre à 20 % au lieu de 25 % du personnel. En fait, comme le dit un ouvrier d'un comité de grève, « c'est tantôt marée haute, tantôt marée basse, ça fluctue ». Selon les établissements aussi. A Gennevilliers, où les locaux syndicaux restent une ruche bruyante de va-et-vient, le « noyau dur » des grévistes atteint 700 à 800 ouvriers (sur quelque 2 600), sans doute moins à Villaroche, pas plus d'une centaine à Corbeil, mais ce « noyau dur » est entouré d'une auréole d'ouvriers qui font grève deux heures, trois heures par exemple, pour une manifestation ou une assemblée générale. Ainsi, une bonne partie du personnel de production est-elle touchée — indépendamment du blocage de la sortie de la production, notamment des moteurs à Villaroche, où les grévistes se relaient aux portes.

Soutien par des municipalités

Cela explique sans doute la durée du mouvement. Les grévistes ont aussi réussi à obtenir des aides des municipalités de gauche, voisines, communistes comme celle de Gennevilliers, qui avait déjà appuyé les grévistes de Chausson, ou socialistes comme celle d'Épinay. Avec les contributions des non-grévistes, le comité de grève de Villaroche affirme ainsi avoir réuni 160 000 F.

Autre phénomène surprenant : ce mouvement dur qui porte uni-

quement sur les salaires et met très haut la barre n'est pas une grève d'O.S. mais d'ouvriers qualifiés. Sans doute trouve-t-on fort peu d'O.S. dans une entreprise d'aéronautique comme la SNECMA. D'autant moins que la firme a beaucoup investi et renouvelé son parc de machines... et aussi une partie de son personnel. Elle a notamment recruté — en particulier à la faveur des contrats de solidarité — de nombreux jeunes professionnels. Ce sont ces jeunes P.I. qui forment en bonne partie le « cœur » des grévistes, et qui ont le sentiment de se trouver sans perspectives : « Ça fait cinq ans que je suis entré comme P.I., et je suis toujours P.I. », dit un mécanicien, attiré à l'époque par le prestige de l'aéronautique et la « sécurité » de la SNECMA. Les primes d'ancienneté (1 % l'an) ou d'équipe pour ceux qui travaillent en 2 x 8 ne suffisent pas à leurs yeux à compenser les faibles augmentations générales des dernières années (1,7 % en 1987).

Des comités de grève

Les transformations du travail contribuent aussi à nourrir les revendications, notamment l'augmentation de la productivité, même si, on le reconnaît, celle-ci tient autant aux méthodes qu'aux cadences : « L'élargissement des tâches, le contrôle intégré [en cours de fabrication au lieu d'être fait a posteriori] avec les machines nouvelles, c'est peut-être plus intéressant. Mais c'est plus de responsabilité, plus de travail, et on n'en voit pas la trace sur la feuille de paie », dit un de ces jeunes professionnels.

Pour ceux-là, la revendication dépasse le calcul du « rattrapage » — une dette contractée par la direction envers ses salariés —, selon la formule utilisée par la CGT, — lui-même en fait fixé par rapport à un chiffre de 1 200 F déjà évoqué lors de débrayages à Gennevilliers en 1987. La direction de la SNECMA semble avoir reconnu le problème en incluant dans les propo-

sitions faites aux syndicats le 7 avril une enveloppe d'augmentations individuelles pour les jeunes.

Autre caractéristique du conflit : la réapparition de « comités de grève », et la présence des non-syndiqués, sur le modèle du mouvement des cheminots pendant l'hiver 1986-1987 et comme dans les années 70, à côté des organisations syndicales. CGT (majoritaire aux élections dans les trois établissements) et CFDT. Sans doute, comme le souligne avec humour un syndicaliste, dans tout conflit « la majorité des grévistes sont toujours des non-syndiqués. Sinon, ça se verrait dans les effectifs des organisations ».

Cette présence se retrouve de façon assez confuse selon les établissements : reconnue dans le « comité de grève tripartite » de Villaroche, avec les syndicats, elle est acceptée en dehors d'eux à Corbeil ; à Gennevilliers, en revanche, se fonctionnent en principe qu'une « intersyndicale » CGT-CFDT, mais cette dernière a accepté d'inclure un représentant de non-syndiqués dans les négociations avec la direction, sous l'égide du médiateur. Et pour simplifier le tout s'est autoconstituée une « coordination inter-SNECMA » qui s'affirme garante de l'unité des grévistes.

« Laites offensives »

Avec les « nouveaux », dans ces comités de grève, on retrouve notamment des militants d'extrême gauche, en particulier du groupe trotskiste Lutte ouvrière. Présents pour certains dans l'entreprise depuis quinze ou vingt-cinq ans, non-syndiqués (ou plus), ou inscrits à la CGT ou à la CFDT (en particulier plusieurs délégués connus qui, exclus de la première, sont passés à la seconde), ils s'affirment avant tout des « militants de la grève ». Le mouvement rencontre leur conviction ancienne sur la nécessité de « laites offensives ». « On a proposé la grève de vingt-quatre heures reconductible : des débrayages d'une heure, en théorie, ça fait perdre moins d'argent, mais, au total, ça n'a jamais permis d'obtenir un gain important, explique l'un d'eux. Nous avons proposé d'étendre le mouvement, pas par principe, mais par nécessité : plutôt une grande vague que des vaguelettes successives, qui vont se faire battre les uns après les autres.

De cette analyse, ils trouvent la justification dans l'extension de la grève de Gennevilliers à Villaroche, puis à Corbeil, mais ils croient discernier aussi des « frémissements » dans d'autres entreprises de la métallurgie avec lesquelles ils ont pris contact. Signe d'une « combativité latente de la classe ouvrière ». « On renoue avec une pratique qui existait il y a cinquante ans. Quand on est en grève, aller discuter avec le voisin, c'est normal... »

Pour durer, il faut aujourd'hui proposer de nouvelles actions. La multiplicité des manifestations pour le choix des manifestations pour « populariser » le mouvement, sinon l'étendre. Elle rend délicates les discussions engagées avec la direction de la SNECMA sous l'égide du médiateur désigné par le tribunal de Nanterre le 12 avril. On s'accroche d'autant plus à la revendication des 1 500 F par mois et du paiement des heures de grève qu'elle est ce qui unifie.

Cela ne facilitera pas la « sortie » de la grève que les syndicats seront amenés inévitablement à négocier après les discussions. Le syndicat CFDT de la métallurgie parisienne notait, dans un bulletin récent, que « le niveau des revendications peut rendre sceptiques ceux qui y cherchent une crédibilité économique », mais, que pour une grève longue, il fallait « un enjeu à la hauteur des sacrifices ». La CGT a demandé, notamment, des discussions sur la grille des salaires, les qualifications et la revalorisation des primes. Quant aux animateurs de la coordination, ils se contentent d'affirmer qu'« ils sont là où les grévistes voudront aller ».

GUY HERZLICH.

« Mondes en devenir »
FINANCES PUBLIQUES CAMEROUNAISES
LEGENE DOMPACK
Édition de René CHIROUX
13,5 x 20 cm - 492 p. - 139 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE CENTRALE DE BANQUE

Le conseil d'administration de la Société centrale de banque, filiale de la Société générale, s'est réuni le 31 mars 1988 sous la présidence de M. Pierre Fichot, pour arrêter et approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

Poursuivant sa politique commerciale désormais recentrée sur l'activité domestique, la SCDB a distribué en 1987 1,8 milliard de francs de crédits à long et moyen terme, avec une nette prédominance vers le clientèle de particuliers, qui représente maintenant 57 % du montant de ses rejets.

Les dépôts ont évolué dans un sens favorable mais à un rythme moins important : plus 6,7 % par rapport à l'exercice précédent.

La marge brute d'exploitation (66 MF) conforme aux prévisions est en progression de 65 %, tandis que le bénéfice net comptable consolidé passe à 7,8 MF. Ce bénéfice s'ajoute après déduction de provisions pour risques de 48 millions de francs.

Le conseil a été informé du lancement d'un plan d'action sur le marché des PME et PMI et d'un développement de la gamme des concours aux particuliers.

Les prévisions pour l'exercice en cours laissent augurer d'une progression sensible du résultat brut d'exploitation. L'ensemble des sociétés du groupe : Société centrale de banque, Société de banque de Bourgogne, Société de banque de Midi-Pyrénées, Société de banque de Normandie, Société de banque de Provence, participent à ce développement.

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES IDIA

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'IDIA est convoquée pour le jeudi 28 avril 1988 à 16 h 30 au siège social de la société, 35, avenue Franklin-Roosevelt 75008 Paris.

Cette assemblée a pour effet notamment d'approuver les comptes de l'exercice 1987, qui font apparaître un bénéfice de 51,84 MF au lieu de 37,72 MF en 1986, 23,48 MF en 1985 et 11,99 MF en 1984.

Il sera proposé la distribution de 4 F par action contre 3 F en 1986, 2,5 F en 1985 et 1,65 F en 1984.

Il est rappelé que le statut fiscal de capital-risque de l'IDIA se traduit par une imposition forfaitaire au taux de 15 % pour les personnes physiques et 16 % pour les personnes physiques.

Les personnes physiques bénéficiaires d'une imposition forfaitaire plus favorable que l'impôt sur le revenu sont invitées à se faire inscrire au siège social de la société.

GENERALI

À propos des nouvelles et des commentaires parus ces jours derniers dans la presse, les Generali confirment uniquement que leur objectif est de rester des actionnaires significatifs du Midi dans le but d'étudier un accord de collaboration technique avec la haute direction de la société. Elles déclarent avoir d'autres buts spécialement à caractère régional tels qu'une tentative de prise de contrôle du Midi.

GÉVELOT

Le conseil d'administration, réuni le 15 avril 1988, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 et pris connaissance des résultats consolidés du groupe. Ceux-ci comprennent plus d'activité immobilière en raison de la cession intervenue en 1987 de la quasi-totalité de la participation dans la Société française de constructions.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 532 millions de francs contre 521 millions de francs en 1986 à périmètre de consolidation semblable.

Le bénéfice consolidé s'établit à 18,3 millions de francs après 11,4 millions de francs de l'exercice précédent et 1,7 million de francs de participation des salariés contre 21 millions de francs de bénéfice en 1986 mais après seulement 3,3 millions de francs d'impôt sur les sociétés.

La marge brute d'exploitation ressort à 36,1 millions de francs contre 37,6 millions de francs en 1986.

Les investissements sont de 27,3 millions de francs contre 17,5 millions de francs en 1986.

La part du groupe dans le résultat consolidé est de 18,3 millions de francs contre 18,7 millions de francs en 1986.

La société mère Gévelot a réalisé un bénéfice courant avant impôt de 18,8 millions de francs contre 13,5 millions de francs en 1986.

Les produits exceptionnels, qui s'élèvent à 4,6 millions de francs contre 2,7 millions de francs en 1986, comprennent principalement des profits de réalisation d'actifs.

Le bénéfice net est de 13,1 millions de francs après 3,8 millions de francs d'impôt sur les sociétés et 1,5 million de francs de participation des salariés contre un bénéfice en 1986 de 12,8 millions de francs après 3,3 millions de francs d'impôt sur les sociétés.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire qui sera convoquée le 30 juin 1988 de distribuer un dividende net de 18 F par action assorti d'un dividende fiscal de 9 F, soit un revenu global par action de 27 F contre 24 F pour l'exercice 1986.

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FINANCIERS BMOBILISERS « COGIF »

Le conseil d'administration, réuni le 19 avril 1988, a arrêté le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

Les comptes de l'exercice font apparaître, après déduction de 12 064 000 F contre 10 813 000 F aux comptes d'exercice précédent et de provisions un bénéfice net de 81 183 751 F, dont 5 033 184 F de plus-values nettes sur cessions d'immobilisations, contre un bénéfice net de 75 978 399 F, dont 5 033 931 F de plus-values, au titre de l'exercice 1986.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 3 juin 1988 de distribuer un dividende de 24 F par action contre 23 F l'année précédente.

Les ventes régularisées au cours de l'exercice 1987 ont porté sur soixante-trois appartements répartis dans cinq résidences et sur quatre locaux commerciaux pour un montant de 12 400 000 F. Outre la poursuite de la vente des appartements de ces résidences, la société a décidé la mise en vente par appartement de l'immeuble « Tour Athènes » situé à Paris, dans le troisième arrondissement, et comprenant deux cent soixante-dix appartements.

La société a acquis au cours de l'exercice 1987 un nouvel immeuble à usage de bureaux de 4 800 mètres carrés situés à Nanterre-le-Grand, dans la ville nouvelle de la Vallée, et achèvement total dans de bonnes conditions. A la fin de 1987, la part des bureaux et locaux commerciaux dans l'ensemble du patrimoine représentait 18,2 %.

Enfin le conseil proposera à l'assemblée générale d'inscrire le dividende, dans le cadre des disponibilités de la loi du 30 décembre 1981, d'opérer en Bourse sur ses propres actions afin d'en régulariser le cours.

Une gamme de Sicav adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

NOM DE LA SICAV	Capital (en millions de francs)	Participation (en %)	Participation (en millions de francs)
LAFITTE-EXPANSION	415,23	25,32	11,50
LAFITTE-FRANCE	415,97	25,32	11,50
LAFITTE-IMMOBILIERE	74,94	25,32	11,50
LAFITTE-JAPON	48,75	25,32	11,50
LAFITTE-TOKYO	1 565,46	25,32	11,50
LAFITTE-AMERIQUE	17,14	25,32	11,50
LAFITTE-EUROPE	93,88	25,32	11,50
LAFITTE-RENDMENT	148,46	25,32	11,50
VALCOURG	139,99	41,87	2,71
LAFITTE-OBIGATIONS	265,40	13,45	6,44
LAFITTE-COURT TERME	73,44	30,50	2,24
LAFITTE-PLACEMENTS	1 724,35	33,20	7,57
MONÉLAFITTE	1 729,94	24,89	4,30

Les Sicav de L'Européenne de Banque
21, rue La Fayette - 75007 Paris - (1) 42.47.47

BTP
BANQUE DU NANTIER ET DES TRAVAIUX PUBLICS
Siège social : 253, bd Péreire 75002 Paris cedex 17 - SA au capital de 80 000 000 F - RCS PARIS B 776 116 905

AVIS DE CONVOCATION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
Le mercredi 4 mai 1988 à 15 heures, dans la salle "Robert Pradeau" - 10, rue du Débarcadère 75017 Paris

ORDRE DU JOUR

I. Partie ordinaire

1. Rapports du Directeur et des commissaires aux comptes sur l'exercice 1987; approbation des comptes de l'exercice 1987.
2. Affectation et répartition des résultats.
3. Approbation des opérations visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.
4. Autorisation donnée à la Société pour acheter et revendre ses propres actions.

II. Partie extraordinaire

1. Modification des statuts de la Société concernant l'expression des actions de garantie; la négociabilité des actions provenant d'une augmentation de capital; l'identification des détenteurs des titres de la Société; l'information de la Société de la détention d'un quota d'actions et la possibilité du paiement du dividende au moyen d'actions.
2. Autorisation donnée au Directeur d'augmenter le capital social.
3. Modification des statuts de la Société concernant la composition du Directeur.
4. Délégation des pouvoirs pour effectuer les formalités légales.

Pour avoir le droit d'assister ou d'être représenté à l'Assemblée, les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits en compte chez la société, cinq jours avant la date fixée pour réunir. Les propriétaires d'actions au porteur doivent détenir un certificat justifiant l'immobilisation de leurs titres auprès d'un intermédiaire habilité, au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée.

L'actionnaire souhaitant voter par correspondance pourra demander, par lettre recommandée avec avis de réception, un formulaire auprès de la société.

L'avis de convocation a été publié au BALO du 14 avril 1988. Un dossier d'information peut être retiré auprès des intermédiaires financiers (banques, agents de change, bureaux de poste) ainsi qu'à LA BTP.

INFORMATION ACTIONNAIRE :
TÉLÉPHONER AU (1) 47 54 75 81 ou MINITEL : 36 14 LA BTP

LA BOURSE AUX STAGES 88
DU MONDE CAMPUS
COMMENT RÉPONDRE

La Bourse aux stages permet aux étudiants (bac + 3 minimum) de gagner l'un des cent stages en Europe offerts par les entreprises dont les logos sont reproduits page 18 du supplément du « Monde affaires ». Les candidats doivent adresser chacune des affirmations ci-dessous à ces entreprises. Le bulletin-réponse paraîtra dans le Monde du samedi 23 avril (daté 24-25 avril).

24 Nous sommes la première filiale régionale d'un grand constructeur français et nous relevons le défi de construire le Centre Parc des Bois-Francis, car nous sommes déjà en route vers de nouveaux horizons européens.

25 Près de 165 millions d'équipements de sécurité et de confort produits en 1987 dans nos 64 établissements industriels en Europe, Amérique du Nord et Amérique du Sud. Gagner est votre objectif, et c'est aussi le nôtre.

26 Notre groupe est membre d'une confédération internationale fortement implantée en Europe, mais qui s'étend au Canada au Japon. Nous investissons dans l'énergie la plus précieuse du monde, la vôtre.

27 Grand constructeur européen qui, tout en démontrant son très haut degré de fiabilité, a, dès son origine, proposé des solutions globales de matériel et de services en se spécialisant sur de nombreux marchés verticaux et horizontaux.

28 Nous réalisons 4 milliards de chiffre d'affaires, nos 11 millions de clients habitent trois continents, notre activité s'étend de l'ADN végétal au textile en passant par les parfums et nous n'avons que vingt-neuf ans.

LETTRE OUVERTE AUX ACTIONNAIRES DE TELEMECANIQUE

Madame, Monsieur,
Cher Actionnaire de TELEMECANIQUE,

Loin des rumeurs, des approximations et des polémiques aussi dérisoires qu'inutiles, parlons clair.

Quels sont les faits ?

TELEMECANIQUE et FRAMATOME, leaders mondiaux dans leur domaine d'activités, ont bâti ensemble un ambitieux projet industriel.

Pour assurer la réussite de ce projet FRAMATOME s'est engagé au travers d'une Offre Publique d'Achat, à acquérir 100 % du capital de TELEMECANIQUE au prix de 4 500 F par action*.

Cette offre est pour vous, Cher Actionnaire, 100 % claire : elle vous garantit une plus value substantielle sur la totalité des actions que vous détenez et elle vous évite tous les aléas du marché boursier, inévitables dans le cas d'une offre partielle.

L'importance de l'investissement que FRAMATOME se propose de réaliser (environ 6 milliards de francs) témoigne de sa détermination à réussir.

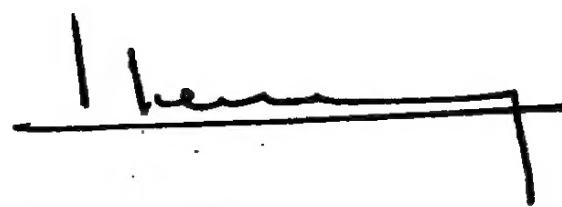
Cette offre reçoit un soutien massif de TELEMECANIQUE, notamment de son Personnel Actionnaire, et c'est important pour son avenir.

Nous comptons aussi sur votre appui.

Nous vous remercions à nouveau de votre confiance, et nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, Cher Actionnaire, à l'assurance de nos sentiments distingués.



Jacques VALLA
Président du Directoire



Jean-Claude LENY
Président-Directeur Général



* Une note d'information présentée conjointement par FRAMATOME et LA TELEMECANIQUE ELECTRIQUE (visa COB N° 88-63 du 26.02.88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.
Les termes de la surenchère de FRAMATOME ont fait l'objet d'un avis n° 88-649 de la Chambre Syndicale des Agents de Change en date du 21.03.88.
Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre de titres présentés est inférieur à 610.000, FRAMATOME se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

هكذا من الاصل

Marchés financiers

La recherche de la transparence

Un seuil de déclaration de 20 % pour les OPA

Afin d'améliorer la transparence des opérations boursières, M. Edouard Balladur a homologué trois nouveaux règlements qui entreraient en vigueur dès le lundi 25 avril.

Dorénavant, les firmes seront obligées de « déclarer leurs intentions » en cas de franchissement du seuil des 20 % dans le capital d'une société. Cette mesure, qui doit permettre de connaître les motivations des investisseurs, est déjà en vigueur dans les pays anglo-saxons. Aux Etats-Unis, le niveau est fixé à 5 % ; en Grande-Bretagne, il est de 10 % ; en France (le Monde du 15 mars) avant de choisir 20 %. Cette nouvelle procédure s'ajoute aux différentes règles existantes. Les opérateurs doivent déclarer leur participation exacte lorsqu'ils franchissent les niveaux de 5, 10, 20, 33 et 50 % dans le capital d'une firme.

D'autre part, deux nouveaux règlements relatifs aux informations à fournir en cas d'offre publique d'achat viendront compléter les obligations en vigueur jusqu'ici. L'un s'ajoutera à la note d'information demandée par la Commission des opérations de Bourse (COB), l'autre à celle du Conseil des Bourses de valeurs.

Le ministre de l'économie a présenté, jeudi 21 avril, ces mesures lors de l'installation du Comité de

liaison des marchés financiers. Créé à la suite des conclusions du rapport Deguen sur la crise d'octobre, ce conseil réunit l'ensemble des autorités de la place (1). Il a pour mission de développer une coordination entre les différents marchés, sans pour autant substituer aux organisations de contrôle existantes. Ces « sages » ont pour tâche de préparer un dispositif de crise permettant aussi bien de déceler les tensions existantes sur les marchés que d'élaborer des plans d'action pour réagir rapidement. Ils devront également réfléchir tant aux règles de prudence applicables aux différentes catégories d'opérateurs qu'à la coordination des informations disponibles sur chacun des compartiments du marché.

D. G.

(1) Le comité de liaison comprend six membres : présidé par M. Jean-Claude Trichet, directeur du trésor, il regroupe MM. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, Gilles Bricq de la Perrière, président du Conseil du marché à terme, Xavier Dupont, président du Conseil des Bourses de valeurs, Gérard de la Martinière, président de la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP), et Yves Le Portz, président de la Commission des opérations de Bourse (COB).

Alstom (groupe CGE) va reprendre certaines activités des ACEC (groupe Générale de Belgique)

Le français Alstom, filiale du groupe CGE (Compagnie générale d'électricité) est sur le point de conclure un accord pour reprendre les activités ferroviaires et électromécaniques du groupe belge ACEC (Ateliers de constructions électriques de Charleroi), filiale de la Société générale de Belgique (SGB), a confirmé le 21 avril Jean-Pierre Desgorges, PDG d'Alstom, lors d'une réunion d'analystes financiers.

Le jour même, la direction des ACEC avait annoncé aux conseils d'entreprise la création prochaine d'une filiale commune dans le matériel ferroviaire et l'électromécanique. M. Desgorges a précisé que ces deux secteurs représentaient chacun un chiffre d'affaires de quelque 350 millions de francs. « Nous pouvons choisir, et nous avons choisi ces deux activités car, outre des parts de marché en Belgique, elles nous apportent des filiales à l'étranger », a-t-il ajouté.

Les ACEC, dont les pertes cumulées atteignent à fin 1987 5,25 milliards de francs belges (880 millions de francs français), prévoient de se transformer en simple holding en faisant ses différentes activités, leur permettant ainsi de trouver plus facilement des partenaires extérieurs.

On peut se demander si l'accord ACEC-Alstom ne participe pas d'un démantèlement partiel de la SGB, dont le groupe CGE détient, aux côtés de Suez, 4 % du capital.

Un fichier national des chèques volés sera géré par la Banque de France

Un fichier national des chèques volés ou perdus va être constitué, a annoncé, jeudi 21 avril, le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Depuis plusieurs mois, une bataille féroce opposait, en coulisse (le Monde du 25 mars et du 21 avril), les différentes parties concernées (le ministère de l'intérieur, celui de la justice, celui de l'économie, les banques...).

Le ministre d'Etat a finalement tranché. Un fichier national, consultable par les commerçants, sera créé. Sa gestion sera confiée à la Banque de France, déjà chargée de la gestion du fichier des chèques impayés. Les informations seront recueillies tant auprès des services de police et de gendarmerie (lors de la déclaration de perte ou de vol) qu'auprès des établissements et organismes détenteurs de comptes de dépôt (les banques). Enfin, et conformément au souhait des responsables de fichiers régionaux déjà en fonction, un appel d'offres sera lancé afin de permettre à la Banque de France de choisir entre les différentes solutions techniques disponibles.

Dans son communiqué, le ministre de l'économie indique son intention de relever le seuil au-delà duquel les transactions entre commerçants doivent obligatoirement être réglées par chèque. Depuis 1940, les commerçants doivent payer par chèque toutes les factures de leurs fournisseurs d'un montant supérieur à 1 000 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA-PRUSSAG

METALUROP Formation d'un groupe industriel européen du plomb et du zinc

PENARROYA et PRUSSAG confirment qu'elles sont parvenues à un accord de principe aux termes duquel les activités plomb, zinc et métaux spéciaux des deux sociétés seraient réunies au sein de PENARROYA, qui serait le pivot de ce regroupement et dont PRUSSAG deviendrait le principal actionnaire. PENARROYA prendrait le nom de METALUROP S.A.

Les deux sociétés ont pour objectif la constitution d'un ensemble industriel de dimension européenne dont la compétitivité devrait se trouver renforcée.

L'accord intervenu est soumis à confirmation et à approbation des conseils des sociétés concernées, d'une part, et à celle des actionnaires de PENARROYA, d'autre part, ainsi qu'à l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires.

Il prévoit les étapes suivantes : - PRUSSAG souscrit à une augmentation de capital réservée qui sera proposée à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PENARROYA. Cette augmentation de capital, qui portera sur l'émission de 63 millions d'actions nouvelles, sera effectuée au prix de souscription de 70 F par action PENARROYA. Elle permettra à la société de disposer des moyens de trésorerie correspondant à l'acquisition de l'ensemble des participations de PRUSSAG, qui regroupe, en République fédérale d'Alle-

NEW-YORK, 21 avril ↑

Reprise avortée

Une très forte reprise s'est produite jeudi à Wall Street. Mais elle a très vite tourné court. L'indice des industriels, qui avait progressé de 45 points jusqu'à s'élever à la cote 2 050,50, a reperdu et même annulé tout le terrain gagné, pour retomber à 1 968 avant de se redresser un peu avant la clôture. Finalement, il s'est établi à 1 987,40, soit à 1,99 point au-dessus de son niveau de mardi. Mais le bilan de la journée est resté négatif. Sur 1 970 valeurs traitées, 799 ont baissé, 675 ont monté et 496 n'ont pas varié.

Une fois de plus, les opérateurs ont vu les ordinateurs responsables de ces mouvements russes en lançant très vite des programmes d'achat puis de ventes à terme. De l'avis des professionnels, les dérapages de l'après-midi ont essentiellement été dus de particularités et de quelques institutions, que la montée du pénétrant inflationniste inquiète et qui ne souhaitent pas rester trop engagés. D'autre part, après le déclin de nouvelles nouvelles économiques, beaucoup attendent avec une impatience mêlée d'une curiosité craintive la publication ce vendredi des chiffres sur les commandes de biens durables pour mars. L'activité s'est accrue avec 169,11 millions de titres échangés, contre 147,6 millions la veille.

VALEURS	Cours de 21 avril	Cours de 22 avril
Alcoa	45 3/8	46 1/8
Allegis (ex-UAL)	79 1/4	79 3/4
AT&T	75 1/2	76 3/4
Boeing	45 3/8	46 1/8
Chemical Bank	24 1/2	25 1/8
Deere	82 7/8	83 1/2
Du Pont de Nemours	42 3/8	43 1/8
Eastman	41 3/4	42 5/8
Ford	44 3/4	45 1/4
General Motors	71 3/4	72 1/8
General Electric	62 1/2	63 1/8
IBM	112 1/2	113 1/8
ITT	46 1/2	46 1/2
McDonald	44 7/8	45 1/8
Pfizer	55 5/8	56 1/8
Rockwell	55 5/8	56 1/8
Texaco	46 3/8	46 3/4
United Technologies	22 7/8	23 1/8
Westinghouse	49 7/8	50 1/8
Xerox Corp.	53 1/8	53 3/8

LONDRES, 21 avril =

Hésitation

Les cours ont fluctué, jeudi 21 avril, à la City, où l'indice FT a subi une baisse de 4 points, en clôture à 4 233,4. L'ambiance était cependant calme, le volume des transactions demeurant légèrement inférieur à celui de la veille, puisque 397 millions de titres ont été échangés, contre 411 millions mercredi. Après un départ incertain, le marché a réagi par une baisse à l'annonce d'une forte progression des crédits bancaires en mars en Grande-Bretagne. Toutefois, il a rebondi sur les pertes en fin de séance. Les titres des principales firmes exportatrices (Jaguar, ICI, Glaxo) reculaient à la suite du raffermissement de la livre. Après l'annonce de résultats supérieurs aux prévisions des analystes, la société commerciale française a nettement progressé. Le secteur des brasseries a, à nouveau, été orienté à la hausse sur des rumeurs d'OPA. Les valeurs pétrolières étaient en baisse, ainsi que celles du domaine bancaire. Les titres d'or étaient également en recul, ainsi que les fonds d'Etat.

FAITS ET RÉSULTATS

De Pont rachète les peitures automobiles Duco. - Après avoir conclu, en mars, un accord avec le groupe britannique ICI pour constituer une filiale commune de production, le géant américain de la chimie, Du Pont de Nemours, vient de racheter à Casco-Nobel (groupe suédois Nobel Industries) toutes les activités distribution peintures pour les carrosseries automobiles de Duco. Duco avait été filiale de Casco-Nobel jusqu'à sa revente, l'automne dernier, à Casco-Nobel (le Monde du 20 octobre 1987), pour cause de déficits chroniques.

L'ambition portée par Du Pont est de capter entre 15 % et 16 % du marché français des peintures pour la réparation automobile. Premier fabricant mondial de peintures pour carrosseries automobiles depuis le rachat de la division spécialisée de Ford, avec environ 800 millions de dollars de chiffre d'affaires (soit 6,1 milliards de francs), le groupe américain s'occupe jusqu'ici qu'une position symbolique en Europe.

Bouygues : TF 1 pour la première fois dans les résultats consolidés. - Le groupe Bouygues a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires consolidé de 53,4 milliards de francs, en augmentation de 17 % par rapport à 1986. Pour la première fois, ce chiffre comprend le chiffre d'affaires de TF 1, soit 4,2 milliards. Le bénéfice net total a progressé de 25 % pour atteindre 695 millions. Pour 1988,

PARIS, 21 avril ↑

Étonnante progression

Les valeurs ont fait preuve d'une étonnante résistance en ce dernier jour du mois boursier d'avril. L'indice des industriels se maintient à -0,06 % avant de redevenir positif et de revenir à +0,5 % des 14 h 30. La hausse s'accroît, l'indice des valeurs s'élevant à +1,62 %. Toutefois les échanges furent affectés par les incidents techniques survenus par le système CAC de notation informatique assistée en continu. Dès le début de la matinée, ce système présentait des décalages tels qu'il était nécessaire de suspendre les cotations d'une centaine de titres. Certains voyaient dans ces pannes un coup de sursaut du personnel travaillant en Bourse pour que les technologies matérielles ne soient pas dépassées. Et de rappeler que, en cas d'échec, un mouvement de grève pourrait être déclenché entre les deux tours de l'échange, et la bourse sur les deux autres-Adams peut devenir rapidement préoccupante. A trois jours du scrutin présidentiel, la place financière, les rumeurs sur les dérives électorales placent aux professionnels. Et tous de se réjouir des derniers chiffres annoncés qui réduisent l'écart entre les deux candidats (François Mitterrand ayant 51 % et Jacques Chirac 49 %).

Dans ces circonstances, le mois boursier d'avril se termine sur un score positif de plus de 2,6 %. Une performance que beaucoup jugent satisfaisante et quelques-uns « de bon augure ». La journée a été rythmée par les évolutions de la Compagnie du Midi. « Cordes » s'abaisse, confiant un mouvement de hausse des cotations. Le volume progressif s'accroît jusqu'à la communication de Generali. La compagnie d'assurance italienne démentait vouloir prendre le contrôle du groupe français.

Les Tapes de Luxonne figuraient parmi les plus fortes hausses ainsi que SAT, Ode, et Aurore.

Sur le marché des obligations, des opérations portant d'intervention de la Banque des décrets et d'achat au prorata de l'émission. Le MATIF demeurait ferme. Le contrat de juin gagnant 0,63 % à 102,60.

TOKYO, 22 avril =

Soutenu

La hausse était de nouveau au rendez-vous de la séance de vendredi à Tokyo. Mais, comme à New-York, elle n'a pas tenu. Des ventes bénéficiaires ont effacé les gains initiaux, et, à la clôture, l'indice Nikkei s'est établi à 2 257,12, soit à +5,36 points (+0,23 %) au-dessus de son niveau précédent.

L'absence de tout élément encourageant a incité les investisseurs à user de prudence. Ainsi, dans les valeurs d'entreprises liées aux dépenses de consommation intérieure ont été les premières à se faire taper sur les doigts.

« La situation des taxes d'intérêt aux Etats-Unis est préoccupante », a fait valoir un professionnel. La preuve : les banques ont baissé l'émision de l'inflation ambiante : l'activité est restée à un niveau très bas, avec 700 millions de dollars échangés, contre 650 millions la veille.

VALEURS	Cours de 21 avril	Cours de 22 avril
Alcoa	45 3/8	46 1/8
Boeing	45 3/8	46 1/8
Chemical Bank	24 1/2	25 1/8
Deere	82 7/8	83 1/2
Du Pont de Nemours	42 3/8	43 1/8
Eastman	41 3/4	42 5/8
Ford	44 3/4	45 1/4
General Motors	71 3/4	72 1/8
General Electric	62 1/2	63 1/8
IBM	112 1/2	113 1/8
ITT	46 1/2	46 1/2
McDonald	44 7/8	45 1/8
Pfizer	55 5/8	56 1/8
Rockwell	55 5/8	56 1/8
Texaco	46 3/8	46 3/4
United Technologies	22 7/8	23 1/8
Westinghouse	49 7/8	50 1/8
Xerox Corp.	53 1/8	53 3/8

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours de 21 avril	Cours de 22 avril
ASP SA	228	242 30
Assurances	384	384
Assurances	287	287
BAC	446	446
Banque de France	309	309
BICM	620	620
BIP	428	428
Bouygues	280	280
Caisses d'épargne	710	704
Caisses d'épargne	740	740
Caisses d'épargne	638	638
Caisses d'épargne	477	474
Caisses d'épargne	1200	1200
Caisses d'épargne	252	252
CAZC	127 80	127 80
CAZC	296	296
CAZC	296	296
CAZC	640	625
CEEP	194	199
CEP	1220	1220
CEP	199	199
CEP	485	444
CEP	238 40	238
CEP	538	540
CEP	332	341
CEP	145	148
CEP	3280	3280
CEP	676	676
CEP	628	628
CEP	829	840
CEP	113 30	113 30
CEP	20 80	20 70
CEP	478 70	480 50
CEP	556	576
CEP	296	296
CEP	170 50	170
CEP	128	125 80
CEP	122 80	122 80
CEP	181	188
CEP	205	205

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables

le 21 avril 1988

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
ED-Asphalte	280	17	22	17	22
Lafarge-Capex	1 180	94	105	94	105
Michelin	138	18 50	18 50	18 50	18 50
MMA	1 400	39	40	39	40
Parif	320	21	21	21	21
Prophet	1 180	65	93	65	93
Saint-Gobain	406	17 50	23	14	23 50
Thomson-CSF	152	21	26	21	26

MATIF

Motionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 avril 1988

Nombre de contrats : 49 134

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	déc. 88
Dérivés	102,55	101,65	101,10
Précédent	102,05	101,20	100,65

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 88	sept. 88	juin 88	sept. 88
100	2,74	2,80	0,20	1,15

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,6750 F ±	PARIS (INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)
	20 avril 21 avril
	Valeur française 185,6 187,5
	Valeur dollar 187,5 186,5
	C* des agents de change (base 100 à 31 déc. 1981)
	Indice général 398,4 391,5
	NEW-YORK (Index Dow Jones)
	20 avril 21 avril
	Industriel 1 985,41 1 987,40
	LONDRES (Index Financial Times)
	20 avril 21 avril
	Industriel 1 419,4 1 423,4
	Mixte 226,4 226,6
	Fonds d'Etat 91,80 91,1
	TOKYO
	20 avril 21 avril
	Nikkei Dow Jones 26 828,16 26 872,12
	Indice général 2 151,93 2 152,90

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MON		DEUX MON		SIX MON	
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
SE-U	5,680	5,6710	+ 30	+ 25	+ 40	+ 35
SE-U	4,590	4,5811	- 31	- 28	- 34	- 31
Yen (100)	4,591	4,581	+ 135	+ 157	+ 291	+ 336
DM	3,369	3,3683	+ 112	+ 131	+ 253	+ 277
DM	1,624	1,6237	+ 85	+ 97	+ 191	+ 205
FR (100)	16,220	16,219	+ 138	+ 158	+ 343	+ 379
FR	4,183	4,1826	+ 173	+ 193	+ 411	+ 451
FR (1 000)	4,564	4,5625	- 28	- 27	- 222	- 219
FR	10,732	10,7405	- 59	- 7	- 62	- 19

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	3 M		6 M		9 M		12 M	
	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse	à la hausse	à la baisse
SE-U	6 3/4	7	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
DM	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
FR	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
FR (100)	2	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8	2 3/8
FR (1 000)	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
FR	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
FR (1 000)	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 21 AVRIL

Comptant						Réglement mensuel						Comptant						Réglement mensuel						
VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%		
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...	1000	AL 5 1973	1457	1457	...
1000	AL 5 1973	145																						

Comptant (différence) SICAV (différence) 21/4

VALEURS	% du cours	% de coupons	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fincl Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fincl Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fincl Incl.	Rachet net			
Obligations																				
AL 5 1977	126 95	8 065	Chemins (M)	978	978	Lafit	768	800	Texas-Argentine	241	201 50	A.A.A.	708 21	888 89	Fructueux	113007 05	113007 08	Pedraza (M)	1677 48	1644 51
5,00 % 7/83	107 86	7 281	C.I.C. (France)	205	205	Lafite (M)	720	720	Union	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	205	205	Macdonald	110 80	105 40	Union S.M.	367 50	367 50	Andin	189 87	194 12	Fructueux	244 78	241 16	Pavlov	640 87	625 12
5,00 % 7/83	104 40	6 776	C.I. (France)	20																

Cote des changes Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES		COURS		COURS		COURS		COURS		COURS		COURS		COURS	
		par 100		par 100		ET DEVISES		par 100		par 100		par 100		par 100		par 100		par 100		par 100	
		21/4		21/4		Adm. et Bureaux		Adm. et Bureaux		Adm. et Bureaux		Adm. et Bureaux		Adm. et Bureaux		Adm. et Bureaux		Adm. et Bureaux		Adm. et Bureaux	
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Or fin (au gramme)		22800	22230	C. Caen. Rouennais		180	180	Rég. Valenciennes		13373 20	13171 01	Ch. de l'Etat		206 81	206 78
Ecu		7 063	7 053			Or fin (au lingot)		22800	22450	C. Cognac		340	345	Fond. (Id. par 100)		10576 35	10576 35	Ch. de l'Etat		1086 10	1075 28
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. française (20 g.)		513	513	D. Calvi (C. Calvi)		680	595	Fond.		237 82	227 12	Opérateur		170 94	168 77
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. française (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		5280 77	5050 85	Orateur		1187 08	1089 68
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		513	513	C. Cognac		340	345	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu-Mark (E. U.)		5 848	5 869	5 848	5 869	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Ecu		7 063	7 053			Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Algeriens (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Belgiques (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Pays-Bas (100 DM)		329 710	329 850	329	348	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Suisse (100 DM)		16 223	16 236	16 850	16 800	Rég. suisse (10 g.)		362	361	C. Cognac		83 10	81 10	France-Sa.		294 61	294 102	Orateur		3541 24	3540 95
Marques (100 DM)		16 223	16 236																		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-56-91-92, poste 4330

Handwritten text in Arabic script: "سكنا من الاموال"

حکومتی اخبار

36 • Samedi 23 avril 1988 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINIÉL
3 Les quarante ans d'Israël. - Le rapprochement syro-palestinien. 4 Afrique du Sud : possibilité de vote pour les Noirs. 5 La visite de M. Shultz à Moscou. 6 Le millénaire de la Catalogne.	7 La situation en Nouvelle-Calédonie. 8-9-10 La campagne pour l'élection présidentielle : M. Barre à Lille ; M. Le Pen au Zénith ; M. Chirac à Cergy-Pontoise ; M. Mitterrand à RTL-Le Monde. 12 Les propositions des trois principaux candidats.	14 Quatre mille « bébés-éprouvette » sont nés en France. - Première pierre pour les nouvelles prisons. - Après l'attentat revendiqué par Black War, une douzaine de personnes toujours en garde à vue.	24 Théâtre : Jakob Lenz à Garvallo ; Ionesco au Théâtre de la Colline ; Michel Dausch à Grenoble. 25 Cinéma : Corinne ou les Infortunes de la vertu. - Communication : Michel Polac devant les prud'hommes ; Lutz pour le contrôle des éditions Mondadori.	30 L'industrie automobile française a encore des tabourets. - Orlyval aura du mal à équilibrer ses comptes. 31 Les résultats de Cof Chimie redevenant positifs. - Extension de la grève chez Michelin. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 29 Cartes 28 Loto 28 Météorologie 27 Radio-télévision 28 Spectacles 28	• Election : faites vos pronostics ELEC • L'Info 24 h/24 AFP • Tous les jeux du monde JELIX Actualité internationale : BOM RWAN CORTAL 3615 Taper LEMONDE

La direction du PCF minimise à l'avance la signification du score de M. Lajoie

Les dirigeants du PCF vont tabler le champagne. Au moins une fois. A la veille du premier tour de l'élection présidentielle. A l'occasion de la soutenance de thèse de doctorat d'Etat en histoire intitulée *Forces productives rurales, peuple corse et Révolution française (1770-1815)*, de M. Antoine Cassanova, universitaire, membre du bureau politique du parti depuis le dernier congrès, en décembre 1987. Une réception devait être organisée (1), le samedi 23 avril à l'Institut de recherches marxistes (IRM), en présence d'intellectuels et des « camarades du bureau politique » pour fêter l'événement.

L'équipe de direction du PCF fera, peut-être une seconde fois, sauter les bouchons, le lendemain, quand sera connu le résultat de M. André Lajoie. Selon un collaborateur du comité central, « la champagne coulera si le score avoisine 7 % à 8 % ». Il faut remonter à 1932 pour trouver le résultat le plus faible de l'histoire du PCF : 3,4 % des suffrages aux élections législatives.

Quoi qu'il en soit, le bureau politique, qui se réunira dès dimanche soir - et une nouvelle fois, lundi matin, - expliquera que le poids « réel » du PCF n'apparaît pas dans cette consultation « piège ». Peu importe le score de M. Lajoie, les dirigeants communistes n'ont qu'un credo : le parti « pèse » entre 14 % et 15 % dans les élections locales, dites « normales » place du Colonel-Fabien. Dès lors, il n'est pas question de discuter, dans le parti, la valeur du score présidentiel. Le débat n'aurait, du reste, aucune raison d'être, car l'équipe de M. Georges Marchais assure que le parti n'a jamais été aussi uni autour de ses dirigeants et de leur politique. Pour se convaincre, les membres du comité central chargés de région rencontreront, dès lundi après-midi, les secrétaires fédéraux de leur ressort, avant la réunion, le soir, des comités départementaux. Officiellement, ces instances donneront « l'avis » de la base avant que le comité central fixe, le mercredi 27 avril, la position du PCF pour le second tour. Pourtant la démarche suivie fait dire à un dirigeant que « le comité central ne va pas décider ».

■ **TENNIS :** Tournoi de Monte-Carlo. - Trois Français, Yannick Noah, Henri Leconte et Thierry Tulasne, se sont qualifiés, le jeudi 21 avril, pour les quarts de finale du Tournoi de Monte-Carlo comptant pour le Nabisco Grand Prix. Le Suédois Mats Wilander, mal remis d'une sinusite, a, lui, échoué en huitième de finale d'une épreuve qu'il avait remportée en 1983 et 1987. Il a été battu par l'Italien Claudio Pistolesi, 154^e joueur mondial (2-6, 7-6 (7-5), 6-2).

Pour des livraisons à l'URSS Quatre dirigeants de sociétés françaises sont inculpés et écroués

Après une esquisse de la direction de la surveillance du territoire (DST), quatre personnes ont été inculpées et écrouées, mercredi 20 avril, par le juge d'instruction parisien Bruno Laroché, d'« intelligence avec agents d'une puissance étrangère », a annoncé, jeudi soir, l'Agence France-Presse. Il s'agit de M. Louis Tardy, ancien président du directoire de Machines françaises lourdes (MFL), de M. Jean-Paul Chamontout, général à la retraite, ancien PDG de Forest-Lin, et de deux cadres supérieurs de ces sociétés, MM. Borgniet et Loboukhine. La DST les soupçonne d'avoir livré du matériel technologique sensible à l'URSS.

Né le 30 septembre 1924 à Lyon, M. Louis Tardy est un industriel connu. Ancien lieutenant d'active, réformé en 1948, il commence sa carrière dans l'horlogerie à Besançon, notamment comme directeur de l'exportation chez Lip de 1952 à 1958. Après être passé par plusieurs sociétés - Technibel, Maceurop, Alstom, Roulements Nadella SA, - il devient, en 1981, président du directoire de Liné PSM et de Liné SA, puis de celui de Machines françaises lourdes en 1982.

Né le 14 juin 1927 à Vaulx-en-Velin (Rhône), ancien élève de l'Ecole de l'air, M. Jean-Paul Chamontout a longtemps été un spécialiste des affaires nucléaires françaises avant de prendre, en 1984, sa retraite avec le grade de général de brigade aérienne. Ancien pilote de transport, engagé notamment en Extrême-Orient et en Algérie, il fut en 1964 à 1966, de l'Ecole d'application militaire de l'énergie atomique de Cherbourg, par où passent les futurs responsables des armes nucléaires, en particulier les ingénieurs et les commandants de sous-marins nucléaires stratégiques.

Affecté à la direction des centres d'expérimentations nucléaires à Paris, il entre, en 1969, au cabinet militaire de M. Michel Debré, alors ministre d'Etat chargé de la défense nationale, pour s'occuper de la force nucléaire stratégique et des armes nucléaires. Puis, en 1972, avec le grade de colonel, il commande la base de Hano, en Polynésie française, base arrière des atolls de Mururoa et Fangataua où ont lieu les expérimentations nucléaires. Il est alors l'adjoint du « patron » des forces françaises de Polynésie et du Centre d'expérimentations du Pacifique. Revenu en 1976 en métropole, d'abord affecté au commandement du transport aérien militaire, il avait pris, en 1977, le commandement du génie de l'air.

A la notoriété des personnes mises en cause par la DST s'ajoute l'importance des sociétés concernées. Jusqu'à sa mise en règlement judiciaire, le 19 novembre 1987, Machines françaises lourdes était le pôle principal du plus grand fabricant de machines-outils mis en place, en 1982, par le gouvernement de M. Pierre Mauroy. Constitué le 2 septembre 1982, MFL était un holding financier regroupant deux filiales, Berthier-Saint-Etienne et Forest-Lin. La mise en règlement judiciaire consacrait le naufrage de la machine-outil française, des milliers de francs de subventions n'ayant pu empêcher un déficit commercial croissant. Berthier-Saint-Etienne a été reprise, en mars dernier, par Smits et Lièvre, société française associée au holding luxembourgeois Pégard Productiva, tandis qu'en janvier, Forest-Lin était reprise par le groupe Bréard-Nogues. C'est Forest-Lin qui est mise en

Sur le vif Maboule

Ce n'est, là, je crois que je suis sûr, mais boule. Comment, vous n'êtes pas au courant ? J'ai une chronique dans le *Journal*, enrubannée dans un foulard, genre ouf de Piquette. Non, c'est pas les dents ni les glandes salivaires. Alors d'où ça vient ? Ben, justement, il en savent trop rien les toubib.

Moi, si ! Moi, j'ai su tout de suite. Je me précipite chez mon dentiste et, avant qu'il ait le temps de me dire d'ouvrir la bouche, je lui balance mon cancer à la guêpe. C'est lui qui en est resté bouche bée : allons, allons, pas de panique, c'est une salopette, un staphylocoque quelconque. Ça devrait déguerpir à coups de piquettes dans les fesses.

Rien du tout. Elle s'est incarnée, ma bosse, elle refusait de bouger. Pas besoin, je m'en chargeais, je la promettais partout, et je la fourrais sous le nez de tout ce qui passait. Et me portait-t-elle, regarda, qu'est-ce que t'en penses ? Rien ? Tu t'en fous, c'est ça ? Depuis huit jours que ça dure, ils peuvent plus la voir, mon enfurme, au carreau. Ils se qu'ils entendent mon pas, ils se

plénquent : t'es gaffe, il y a la grosse tête à Samanta qui roule dans le couloir.

A la maison, parait, c'est plus moi, là, qui suis bonne pour l'hôpital. C'est mes gosses, l'hôpital psychiatrique. S'ils demandent pas de mes nouvelles toutes les dix minutes - comment tu te sens, ma pauvre chérie ? Montre voir... Oh là là ! - je les engueule, vende, je les rayais de mon testament et, torture suprême, je les prive de mes derniers instants. Je préfère encore crever toute seule derrière un paravent. Quand ils m'embarassent, je les repousse, paniquée : « pourquoi tu t'accroches à moi ? Tu crois que tu vas me perdre, d'est-ce ? »

Hier soir, enfin, je rencontre un copain. Et je me suis dégonflée, vite fait. Une piquette, ouf. A mon amour-propre : t'es pas bête, fin, t'es bête, fin, de te prendre pour Dostoïevski. Allez, arrête de faire l'indépendante et retourne jouer dans la cour des petits. On n'enra pas comme ça dans la cour des grands.

CLAUDE SARRAUTE

Mort de l'écrivain congolais Tchicaya U Tamsi

L'écrivain congolais Tchicaya U Tamsi, l'un des plus importants auteurs africains francophones, est mort d'une crise cardiaque dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 avril, dans sa maison de Brazzaville, dans l'Océan. Il était âgé de cinquante-sept ans.

Avec la disparition de Tchicaya U Tamsi, la littérature africaine perd un de ses écrivains les plus prestigieux et les plus féconds.

Né en 1931, à M'Pit, au Congo, il avait entamé très tôt une carrière de poète, avec la partition, en 1955, d'un premier recueil, *Le Manteau de l'homme*. Il avait suivi *Le Manteau de l'homme*, *Le tricheur*, *Le tricheur*, *Le tricheur*, tous d'une écriture rigoureuse et nombre, parfois hermétique.

Son théâtre - ses pièces ont été jouées à plusieurs reprises au Festival d'Avignon - marqua également son personnage de Tchicaya, le grand écrivain noir de l'Afrique du Sud, et le monde contemporain avec *Le Destin glorieux de Nkomo Nkomo Nkomo*, fantasme absurde et cruel sur un courtier de l'industrie des diamants.

Il était venu tard au roman, à partir de 1980, avec une trilogie aux titres de bestiaire, *Les Caméléons*, *Les Méduses*, *Les Phallènes*, qui évoquaient le Congo d'avant l'indépendance avec des personnages inoubliables, prophètes loins au petit pied, symboliques subversifs et vécus. Son dernier roman, *Ces fruits si doux de l'arbre à pain*, paru en 1987, était un cri d'indignation contre les dictateurs africains, avec l'histoire d'une famille dont le père et le fils moururent, enroulés respectivement par la police politique, dans les années où l'abbé Fulbert Youlou et Alphonse Massamba-Débat se succédèrent au pouvoir à Brazzaville.

Tchicaya U Tamsi était le fils de Félix Tchicaya U Tamsi, député du Rassemblement démocratique africain du Moyen-Congo, dans les années '50.

Le numéro de « Monde » daté 22 avril 1988 a été tiré à 521 550 exemplaires

UN HALOGÈNE SE CHOISIT CHEZ UN SPÉCIALISTE

PEGALI
c'est la garantie
1 an de votre halogène

REGALI
c'est la garantie
d'un service après-vente

REGALI
c'est la garantie
des meilleurs prix

+ DE 100 MODÈLES EXPOSÉS
Pour l'achat et la location, conseils gratuits sur présentation du journal

REGALI CADEAUX & HALOGÈNES
importation directe du monde entier

37 - 44, bd St-Jacques
41 - 48, rue St-Antoine
61 - 23, bd Montparnasse
67 - 181, bd St-Germain
68 - 8, rue de Valenciennes
69 - 43, bd Montmartre
70 - 97, bd Montmartre
101 - C.C. Galigny, N° 2
102 - 127, rue d'Alsace
103 - C.C. Beaupré, N° 2
104 - 45, rue Victor-Hugo
105 - 95, rue de Paris
106 - 54, rue des Ternes
ASSEMBLÉS
82, rue des Bourguignons

CRÉTEL, C.C. Créteil Soleil, N° 2
BOULOGNE, 123, bd Jean-Jaurès
BRY, C.C. Bry à Neuilly
ST-GERMAIN-91-LORE
24, rue du Vieux-Abréviller
ST-QUENTIN-VILLE, C.C.
St-Quentin-Ville, 6, rue Colbert
QUINCY-SENARD
C.C. Val d'Yonne
SARCELLES, C.C. Les Flamandiers

CHARENTAIS
Maison 201, 203, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237, 239, 241, 243, 245, 247, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 261, 263, 265, 267, 269, 271, 273, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301, 303, 305, 307, 309, 311, 313, 315, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345, 347, 349, 351, 353, 355, 357, 359, 361, 363, 365, 367, 369, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 423, 425, 427, 429, 431, 433, 435, 437, 439, 441, 443, 445, 447, 449, 451, 453, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, 483, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 497, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 513, 515, 517, 519, 521, 523, 525, 527, 529, 531, 533, 535, 537, 539, 541, 543, 545, 547, 549, 551, 553, 555, 557, 559, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 573, 575, 577, 579, 581, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 599, 601, 603, 605, 607, 609, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649, 651, 653, 655, 657, 659, 661, 663, 665, 667, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 725, 727, 729, 731, 733, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 747, 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 775, 777, 779, 781, 783, 785, 787, 789, 791, 793, 795, 797, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 811, 813, 815, 817, 819, 821, 823, 825, 827, 829, 831, 833, 835, 837, 839, 841, 843, 845, 847, 849, 851, 853, 855, 857, 859, 861, 863, 865, 867, 869, 871, 873, 875, 877, 879, 881, 883, 885, 887, 889, 891, 893, 895, 897, 899, 901, 903, 905, 907, 909, 911, 913, 915, 917, 919, 921, 923, 925, 927, 929, 931, 933, 935, 937, 939, 941, 943, 945, 947, 949, 951, 953, 955, 957, 959, 961, 963, 965, 967, 969, 971, 973, 975, 977, 979, 981, 983, 985, 987, 989, 991, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1005, 1007, 1009, 1011, 1013, 1015, 1017, 1019, 1021, 1023, 1025, 1027, 1029, 1031, 1033, 1035, 1037, 1039, 1041, 1043, 1045, 1047, 1049, 1051, 1053, 1055, 1057, 1059, 1061, 1063, 1065, 1067, 1069, 1071, 1073, 1075, 1077, 1079, 1081, 1083, 1085, 1087, 1089, 1091, 1093, 1095, 1097, 1099, 1101, 1103, 1105, 1107, 1109, 1111, 1113, 1115, 1117, 1119, 1121, 1123, 1125, 1127, 1129, 1131, 1133, 1135, 1137, 1139, 1141, 1143, 1145, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1159, 1161, 1163, 1165, 1167, 1169, 1171, 1173, 1175, 1177, 1179, 1181, 1183, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1207, 1209, 1211, 1213, 1215, 1217, 1219, 1221, 1223, 1225, 1227, 1229, 1231, 1233, 1235, 1237, 1239, 1241, 1243, 1245, 1247, 1249, 1251, 1253, 1255, 1257, 1259, 1261, 1263, 1265, 1267, 1269, 1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291, 1293, 1295, 1297, 1299, 1301, 1303, 1305, 1307, 1309, 1311, 1313, 1315, 1317, 1319, 1321, 1323, 1325, 1327, 1329, 1331, 1333, 1335, 1337, 1339, 1341, 1343, 1345, 1347, 1349, 1351, 1353, 1355, 1357, 1359, 1361, 1363, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1403, 1405, 1407, 1409, 1411, 1413, 1415, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1427, 1429, 1431, 1433, 1435, 1437, 1439, 1441, 1443, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1465, 1467, 1469, 1471, 1473, 1475, 1477, 1479, 1481, 1483, 1485, 1487, 1489, 1491, 1493, 1495, 1497, 1499, 1501, 1503, 1505, 1507, 1509, 1511, 1513, 1515, 1517, 1519, 1521, 1523, 1525, 1527, 1529, 1531, 1533, 1535, 1537, 1539, 1541, 1543, 1545, 1547, 1549, 1551, 1553, 1555, 1557, 1559, 1561, 1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573, 1575, 1577, 1579, 1581, 1583, 1585, 1587, 1589, 1591, 1593, 1595, 1597, 1599, 1601, 1603, 1605, 1607, 1609, 1611, 1613, 1615, 1617, 1619, 1621, 1623, 1625, 1627, 1629, 1631, 1633, 1635, 1637, 1639, 1641, 1643, 1645, 1647, 1649, 1651, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1673, 1675, 1677, 1679, 1681, 1683, 1685, 1687, 1689, 1691, 1693, 1695, 1697, 1699, 1701, 1703, 1705, 1707, 1709, 1711, 1713, 1715, 1717, 1719, 1721, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, 1733, 1735, 1737, 1739, 1741, 1743, 1745, 1747, 1749, 1751, 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769, 1771, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1793, 1795, 1797, 1799, 1801, 1803, 1805, 1807, 1809, 1811, 1813, 1815, 1817, 1819, 1821, 1823, 1825, 1827, 1829, 1831, 1833, 1835, 1837, 1839, 1841, 1843, 1845, 1847, 1849, 1851, 1853, 1855, 1857, 1859, 1861, 1863, 1865, 1867, 1869, 1871, 1873, 1875, 1877, 1879, 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1891, 1893, 1895, 1897, 1899, 1901, 1903, 1905, 1907, 1909, 1911, 1913, 1915, 1917, 1919, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1941, 1943, 1945, 1947, 1949, 1951, 1953, 1955, 1957, 1959, 1961, 1963, 1965, 1967, 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617, 2619, 2621, 2623, 2625, 2627, 2629, 2631, 2633, 2635, 2637, 2639, 2641, 2643, 2645, 2647, 2649, 2651, 2653, 2655, 2657, 2659, 2661, 2663, 2665, 2667, 2669, 2671, 2673, 2675, 2677, 2679, 2681, 2683, 2685, 2687, 2689, 2691, 2693, 2695, 2697, 2699, 2701, 2703, 2705, 2707, 2709, 2711, 2713, 2715, 2717, 2719, 2721, 2723, 2725, 2727, 2729, 2731, 2733, 2735, 2737, 2739, 2741, 2743, 2745, 2747, 2749, 2751, 2753, 2755, 2757, 2759, 2761, 2763, 2765, 2767, 2769, 2771, 2773, 2775, 2777, 2779, 2781, 2783, 2785, 2787, 2789, 2791, 2793, 2795, 2797, 2799, 2801, 2803, 2805, 2807, 2809, 2811, 2813, 2815, 2817, 2819, 2821, 2823, 2825, 2827, 2829, 2831, 2833, 2835, 2837, 2839, 2841, 2843, 2845, 2847, 2849, 2851, 2853, 2855, 2857, 2859, 2861, 2863, 2865, 2867, 2869, 2871, 2873, 2875, 2877, 2879, 2881, 2883, 2885, 2887, 2889, 2891, 28